ÉDITION WEEK-END / Montréal samedi 22 septembre et dimanche 23 septembre 2012 Le plus grand quotidien français d'Amérique
128e année N° 278 174 pages, 11 cahiers

2,10 $ taxes en sus – Édition provinciale **2,20 $**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

ENFANTS BATTUS

«J'AI PÉTÉ UN PLOMB»

Une clinique de l'hôpital Sainte-Justine accueille les enfants que l'on croit avoir été victimes de maltraitance. *La Presse* y a été témoin de drames humains et d'histoires de rédemption.

ENJEUX

ILLUSTRATIONS FRANCIS LÉVEILLÉE, LA PRESSE

LA PRESSE

DERRIÈRE LES RIDEAUX
RIMA ELKOURI
PAGES A22 ET A23

ILLUSTRATION FRANCIS LÉVEILLÉE, LA PRESSE

LE MARCHÉ SOUS LES ÉTOILES

Le marché Jean-Talon ne dort jamais. La nuit, c'est le bal des commerçants, des producteurs et des clients noctambules.

GOURMAND

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

LE QUÉBEC SELON ANTHONY KAVANAGH

L'humoriste nous parle de son retour en sol québécois et se soumet à un test sur l'actualité de la province.

ARTS

PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

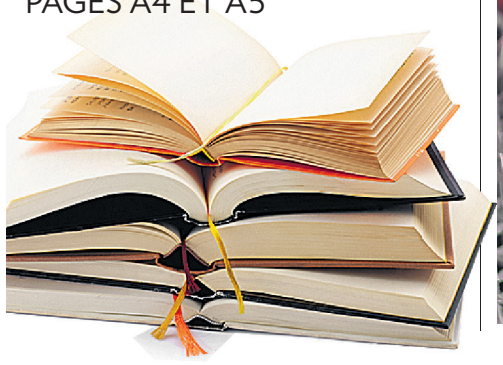
MARCHÉ DU CARBONE
QUEL IMPACT DANS NOTRE VIE?
AFFAIRES

PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

EXAMENS D'ADMISSION DANS LES ÉCOLES PRIVÉES

PARENTS STRESSÉS ENFANTS SOUS PRESSION

PAGES A4 ET A5



SYNDIQUER LE JUNIOR ?

«C'ÉTAIT TROP DE HOCKEY»

Jérémi Janneteau, ancien joueur de la LHJMQ

SPORTS

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

CE SAMEDI SEULEMENT **10 %** DE RABAIS SUR LES VINS DU LANGUEDOC ET DU ROUSSILLON DE 13 $ ET PLUS
CERTAINES CONDITIONS S'APPLIQUENT. DÉTAILS EN SUCCURSALE.
SAQ

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Un gouvernement péquiste, c'est comme Noël : les verts sont au pouvoir, les carrés rouges aussi.

Venez voir mon blogue ! **www.lapresse.ca/laporte**

SAM 6 21924 45678 2

DÉPARTS D'AUTOMNE
VOLS ALLER-RETOUR TAXES INCLUSES, À PARTIR DE
AUBAINES DE NOËL À PARTIR DE 999$

CANCUN 599$ NOVEMBRE ET DÉCEMBRE
JAMAÏQUE 699$ NOVEMBRE
PROVINCES FRANÇAISES, BRUXELLES 749$ OCTOBRE
PARIS, NICE 799$ SEPTEMBRE ET OCTOBRE
BARCELONE 999$ SEPTEMBRE ET OCTOBRE
ROME, ISTANBUL, LISBONNE 1049$ SEPTEMBRE ET OCTOBRE

MEILLEURE LIGNE AÉRIENNE VACANCES AU MONDE
airtransat.ca
COMMUNIQUEZ AVEC VOTRE AGENT DE VOYAGES

Départs de Montréal. Prix par personne en classe Économie. Validés à l'achat d'un vol aller-retour entre le 22 et 24 septembre 2012, pour des départs spécifiques en septembre à décembre, 2012, selon la destination choisie. Les tarifs sont validés pour les nouvelles réservations individuelles seulement. Les sièges disponibles aux tarifs affichés sont en quantité limitée. DPSTA, frais aéroportuaires, assurances, surcharge de carburant, TPS et TVQ sont inclus dans les prix. Vols effectués sur les ailes d'Air Transat ou CanJet et offerts par Transat Tours Canada Inc., titulaire d'un permis du Québec (n° 754241).
Prix excluant le 2,00$/100$ de services touristiques achetés représentant la contribution des clients au *Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.*

ÉDUCATION

PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

La hausse du nombre d'élèves dans plusieurs écoles de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, en raison de la croissance de l'immigration, cause bien des maux de tête aux directeurs d'école qui doivent faire preuve d'imagination pour réaménager les locaux. Certaines classes ont été installées dans le gymnase, la bibliothèque ou les locaux des services de garde.

OUEST DE L'ÎLE

Les écoles débordent

EXCLUSIF

GABRIELLE DUCHAINE

Les écoles de l'ouest de l'île de Montréal vivent une crise sans précédent. Plusieurs établissements ont dû aménager des classes dans le gymnase, la bibliothèque, les locaux de services de garde et ceux d'informatique faute de place. La commission scolaire Marguerite-Bourgeoys vient de demander au ministère de l'Éducation près de 120 millions de dollars pour l'ajout de 163 nouvelles classes. C'est sans compter de nombreux travaux d'agrandissement déjà en cours.

Depuis la rentrée, l'école primaire Enfants-du-Monde, à Saint-Laurent, est un véritable champ de bataille. La cour est amputée de moitié pour laisser place aux tracteurs et aux camions qui font de constantes allées et venues autour d'un trou béant. À côté, les cris des enfants, qui jouent entre de hautes clôtures temporaires, sont enterrés par le son des moteurs. Devant l'édifice, le gazon est inaccessible, également protégé par des clôtures et des rubans jaunes. Dans les classes, on sent les vibrations causées par les travaux de construction. Le bruit est constant. Les enseignants doivent parler plus fort.

Plusieurs casse-tête

« C'est un coup à donner », dit le directeur de l'école, René Bernier, en regardant le chantier. « Ce n'est pas une situation idéale et ça demande beaucoup d'adaptation à tout le monde. Mais on sera moins à l'étroit après. »

Il était temps. Dans cette école de 500 élèves, chaque recoin est utilisé pour que tout le monde ait de la place. Durant l'été, trois classes ont été aménagées dans le gymnase. Depuis, les cours d'éducation physique se donnent dehors quand le temps le permet, ou carrément en classe. « Il faut faire preuve de beaucoup de créativité », note M. Bernier. Au sous-sol, le service de garde sert en même temps de salle de classe pour un groupe de maternelle. Un autre casse-tête, indique le directeur : « Matin, midi et soir, on doit faire la transition entre les deux vocations. »

L'établissement, qui prévoit accueillir au moins 100 élèves supplémentaires dans les prochaines années, n'avait plus le choix d'agrandir. Il a obtenu récemment un budget de 5 millions pour la construction de huit salles de classe et d'un gymnase double, dont l'inauguration est prévue en février. Mais même ces travaux ne seront pas suffisants pour répondre à la demande dans le quartier. Selon une évaluation de la commission scolaire, il faudra 60 nouvelles classes dans Saint-Laurent d'ici 2017, sans compter les huit nouveaux locaux de l'école Enfants-du-Monde, pour recevoir 1320 nouveaux élèves.

Un problème répandu

Le manque de place est aussi criant dans LaSalle (il faut 22 classes pour 480 élèves d'ici 2017), Lachine (23 classes pour 505 élèves) et Pierrefonds (22 classes pour 480 élèves), en plus de nombreux projets déjà en marche ou annoncés, comme celui, controversé, d'une nouvelle école primaire à L'Île-des-Sœurs.

Les écoles de Mont-Royal et de Dorval souffrent aussi de manque d'espace. Tout comme les établissements scolaires de plusieurs quartiers du centre et de l'est de Montréal, note une porte-parole du Ministère. Et la crise pourrait bientôt s'étendre aux banlieues nord et sud de la métropole ainsi qu'aux régions de l'Outaouais, de Québec, de l'Estrie et de Drummondville.

Du jamais-vu

Mais dans l'Ouest-de-l'Île, c'est déjà bien réel. « On n'a jamais vu ça. Il y a une hypercroissance dans le secteur, explique le directeur général de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, Yves Sylvain. Il y a un fort taux d'immigration en plus de plusieurs nouveaux projets immobiliers. » C'est une particularité de ce secteur, qui reçoit une grande part des nouveaux arrivants. À l'école Enfants-du-Monde, par exemple, quelque 80 % des enfants sont des immigrés, 15 % de première génération.

« On n'a jamais vu ça. Il y a une hypercroissance dans le secteur. Il y a un fort taux d'immigration en plus de plusieurs nouveaux projets immobiliers. »
— Yves Sylvain, directeur général de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys

« Déjà, nos classes sont pleines », dit M. Sylvain. En cinq ans, le nombre d'inscriptions est passé de 23 000 à 27 000. Et ça continue d'augmenter. Une école du territoire a notamment accueilli 550 élèves de plus que prévu au début de l'année : on en attendait 750, il y en a 1300. « On n'a pas le choix de leur faire de la place. On agrandit de l'intérieur en attendant mieux », dit le directeur général.

Depuis plusieurs années, de nombreuses écoles primaires et secondaires sont inévitablement en rénovation. La commission scolaire a aussi acheté des écoles privées ou anglophones, et de nouveaux bâtiments sont en construction. Depuis 2008, le Ministère a accordé les budgets pour 5410 nouvelles classes dans 8 villes ou arrondissements de l'ouest de Montréal. Les 163 nouvelles classes que vient de demander la commission scolaire s'ajoutent à ce nombre.

Outre le fait de devoir attendre qu'on lui alloue les sommes nécessaires, la CSMB doit aussi trouver la place pour construire ou agrandir. Un défi de taille dans un secteur de plus en plus dense.

« Il y a des endroits où on va devoir construire en hauteur pour arriver à conserver la cour », explique Yves Sylvain, qui assure que des solutions ont été trouvées dans « à peu près » tous les secteurs touchés par la pénurie. Fini, toutefois, l'image de la traditionnelle école de quartier à deux étages.

LOCAUX NÉCESSAIRES D'ICI 2017*

Roxboro–Dollard-Des-Ormeaux :
9 classes pour 200 nouveaux élèves
Mont-Royal :
13 pour 285 nouveaux élèves
Saint-Laurent :
60 pour 1320 nouveaux élèves
LaSalle :
22 pour 480 nouveaux élèves
Lachine :
23 pour 505 nouveaux élèves
L'Île-des-Sœurs :
2 pour 45 nouveaux élèves
Pierrefonds-Ouest :
22 pour 480 nouveaux élèves
Dorval :
22 pour 265 nouveaux élèves
*sans compter les travaux déjà en cours

GP
GIRARD-PERREGAUX

GIRARD-PERREGAUX 1966
CHRONOGRAPHE

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS
2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	VOYAGE 16	Jardiner	MAISON 21
Astrologie du jour	GOURMAND 8	Loteries	A32
Avis et encans	AFFAIRES 12	Monde	A31 à A37
Débats	A38 et A39	Restaurants	GOURMAND 6
Décès	PETITES ANNONCES 16	Sudoku	AFFAIRES 4
Emplois	CV 8	Trait d'union	GOURMAND 8
Grille blanche	CV 8	Vin	GOURMAND 5

Météo
Plutôt nuageux avec averses, maximum **22**, minimum **10**. PETITES ANNONCES **17**

ON FAIT LE TOUR DU MONDE DU QUÉBEC.

Chez IGA, nous parcourons les routes du Québec afin de rencontrer des artisans québécois et de les aider à commercialiser leurs produits. C'est ainsi que 12 fromagers québécois, et plusieurs autres producteurs d'ici, ont vu un vaste marché s'ouvrir à eux en distribuant exclusivement leurs produits exceptionnels dans nos épiceries. Merci à tous nos clients d'encourager les artisans de chez nous et de leur permettre de faire rouler davantage l'économie de leur région.

Pour découvrir nos autres initiatives 100 % québécoises, visitez IGA.net/quebec

vive La BOUFFE D'ICI

IGA

Une bannière de la famille Sobeys

PRESSION ET STRESS AUTOUR DE L'EXAMEN D'ADMISSION

76,4 %

des élèves qui ont passé un examen d'admission à une école secondaire privée ont été admis.*

1/5

a été refusé, faute de place.*

3,1 %

ont été refusés parce que les écoles n'avaient pas les ressources pour eux (élèves en difficulté, besoins particuliers, etc.).

* Selon un sondage mené en 2010 par la Fédération des établissements d'enseignement privés.

85 %

des écoles secondaires privées n'ont pas de liste d'attente, selon la Fédération des établissements d'enseignement privés.

Le début de l'automne est une période de stress intense pour les élèves de 6e année. Dans la cour de récréation, l'imminence des examens d'admission dans les écoles secondaires privées monopolise les conversations. Le soir, une fois les devoirs terminés, les enfants se remettent à la tâche pour préparer les examens. À leurs côtés, leurs parents sont tout aussi angoissés. La course à la performance va-t-elle trop loin?

PASCALE BRETON

La pression de réussir et le stress suscité par les examens d'admission dans les écoles secondaires privées ont augmenté au cours des dernières années, au point où certains se questionnent sur leur raison d'être.

Théo Fournier, aujourd'hui en 1ère secondaire, se rappelle fort bien des sentiments qui le tenaillaient à pareille date l'an dernier. Au terme de l'examen d'admission au Collège Letendre, il est sorti du local avec l'impression qu'une « tonne de briques » venait de tomber de ses épaules.

Il avait confiance en lui, mais il a attendu les résultats avec nervosité. « J'avais hâte de recevoir ma réponse, mais, en même temps, je n'avais pas hâte. J'avais peur d'avoir une mauvaise note et devoir vivre avec cela. »

Enfin, il a reçu la grosse enveloppe frappée du logo du collège. « Ce jour-là, c'est comme le jour de Noël. Tu vas déballer un cadeau, mais tu ne sais pas ce que c'est », affirme Théo, qui a finalement été accepté à l'école de son choix.

La pression entourant les examens d'admission a augmenté depuis quelques années, reconnaît la Fédération des établissements d'enseignement privé (FEEP). À tel point que l'organisation cherche des solutions de rechange.

« On essaie de trouver d'autres solutions que ces examens. On pense que la pression est devenue trop forte et qu'il faut la réduire », affirme le président de la FEEP, Jean-Marc St-Jacques, qui ajoute du même coup qu'il faut du temps pour changer une culture bien établie.

Un automne chargé en émotions

Dans les classes de 6e année, le début de l'automne est vécu difficilement. Le stress lié à l'imminence des examens d'admission du privé est omniprésent. C'est le sujet de discussion des enfants dans la cour d'école. Les parents partagent trucs et angoisses à la sortie des classes.

Dans certains quartiers huppés, il est carrément impensable de ne se présenter à aucun examen d'admission. La pression sociale est forte.

« Une amie qui est passée par là avant moi m'avait prévenue de cette ambiance de course à la performance. Ce n'est pas normal pour des gamins de 6e année de vivre autant de stress », déplore Emmanuelle Giraud, dont le fils, Tom, devra bientôt passer trois examens répartis sur deux week-ends.

« J'essaie de ne pas entrer dans l'élitisme et la compétitivité », affirme Mme Giraud, qui reconnaît toutefois vivre du stress. « La pression, je me la mets moi-même. »

Française d'origine, M. Giraud penche pour l'école privée en raison de l'encadrement qu'elle offre aux enfants. Mais des questions persistent: « Parfois, je me dis que, si mon fils va à l'école publique, il aura quand même la matière. Est-ce que la différence va vraiment paraître quand il sera à l'université? »

Professeure et chercheuse au département de psychologie de l'Université du Québec à Montréal, Diane Marcotte déplore elle aussi la pression exercée sur les enfants. « On a parfois l'impression que cet examen va être déterminant pour le reste de leur vie, dit-elle. C'est totalement faux! »

La société valorise énormément l'excellence, rappelle Mme Marcotte. « Les parents vivent une pression pour que leurs enfants entrent à l'école de leur choix. »

Cette pression, les parents la transmettent à leur tour. « L'enfant veut plaire à ses parents. Il se peut que ces jeunes-là montrent des

Avec l'aide de sa mère, Emmanuelle Giraud, Tom Langlois, élève de 6e année, révise en préparation des examens d'admission qu'il doit bientôt passer dans trois écoles secondaires privées.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

SE PRÉPARER UN PEU, BEAUCOUP, PAS DU TOUT

PASCALE BRETON

Qu'il s'agisse des nombreux sites internet offrant du tutorat à 50$ l'heure, de numéros de téléphone d'enseignants échangés aux abords des écoles ou de cahiers vendus en librairie, la préparation aux examens d'admission est devenue une véritable industrie.

Philippe l'a réalisé lorsque son fils aîné était en 6e année. Lorsque Alexis a voulu voir ses amis, au retour des vacances familiales, en août, ces derniers lui ont tous dit qu'ils ne pouvaient pas sortir parce qu'ils préparaient leurs examens d'admission à l'école secondaire.

« C'est à ce moment-là qu'on a allumé. On a réalisé qu'il fallait faire quelque chose, qu'on était en retard », se souvient le père de famille.

Cet ancien du collège Jean-de-Brébeuf n'était pas convaincu que les cours particuliers étaient indispensables. Mais la pression se faisait sentir. « Une partie du stress des parents vient du groupe. On se demandait ce qui allait arriver si Alexis n'était pas accepté à l'école où iraient tous ses amis », se rappelle-t-il.

Sa conjointe et lui ont fait appel à une tutrice privée. Moyennant 1500$, elle est venue à la maison pour 13 séances de révision de 3 heures chacune.

L'exercice en a valu la peine, croit le père. Alexis est maintenant en troisième secondaire au collège Notre-Dame. Son frère Thomas, en 6e année, suit ses traces avec la même tutrice.

Anxieuse de voir son fils accepté au privé, Nathalie Vincent s'est quant à elle procuré un cahier de préparation à l'examen. Quand son fils aîné, Samuel, a terminé sa 5e année, elle a révisé avec lui pendant l'été. Elle fait maintenant la même chose avec ses jumeaux, Julie-Anne et Alexis, qui sont en 6e année.

« C'est une révision. Mes enfants connaissent la matière et moi, je comble leurs petites lacunes. Je ne voulais pas d'un tuteur privé, c'est contre mes principes. C'est mettre trop de pression sur les enfants », déclare Mme Vincent, ancienne enseignante.

Mylène Ste-Croix a aussi opté pour le cahier vendu en librairie. Elle voulait s'assurer de revoir la matière avec son fils, qui avait été, durant tout le primaire, dans des groupes turbulents et agités. « Je savais que certaines notions n'avaient pas été vues », confie cette enseignante.

Elle voulait surtout que son fils, Théo, apprivoise le déroulement de l'examen. À 11 ans, rares sont les enfants qui ont déjà expérimenté des examens de trois heures avec choix de réponses.

Pendant tout l'été, mère et fils ont revu, petit à petit, le programme de 5e année. Le cahier offrait aussi une simulation d'examen que Théo s'est astreint à faire.

« Je souhaitais lui apprendre à gérer son temps, à gérer son stress et à parcourir rapidement l'examen pour mieux l'évaluer », explique Mme Ste-Croix, qui a aussi fait des exercices de visualisation avec son fils.

Aujourd'hui, Théo est en première secondaire au collège Letendre, l'école de son choix. La préparation a été payante, croit sa mère. « Le jour de l'examen, il m'a dit que les questions ressemblaient à ce qu'on avait fait. Il était confiant. »

Mme Ste-Croix n'est pourtant pas certaine qu'elle aurait été en mesure d'aider son fils et de bien lui expliquer les notions si elle-même n'avait pas été enseignante.

Choisir un tuteur ou pas

Luc David, qui offre du tutorat avec sa femme depuis huit ans, n'est pas surpris. « On a commencé à donner du tutorat en raison de la trop grande demande », explique celui qui est aussi enseignant de mathématiques dans une école secondaire privée.

Bien intentionnés, les parents achètent le livre de révision. « Après deux semaines, ils ne se retrouvent plus dans les notions, la routine est difficile à installer à la maison. Alors ils jettent l'éponge et nous appellent », dit M. David.

Il est catégorique. Les parents n'ont généralement pas les ressources et la pédagogie nécessaires pour faire comprendre à leurs enfants les notions qu'ils saisissent moins bien.

Chaque année, dès la troisième semaine d'août, M. David et sa femme accueillent à la maison des groupes de 8 à 10 élèves pour réviser la matière de 5e année. Les parents déboursent 500$ pour 7 séances totalisant 18 heures de cours. Cette formation est profitable : plus de 90 % de ses élèves sont reçus à l'école de leur choix, dit M. David.

Directrice du service de mesure et d'évaluation de la firme Brisson-Legris, qui conçoit des examens d'admission, Josée Lambert-Chan affirme pour sa part qu'il n'est pas nécessaire de trop en faire.

Les élèves sont évalués sur des notions qu'ils ont apprises et qu'ils maîtrisent, rappelle-t-elle.

Certains parents ont trop d'exigences. « Ils ne se contentent plus de montrer à leurs enfants à nager dans ces eaux-là ; il faut qu'ils apprennent à nager plus vite, de plus en plus vite, pour se retrouver dans le peloton de tête et, éventuellement, sur le podium. »

162

Nombre d'écoles secondaires privées au Québec.**

88 776

élèves, soit 19,6 % des élèves du secondaire, fréquentent une école privée.

** ministère de l'Éducation, 2011

signes d'anxiété et soient inquiets de ne pas réussir. »

Nathalie Vincent se souvient de la nervosité palpable qui règne le jour de l'examen, alors que des centaines d'élèves sont réunis au même endroit. Elle l'a vécue avec son fils aîné, aujourd'hui en 2e secondaire. Elle se prépare à le vivre de nouveau avec ses jumeaux, qui sont en 6e année.

« J'ai été témoin d'un petit garçon qui avait mal au ventre. Il a dû sortir de la salle et il cherchait ses parents. Je me suis alors demandé ce qu'on faisait là, à leur faire subir tout cela. Mais aujourd'hui, Samuel est heureux et ne regrette pas son choix. »

Pour réduire le stress, neuf collèges de l'île de Montréal se sont concertés, il y a quelques années déjà, pour ne faire passer qu'un seul et même examen. D'autres régions font de même. Certaines écoles ont aussi abandonné les examens d'admission et se limitent maintenant à des tests de classement.

« L'objectif n'est pas de rendre les enfants malheureux, mais de les amener à donner le meilleur d'eux-mêmes à partir de choses qu'ils connaissent », précise d'ailleurs Josée Lambert-Chan, directrice du service de mesure et d'évaluation de la firme Brisson-Legris, qui conçoit et corrige les examens de plusieurs écoles privées.

Les examens ne sont pas les seuls éléments pris en compte en vue de l'admission des élèves. Les écoles s'attardent surtout aux bulletins antérieurs, question de voir le profil de l'enfant.

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

La Fédération des établissements d'enseignement privés, qui s'inquiète du stress vécu par certains élèves à l'approche des examens d'admission, réfléchit à des solutions de rechange. Beaucoup d'élèves de sixième année passent des heures à réviser la matière et préparer leurs examens.

50 $

Coût moyen d'un examen d'admission. Les élèves en passent jusqu'à trois ou quatre.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Les week-ends de l'automne sont une période d'intense activité dans les écoles secondaires privées, comme au Collège Jean-Eudes. Des centaines d'enfants de 6e année affluent pour passer les examens d'admission.

PORTES OUVERTES

Pendant que des milliers d'élèves de 6e année se préparent à passer les examens d'admission au cours des prochains jours, des jeunes de 5e année se lancent pour leur part dans le magasinage des écoles. De nombreuses écoles secondaires, tant privées que publiques, organisent des portes ouvertes au début de l'automne pour faire connaître leurs particularités et attirer de nouveaux élèves.

NISSAN

DÉCOUVRIR_

– L'ÉVÉNEMENT –

PRÊT À PARTIR

LIQUIDATION 2012

Berline Versa 1.6 SL 2012 illustrée

JUSQU'À 877 KM
SUR ROUTE AVEC UN SEUL PLEIN[2]

Versa à hayon
1.8 SL Sport 2012 illustrée

BERLINE VERSA 1.6 S 2012

PRIX À L'ACHAT AU COMPTANT À PARTIR DE[1]

11 998$

VERSA À HAYON 1.8 S 2012

LOCATION*

158$ / MOIS

0% jusqu'à 60 MOIS
avec 850$ en comptant initial

SENTRA 2012

OBTENEZ

3 250$

DE RABAIS À L'ACHAT AU COMPTANT
SUR LES MODÈLES SÉLECTIONNÉS†

JUSQU'À 965 KM
SUR ROUTE AVEC UN SEUL PLEIN[2]

Sentra SE-R 2012 illustrée

Rogue SL 2012 illustré

ROGUE S 2012

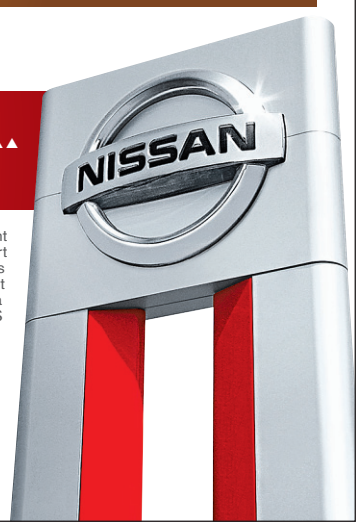
À TRACTION INTÉGRALE

OBTENEZ

3000$

DE RABAIS À L'ACHAT AU COMPTANT†

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE NISSAN DÈS AUJOURD'HUI OU CONSULTEZ NISSAN.CA POUR PLUS DE DÉTAILS▲▲



L'événement PRÊT À PARTIR - LIQUIDATION 2012 est en vigueur du 1er septembre au 1er octobre 2012 et peut faire l'objet de changements sans préavis. Les offres de financement sont disponibles uniquement auprès de Nissan Canada Finance pour un temps limité, sont sujettes à l'approbation de crédit, sont exclusives et peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Tous les prix comprennent les frais de transport et de prélivraison, les taxes sur l'air climatisé (si applicable), les taxes sur les pneus, les rabais du manufacturier et les contributions des concessionnaires. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants et peuvent faire l'objet de changements ou modifications sans préavis. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix et peuvent devoir commander ou échanger un véhicule. Visitez votre concessionnaire pour tous les détails. * L'offre de location jusqu'à 60 mois est applicable à la location d'une Versa à hayon neuve 1.8 S 2012 (B5CG52 AA00), transmission manuelle / Versa à hayon neuve 1.8 SL 2012 (B5SG52 SC00), transmission manuelle. Mensualités de 158 $ / 232 $ pour un terme de 60 mois avec 850 $ / 0 $ en comptant initial ou échange équivalent et incluant 1 250 $ en rabais du manufacturier. Taux de location de 0 %. L'obligation totale de location est 10 313 $ / 13 941 $. Basé sur une allocation de 16 000 / 24 000 km par année avec 0,10 $/km supplémentaire. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre offre. † L'offre de 3 250 $ / 3 000 $ de rabais à l'achat au comptant est applicable uniquement aux modèles neufs de Sentra 2012 (excluant le modèle C4LG52 AA00) sélectionnés / aux modèles neufs de Rogue 2012 (excluant le modèle W6RG12 AA00) sélectionnés. Le rabais à l'achat sera déduit du prix négocié avant les taxes et ne peut être combiné à des taux subventionnés de financement à l'achat ou à la location. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre offre. Certaines conditions s'appliquent. 1) Prix à l'achat au comptant de 11 998 $ (incluant 712 $ en contribution des concessionnaires du Québec et 750 $ de rabais à l'achat au comptant) pour la berline Versa neuve 1.6 S 2012 (B4RG52 AA00), transmission manuelle / 17 310 $ (incluant 750 $ de rabais à l'achat au comptant) pour la berline Versa neuve 1.6 SL 2012 telle qu'illustrée (B4TG12 AA00), transmission CVT. 2) Consommation de carburant (L/100 km) sur route / en ville : 5,7 L / 7,2 L pour la Versa à hayon 1.8 SL avec boîte Xtronic CVT[MD] et 5,7 L / 7,6 L pour la Sentra avec boîte Xtronic CVT[MD]. Réservoir de 50 L / 55 L. La consommation de carburant réelle peut varier en fonction des groupes motopropulseurs, des habitudes de conduite et d'autres facteurs – à utiliser à des fins de comparaison seulement. Ces données sont calculées en fonction de conditions de conduite optimales, de la consommation moyenne de carburant sur route et de la capacité du réservoir à essence du véhicule, selon Nissan Motor Co. Ltd. Les cotes de consommation de carburant (L/100 km) sont établies selon le Guide de consommation de carburant 2012 publié par Ressources Naturelles Canada. Essais approuvées par Transport Canada. ▲▲ Chez les concessionnaires participants. Les noms, logos, slogans, noms de produits et noms des caractéristiques de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. ou à ses filiales nord-américaines.

Bio

PIERRE FOGLIA
CHRONIQUE

L'autre jour je suis allé à Montréal avec ma voisine Maude-Hélène, une maraîchère qui fait pousser des légumes biologiques qu'elle va porter à la ville une fois par semaine. Je ne sais pas si vous êtes familier avec le concept du fermier de famille? C'est comme un médecin de famille, mais au lieu que ce soit un médecin c'est un fermier. Il y en a une centaine au Québec, l'idée défendue par Équiterre depuis une quinzaine d'années s'implante tout doucement.

Bref, tous les mercredis Maude-Hélène va porter une centaine de paniers de légumes biologiques de son jardin – les Jardins de la Grelinette à Saint-Armand – à une centaine de Montréalais qui l'ont payée d'avance au printemps, 545$ pour 21 paniers, 21 semaines, de la mi-juin à la mi-novembre, déposés au même point chute, le même jour, aux mêmes heures.

En chemin, dans l'auto, Maude-Hélène m'a raconté une histoire de concombres, la voici: c'est parti d'un truc que j'ai dit, me semble, madame, qu'il n'y a pas beaucoup de concombres dans votre chargement...

C'est parce qu'on a eu un problème me dit-elle.

Le problème s'appelle la chrysomèle rayée, une bibite que l'on combat dans la culture bio avec un extrait de chrysanthème qui tue la chose au contact. Si le produit ne touche pas la bibite, elle ne meurt pas, et s'il en reste deux ou trois, c'est foutu pour les concombres. Alors que dans la culture maraîchère ordinaire on traite le concombre avec un insecticide systémique, un insecticide que le concombre intègre dans son système si bien qu'il se défend lui-même, la chrysomèle ne l'approche même pas.

Résultat: on n'est jamais à court de concombres au Metro, au IGA, au Super C ou au Loblaw. Par contre, le consommateur en mangeant le concombre du Metro mange aussi un peu de l'insecticide systémique qu'il contient, et ainsi, il peut, à son tour, se défendre de la chrysomèle rayée. Les cas de chrysomèle rayée chez les mangeurs de concombres du Metro ou du IGA sont extrêmement rares. On note cependant, chez les mêmes, plusieurs cas de cancer du pancréas, du foie, de la rate, du cerveau, de la vessie, des reins, du coude, de la glotte, de l'oreille interne, du genou, du cubitus et du gros orteil. Bien sûr on ne peut pas prouver que c'est à cause des insecticides. Et le prouverait-on que cela ne prouverait rien puisque d'autres scientifiques viendraient aussitôt affirmer que la méthodologie des premiers manquait de rigueur. Cela s'est produit pas plus tard qu'hier avec cette étude sur le maïs transgénique qui prédisposerait les rats à plus de cancers, mais c'est pas vrai, c'est pas une bonne étude, faut pas s'inquiéter.

Non, je ne suis pas devenu granole. Je suis la même tête de vache que d'habitude qui dit une affaire et en fait une autre par exemple: je dis, et je le pense, que les pesticides sont la cause de millions de cancers, cela ne m'empêchera pas, la semaine prochaine, de shooter toute ma maison d'un pesticide pour empêcher les coccinelles d'y rentrer par millions. Ces mêmes saloperies de coccinelles que les granoles ont mobilisées comme insecticides biologiques pour bouffer les pucerons.

Non, je ne suis pas devenu granole. Je n'achète pas de salades bio chez Maude-Hélène. Les jardins de la Grelinette sont là depuis sept ans, j'ai dû passer 123 000 fois devant sans jamais entrer. Une fois j'ai acheté des tomates en me disant qu'elles n'auraient pas ce motton blanc en dedans qu'ont toutes les foutues tomates, celles de mon jardin, comme celles du marché, mais elles en avaient comme les autres.

C'est ce que j'expliquais à Maude-Hélène dans la voiture. Quand vous dites que c'est bon vous voulez dire bon pour la santé, moi quand je dis bon je veux dire bon au goût. Ça ne me console pas que vos tomates soient bios s'il y a des mottons blancs dedans.

À Montréal on s'est d'abord posé au coin Cavendish et Kildare dans le stationnement d'un édifice à bureau et d'un poste de police. Une vingtaine d'employés de la Forensic, une entreprise de haute technologie, sont venus chercher leur panier puis on est descendu plus bas dans Saint-Henri au parc Sir-George-Étienne-Cartier, juste devant la piscine.

Voyons un peu ce qu'il y a dans ces paniers... deux aulx, une salade, deux bottes de petits navets blancs, deux livres et demie de pommes de terre, deux livres de tomates, un sac de mesclun, une aubergine, deux poivrons, quatre piments, des oignons, des carottes, du persil, des cerises de terre...

Vous en aurez assez pour la semaine, madame?

Largement, m'ont répondu la plupart des gens. Certains ont ajouté que cela les obligeait à cuisiner bien plus qu'avant pour ne rien perdre. Beaucoup de jeunes mamans avec leur bébé qui se sont converties au bio en tombant enceintes. Des messieurs avec leurs chiens, celui-ci deux chiens qu'il récompensait de leur patience avec des bouts de carottes bios.

Sont croisés avec des lapins, vos chiens?

Non, non ils aiment les carottes.

Clientèle aisée de professionnels, des gens plus modestes aussi, qu'on devine plus engagés, le genre à vous dire qu'avec un fermier de famille on aura moins besoin d'un médecin de famille, ce qui est bien possible. Quelques têtes connues, quelques Audis dans la rue, quelques bobos, en fait beaucoup de bobos, pas ridicules comme dans la série de Marc Labrèche mais tout de même avec de semblables petits cris d'extase de belette en rut: hon des cerises de terre, j'aime tellement les cerises de terre.

Des gens gentils, je veux dire pas des têtes de vache comme moi. Je serais dans les clients très récalcitrants, je verrais tout de suite ce qui manque. Comment ça y'a pas de poireaux? Avec quoi je vais faire mon pot-au-feu si j'ai pas de poireaux? Et les betteraves, pas de betterave non plus?

Même pas un coin de rue plus loin, sur les marches du centre récréatif et culturel qui se trouve là, un autre marché de fruits et légumes, un marché solidaire subventionné, pas cher du tout, pas bio du tout non plus, pour [rapprocher] les gens du quartier des fruits et des légumes m'explique la dame...

Comment ça rapprocher? En sont-ils si loin?

Mais on vient juste de tomber dans une autre forme d'écologie, sociale celle-ci.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Quelque 27 000 coureurs sont attendus dans les rues de Montréal demain.

MARATHON

Fermetures de rues à prévoir à Montréal

JANIE GOSSELIN

Beau temps, mauvais temps, quelque 27 000 coureurs sont attendus demain pour le 22e Marathon Oasis de Montréal. Les deux départs du marathon et du demi-marathon auront lieu à 8 h 30 sur le pont Jacques-Cartier. Celui-ci sera fermé à la circulation automobile de 4 h 45 à 11 h.

Plusieurs autres fermetures sont prévues. La circulation sera interrompue dans les îles Sainte-Hélène et Notre-Dame entre 7 h et 11 h 25, et plusieurs rues de l'arrondissement Ville-Marie seront fermées à compter de 7 h 45 et rouvriront progressivement à partir de midi. L'avenue Parc-La Fontaine sera fermée entre les rues Cherrier et Rachel de 6 h à 13 h 10, et les rues autour du parc Laurier de même que les rues de La Roche, entre Rosemont et Villeray, et Christophe-Colomb, entre Saint-Grégoire et Jarry, ne seront pas accessibles à la circulation de 7 h 45 à 14 h 15. Le boulevard Pie-IX fermera entre les rues Sherbrooke et Masson du côté ouest, et entre Sherbrooke et l'avenue du Mont-Royal du côté est, de 7 h 45 à 14 h 45. Le boulevard Saint-Joseph sera fermé de 7 h 45 à 15 h 15, de la rue de Brébeuf à la rue Jeanne-d'Arc.

À partir de 15 h 15, toutes les rues seront rouvertes.

Voir la carte des fermetures: www.lapresse.ca/marathon

« UNE ÉPREUVE AU RYTHME DU ROCK'N'ROLL », À LIRE DANS LE CAHIER SPORTS, PAGE 7.

ACTUALITÉS

Enquête sur une ex-cadre du CUSM

L'ancienne directrice des ressources humaines est soupçonnée de fraude

DAVID SANTERRE

La Sûreté du Québec (SQ) enquête sur des allégations de fraude visant une ex-membre de la haute direction du Centre universitaire de santé McGill (CUSM), qui aurait pendant 10 ans falsifié ses allocations de dépenses pour se faire rembourser par son employeur une fortune en voyages, en vêtements de luxe et en matériel scolaire pour ses enfants.

Selon des documents judiciaires obtenus par *La Presse*, l'ex-directrice des ressources humaines du CUSM, Stella Lopreste, aurait, selon la SQ, détourné à son profit l'argent des contribuables pour une somme non encore établie. Les documents de cour font état de 1,6 million de dollars, mais un sergent chargé de l'enquête affirme prudemment que la réalité pourrait être « de beaucoup » inférieure.

Ces documents ont été déposés en Cour supérieure par le Directeur des poursuites criminelles et pénales au nom de la Sûreté du Québec, dans le cadre d'une requête visant à obtenir du CUSM des documents internes sous scellés à des fins d'enquête.

Le tout repose essentiellement sur la dénonciation du sergent Jerry Sirois, du Service des enquêtes sur l'intégrité financière de la SQ, une unité qui a entre autres le « mandat particulier de protéger les organismes publics contre [les crimes financiers] », lit-on dans le document.

Le sergent Sirois y décrit son enquête, qui vise Mme Lopreste pour une fraude de plus de 5000 $, et pour la fabrication et l'emploi de faux documents.

PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

Une entente de confidentialité aurait été signée entre le CUSM et l'ex-haute dirigeante soupçonnée d'avoir falsifié des allocations de dépenses pendant 10 ans, au départ de celle-ci en 2010. Ci-dessus, le chantier du CUSM en mai dernier.

Jerry Sirois explique que Mme Lopreste a dû abandonner son emploi en 2010 après la découverte par son employeur « d'irrégularités commises par celle-ci ».

Ces irrégularités auraient d'abord été mises au jour à la suite d'une enquête interne menée pour le compte du CUSM par la firme d'avocats Borden, Ladner, Gervais.

Au départ de la cadre supérieure, une entente de confidentialité aurait été signée entre elle et le CUSM quant aux modalités de sa cessation d'emploi, et la direction a déclaré aux enquêteurs qu'elle ne porterait pas plainte contre son ancienne employée.

Mais une autre employée du CUSM a porté plainte, ce qui a déclenché l'enquête en cours le 12 janvier dernier.

Dans sa dénonciation, le sergent Sirois dit avoir rencontré plusieurs personnes, dont le directeur général et chef de la direction par intérim du CUSM, Normand Rinfret, ce qui lui a « permis de constater que [Stella] Lopreste aurait produit des réclamations de dépenses personnelles à même le budget du CUSM en falsifiant des factures », dit-il.

Plus loin, il précise que ces falsifications lui auraient permis de se faire payer des « articles vestimentaires de luxe », des repas au restaurant, des livraisons de fleurs pour sa famille, des articles scolaires pour ses enfants comme des ordinateurs portables, des téléphones cellulaires et intelligents, et même… des produits nettoyants.

Elle aurait aussi obtenu des remboursements de voyages personnels « justifiés par de fausses rencontres d'affaires ».

« Selon les versions de certains témoins, Mme Lopreste leur demandait, dans le cadre de leur travail, de modifier certaines factures afin d'en obtenir la réclamation », écrit encore le sergent Sirois.

Il demande notamment à la Cour de lui permettre de mettre la main sur « tout rapport d'enquête et/ou de vérification préparé par le CUSM ou à sa demande, ainsi que les documents et/ou informations ayant servi à rédiger le rapport », les « réclamations faites par ou à la demande de Lopreste et les pièces justificatives s'y rattachant », et « toute instruction donnée par Lopreste sous forme de papier ou courriel relativement à des modifications ou falsifications de réclamations ». Le sergent Sirois dit en avoir besoin pour corroborer des informations et déterminer les sommes perçues.

Hier, en Cour supérieure, Me Patrick Trent, de chez Borden, Ladner, Gervais, a indiqué que le CUSM ne mettra pas de bâtons dans les roues des enquêteurs. « On ne conteste pas, on n'acquiesce pas. On s'en remet à vous. Il y a certains documents demandés qui pourraient être protégés par le secret professionnel des avocats, et d'autres, comme des déclarations de témoins, qui ne sont pas touchés par le secret », a-t-il expliqué au juge Fraser Martin.

La cause a été reportée au 1er novembre. À cette date, un juge devrait trancher la question.

Jointe par *La Presse*, Mme Lopreste a nié toute malversation. « Tout ça est nouveau pour moi. Je suis à la retraite. Une retraite que j'ai prise volontairement », a-t-elle déclaré.

En ville sans ma voiture
La famille à l'honneur

Rallye éducatif, spectacles, activité physique : pour le 10e anniversaire d'En ville sans ma voiture, qui se termine aujourd'hui, les organisateurs ont misé sur la famille. « Les enfants sont notre avenir, nous voulions les sensibiliser aux transports collectifs », a dit Brigitte Léonard, porte-parole de l'Agence métropolitaine de transport (AMT). Pour la première fois, les activités se déroulent dans le Vieux-Port de Montréal. Une navette fluviale partant de la marina de Longueuil permet de s'y rendre. Une visite des nouvelles voitures de train de l'AMT est prévue. Les personnages de l'émission *Toc toc toc* présenteront un spectacle à 10 h. Des essais de quadricycles seront offerts sans frais. Un spectacle gratuit des Respectables clôturera l'événement de 14 h 30 à 16 h 30. Cette année, les organisateurs ont décidé de ne pas fermer de périmètre à la circulation automobile, mais plusieurs arrondissements ont fermé des tronçons de rue.

– Janie Gosselin

PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

Bixi Autre déficit en vue

La Société de vélos en libre-service (SVLS), responsable du système des Bixi, se dirige vers une autre année déficitaire, selon Radio-Canada. Malgré les ventes à l'étranger et l'aide financière de 108 millions accordée par la Ville de Montréal l'an dernier, les pertes se chiffreraient à 2,8 millions pour l'année 2012. La société avait pourtant prévu des profits de près de 11 millions. Le débat sur le statut juridique de la société aurait nui à la SVLS à l'étranger, selon le président Roger Plamondon. Québec s'était d'abord opposé au financement des activités de Bixi à l'étranger par la Ville. Une rupture de contrat avec l'entreprise responsable de la technologie informatique aurait aussi contribué au problème. La mise au point d'une nouvelle technologie a causé un important retard dans la livraison à l'étranger. Pour l'année 2011, la SVLS avait enregistré un déficit de 4,8 millions.

– Janie Gosselin

Brault & Martineau

Pour le meilleur et pour le prix

Faites escale en magasin!

On paie les taxes et le voyage!

Gagnez** l'une des 50 croisières dans les Caraïbes pour deux personnes sur le Carnival Victory

***Aucun achat requis. Ce concours est ouvert aux résidents du Québec et de l'Ontario seulement. Le voyage aura lieu du dimanche 13 janvier au dimanche 20 janvier 2013. Règlements et détails en magasin.*

Valeur en prix de 160 000$

Mobilier de salon

De style contemporain, revêtement en cuir laminé

Livraison gratuite

- Causeuse **7,98 $*/mois ou 399 $**
- Fauteuil **5,98 $*/mois ou 299 $**
- Table de centre **7,18 $*/mois ou 359 $**
- Ensemble de 3 tables gigogne **5,78 $*/mois ou 289 $**

9,98 $*/mois ou 499$ Sofa

nous payons la tps et la tvq!††

Mobilier de chambre

Au fini couleur chocolat

Livraison gratuite

- Armoire **6,58 $*/mois ou 329 $**

19,98 $*/mois ou 999$

nous payons la tps et la tvq!††

Comprend : bureau double, miroir, 2 tables de nuit et tête de lit

Fauteuil berçant et inclinable

Assise en cuir laminé

Livraison gratuite

5,98 $*/mois ou 299$

nous payons la tps et la tvq!††

Mobilier de chambre

De style contemporain

Livraison gratuite

- Commode 6 tiroirs **7,38 $*/mois ou 369 $**
- Armoire . . . . . **9,98 $*/mois ou 499 $**

25,98 $*/mois ou 1299$

nous payons la tps et la tvq!††

Comprend : bureau double, miroir, 2 tables de nuit, tête, pied et côtés de lit

Mobilier de salon modulaire

De style contemporain urbain et chic, revêtement en cuir laminé de première qualité, à la fois doux, confortable et facile d'entretien

Aussi disponible en configuration inversée

Livraison gratuite

19,98 $*/mois ou 999$ 2 mcx

nous payons la tps et la tvq!††

Mobilier de cuisine de style pub

Au fini merlot, table de 91,44 x 137,16 cm (36 x 54 po) avec panneau de rallonge de 45,72 cm (18 po)

Livraison gratuite

nous payons la tps et la tvq!††

14,98 $*/mois ou 749$

Comprend : 1 table et 6 tabourets

nous payons la tps et la tvq††

+ Payez en 50 versements sans intérêt*

jusqu'en **novembre 2016**

sur les meubles† et accessoires de décoration†

HEURES D'OUVERTURE :

LUNDI AU VENDREDI 9 H À 21 H • SAMEDI 9 H À 17 H • DIMANCHE 10 H À 17 H

braultetmartineau.com

Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau

Suivez-nous sur twitter au @BM_Promotions

BROSSARD	450 619-6777	**GATINEAU**	819 561-5007 • 1 877 755-2555	**KIRKLAND**	514 697-9228	**LASALLE**	514 364-6110	**SAINT-LÉONARD**	514 254-9455
REPENTIGNY	450 470-0815	**SHERBROOKE**	819 562-4242 • 1 800 267-4240	**SAINT-HUBERT**	450 676-1911	**SAINTE-THÉRÈSE**	450 430-0555	**LAVAL**	450 682-2516

Exemple de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :

Si votre solde quotidien moyen est de :	100 $	500 $	1000 $
Les frais de crédit pour une période de 30 jours seront de :	1,60 $	8,01 $	16,03 $

*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 999$ avant taxes pour les meubles et accessoires de décoration sauf items sélectionnés. Sur approbation du crédit et conditionnel à la signature d'un contrat avec Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum dû de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum dû est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5 % annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

Offre en vigueur du lundi 17 septembre au dimanche 26 septembre 2012. Quantité limitée sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion. Détails en magasin. †Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin. **Aucun achat requis. Ce concours est ouvert aux résidents du Québec et de l'Ontario seulement. Le voyage aura lieu du dimanche 13 janvier au dimanche 20 janvier 2013. Règlements et détails en magasin.

††Brault & Martineau déduira de votre achat un montant équivalant à la TPS et à la TVQ. Détails en magasin.

POLITIQUE

COURSE À LA DIRECTION DU PLQ

Les règles seront connues demain

DENIS LESSARD

QUÉBEC — On se dirige vers une course à trois pour la succession de Jean Charest à la tête du Parti libéral du Québec: Philippe Couillard, Raymond Bachand et Pierre Moreau auront dès demain une bonne idée des règles qui prévaudront pour le choix du prochain chef.

Les militants sont convoqués à un conseil général le 20 octobre, à Laval, afin d'approuver officiellement ces règles. Mais d'ici là, beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts. Dès demain, la commission juridique du PLQ se réunira pour établir le cadre général et les balises de la campagne, et surtout son échéancier.

Tout indique que le PLQ gardera le cap pour que le nouveau chef soit élu à temps pour le prochain budget du gouvernement Marois, le printemps prochain. Sur le financement, l'essentiel des mécanismes est déjà établi dans la nouvelle Loi sur le financement des partis politiques – de nouvelles dispositions fixent à 1000$ le maximum de contribution et forcent la divulgation des noms des donateurs. En revanche, le parti devra établir le maximum des dépenses autorisées à un candidat pour sa campagne.

Philippe Couillard et Raymond Bachand ont soutenu publiquement qu'ils attendraient de connaître les balises du parti pour la course avant d'annoncer leur candidature, ce qui, pour l'essentiel, sera chose faite dès lundi. Pour sa part, Pierre Moreau n'a pas l'intention d'attendre les règles. Laconique, il a dit hier: «Je fais confiance aux militants du parti.»

Dans les trois camps, on compte profiter de la fin de semaine pour tenter d'arracher de nouveaux appuis auprès des députés, dont plusieurs restent sur leur quant-à-soi en attendant de voir qui se lancera dans la course.

PHOTOS ROBERT SKINNER, LA PRESSE, LA PRESSE CANADIENNE ET LE SOLEIL

La course à la direction du PLQ, qui devrait selon toute vraisemblance opposer Philippe Couillard, Pierre Moreau et Raymond Bachand, pourrait se conclure juste avant le premier budget du gouvernement Marois qui sera déposé le printemps prochain.

Bibeau avec Couillard

Philippe Couillard continue de ratisser du côté des organisateurs libéraux. Alexandre Bibeau, le fils de Pierre Bibeau, une institution au PLQ, sera derrière l'ancien ministre de la Santé. Dans la région de Québec, M. Couillard comptera aussi sur Me Pierre Bellavance, son ancien organisateur dans Jean-Talon. Me Bellavance s'était mis en retrait du PLQ depuis l'atterrissage d'Yves Bolduc dans la circonscription.

Le Dr Couillard devait annoncer sa candidature lundi ou mardi, mais dans son camp on parle désormais d'un lancement «très bientôt» sans plus de précisions.

Du côté de Raymond Bachand, on évaluait hier le moment de l'annonce. M. Bachand est déterminé à se lancer en piste et a déjà mis en place son organisation.

Au bureau exécutif du PLQ, une course est en train de dégénérer en guerre de clans: l'ancien ministre Alain Paquette, battu aux élections, a l'appui de l'establishment du parti pour devenir président, en remplacement de Marc Tanguay, élu dans LaFontaine. Or, Saul Polo, le président sortant de la commission politique écarté de la liste des candidats à la dernière élection, insiste pour être président. La constitution du PLQ prévoit qu'un président par intérim doit être choisi parmi les membres du bureau exécutif, ce qui disqualifierait M. Paquette.

PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

Yves-François Blanchet

Gouvernement Marois

Blanchet remplace Drainville comme responsable de la Mauricie

Deux jours après la présentation de son cabinet, Pauline Marois apporte déjà des corrections. À la suite des sévères critiques de sa députée Noëlla Champagne, la première ministre change le responsable de la Mauricie. C'est désormais Yves-François Blanchet qui assumera cette responsabilité au lieu de Bernard Drainville.

La région n'a donc plus de ministre. Mme Champagne, députée de Champlain, avait sévèrement critiqué sa chef en apprenant que Bernard Drainville serait ministre responsable de la Mauricie. M. Drainville habite à Québec et est député de Marie-Victorin, sur la Rive-Sud de Montréal. «Ça laisse un goût amer et la perception qu'on se venge d'un manque d'électeurs qui ont donné des députés à Mme Marois», avait-elle dénoncé. Le PQ a gagné deux des cinq sièges de la région aux dernières élections: Champlain et Saint-Maurice (Luc Trudel).

Les régions de Laval, des Laurentides et de la Côte-Nord sont aussi représentées par des ministres qui n'y sont pas députés. Cela n'a toutefois pas suscité de crises.

M. Blanchet est député de Johnson, circonscription du Centre-du-Québec située à moins d'une heure de route de Trois-Rivières. Il était déjà whip (préfet de discipline) du gouvernement. Il devient aussi responsable du Centre-du-Québec. Cette responsabilité avait été attribuée à Pierre Duchesne, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

— Paul Journet

Marois s'inspire de Harper, accuse Fournier

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Par son style de gouvernement « autocratique », Pauline Marois « loge à la même enseigne que Stephen Harper », accuse le chef intérimaire du Parti libéral du Québec, Jean-Marc Fournier.

« M^me^ Marois a pris des décisions en refusant le débat public et en refusant la science », tonne-t-il. Il se réfère à l'annulation de la hausse des droits de scolarité et surtout à la fermeture de la centrale nucléaire Gentilly-2.

Le PQ avait annoncé en campagne électorale qu'il la fermerait. Mais il aurait dû attendre le rapport de la Commission canadienne de la sûreté nucléaire (CCSN), dit M. Fournier. « Elle n'a pas consulté non plus les gens qui vont en souffrir, ajoute-t-il. Il n'y a pas d'étude économique sur l'argent perdu pour la région. J'y vois beaucoup de dogmatisme. »

« On ne restera pas muets devant les atteintes au développement économique. » — Jean-Marc Fournier, chef intérimaire du Parti libéral

M. Fournier s'inquiète de la répartition des tâches économiques dans le gouvernement Marois. « Nicolas Marceau est responsable de tout », lance-t-il. M. Marceau sera ministre des Finances et de l'Économie. Il présidera le Comité ministériel de la prospérité et du développement régional, et s'occupera de l'Agence du revenu. Il n'y a plus de ministre responsable exclusivement du Développement économique, comme c'était le cas dans le gouvernement Charest. Cet ancien ministère s'occupait aussi de l'Exportation et de l'Innovation. Ces rôles sont confiés respectivement aux ministères des Relations internationales (Jean-François Lisée) et de l'Éducation supérieure (Pierre Duchesne). « Le commerce extérieur est soumis à la diplomatie de la souveraineté, et l'innovation est dans les mains de celui qui menace le financement des universités [en annulant la hausse des droits de scolarité] », dénonce le chef intérimaire du PLQ.

Il croit aussi que la nouvelle ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, va « gouverner par moratoires ».

Les libéraux forment l'opposition officielle. Ils ont 50 sièges, contre 54 pour les péquistes, qui sont minoritaires. « On ne restera pas muets devant les atteintes au développement économique », prévient M. Fournier.

PHOTO STEVE DESCHENES, ARCHIVES LE SOLEIL

Jean-Marc Fournier s'inquiète de la répartition des tâches économiques dans le gouvernement Marois.

Accord de libre-échange Canada–Union européenne

Ottawa veut s'assurer du soutien du Québec

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le ministre fédéral du Commerce international, Ed Fast, prévoit rencontrer rapidement son homologue du Québec relativement à des informations remettant en doute le soutien de la province aux discussions sur un accord de libre-échange avec l'Europe.

« Nous en sommes désormais aux derniers détails qui doivent être réglés. Il s'agit de discussions animées, mais nous effectuons des progrès significatifs. » — Ed Fast, ministre fédéral du Commerce international

Certains reportages ont laissé entendre que Pauline Marois pourrait bien se montrer moins enthousiaste envers ce projet que son prédécesseur, bien qu'il n'y ait pas eu d'annonce d'opposition aux négociations.

Les conservateurs ont indiqué vouloir conclure l'accord de libre-échange avec l'Union européenne d'ici la fin de l'année, affirmant que celui-ci pourrait injecter annuellement 12 milliards dans l'économie.

M. Fast a dit vouloir poursuivre son approche de « collaboration » en matière de négociations, soulignant que les provinces étaient présentes à la table chaque fois qu'un dossier de compétence provinciale faisait l'objet de discussions.

Bien qu'il n'ait pas voulu s'exprimer directement sur l'impact éventuel de l'élection d'un gouvernement de centre gauche et souverainiste au Québec sur les négociations, M. Fast a dit vouloir en discuter avec son homologue, sans doute Jean-François Lisée, ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur.

Lors d'une conférence de presse, hier, le ministre Fast a dit toujours s'attendre à ce qu'une entente soit conclue avec l'UE d'ici la fin de l'année, sans toutefois rien promettre.

Les négociateurs européens se trouvaient à Ottawa depuis le début de la semaine et une dernière séance de négociations de deux semaines est prévue pour la mi-octobre à Bruxelles.

Selon certains analystes, avec tant de dossiers devant encore être réglés, y compris les droits de propriété intellectuelle pour la recherche pharmaceutique, les subventions provinciales, les services bancaires et la gestion de l'offre des produits laitiers et de la volaille, les discussions pourraient fort bien se poursuivre en 2013. « Nous en sommes désormais aux derniers détails qui doivent être réglés. Il s'agit de discussions animées, mais nous effectuons des progrès significatifs », a dit M. Fast

Le ministre a donné peu de détails sur les différends séparant toujours les deux parties, bien qu'il a laissé entendre qu'il désirait en arriver à une solution équilibrée en matière de brevets pharmaceutiques.

L'industrie canadienne de la recherche pharmaceutique est favorable à l'accroissement de la protection des données utilisée pour breveter de nouveaux médicaments, afin de se coller à la période de 10 ans accordée en Europe, par rapport à celle de 8 ans au Canada. Des détracteurs ont toutefois mis en garde contre ce resserrement, arguant que cela ralentirait la production de médicaments génériques, et mènerait à une augmentation du coût des médicaments au pays.

Tivoli,
la marque
qui s'envole
vite !

Pour vous en mettre plein la vue et plein les oreilles, Fillion Électronique vend ses démos Tivoli à des prix carrément fous. Premiers arrivés, premiers partis avec les bonnes affaires !

Tivoli Audio®

FILLION ÉLECTRONIQUE
Vous êtes bien entouré

MONTRÉAL 5690, rue Sherbrooke Est, Montréal QC H1N 1A1
LAVAL 2323, autoroute des Laurentides, Laval QC H7S 1Z7
www.fillion.ca

Découvrez
LA COLLECTION BIRKS MUSE^MC

BIRKS

DISPONIBLE EN MAGASIN LE 27 SEPTEMBRE

#BIRKSMUSE | BIRKS.COM 1.855.873.7373 |

SOUS LES PROJECTEURS

NATHALIE COLLARD

10 + 1 AVEC MARTINE DESJARDINS

Chaque semaine, Nathalie Collard rencontre une personnalité qui s'est retrouvée au cœur de l'actualité et lui pose 10 questions. La 11e question provient du public. Cette semaine, notre journaliste s'est entretenue avec Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

1 La première décision du nouveau gouvernement de Pauline Marois a été d'annuler la hausse des droits de scolarité. Êtes-vous étonnée que la décision se soit prise si rapidement?

Non, ce qui nous a surtout surpris, c'est le coup de téléphone que nous avons reçu le 5 septembre dernier pour nous dire que le nouveau gouvernement allait de l'avant avec son engagement à propos du gel. L'annonce faite jeudi par la première ministre Marois était hautement symbolique. Il s'agit d'un geste de rapprochement avec la jeunesse québécoise.

2 Quelle est la prochaine étape pour la FEUQ?

C'est le sommet sur l'enseignement supérieur. Nous voulons revoir les recherches que nous avons faites afin de préparer un argumentaire béton. Nous voulons également aller chercher des appuis extérieurs afin de faire des propositions consensuelles avec d'autres acteurs de la société. C'est donc beaucoup de préparation qui nous attend dans les prochaines semaines.

3 Quelles positions défendrez-vous en priorité?

Nous n'avons pas encore reçu les mémoires de toutes nos associations mais, bien sûr, nous continuerons à défendre le gel des droits de scolarité. Nous allons également défendre l'idée d'une meilleure gouvernance du réseau universitaire ainsi qu'une bonification de l'aide financière aux études. Nous aimerions aussi avoir des discussions autour de la notion d'économie du savoir, car il semble qu'elle ne soit pas claire dans l'esprit de tous. Nous aimerions enfin parler des liens entre la recherche et l'entreprise. Bref, nous aimerions revoir ce système, qui a été pensé il y a 40 ans.

4 Pourquoi les étudiants iraient-ils marcher samedi? N'avez-vous pas gagné votre combat?

C'est une bonne question. La FEUQ ne participe pas à cette marche. Nous n'irons pas dans la rue alors qu'il y a un geste d'ouverture de la part du gouvernement pour discuter. Et puis, en effet, nous avons gagné. Il y a gel des droits de scolarité. Nous allons donc nous concentrer sur notre argumentaire en vue du sommet.

5 Plusieurs commentateurs laissent entendre que vous êtes des bébés gâtés qui exigent le beurre et l'argent du beurre. Qu'en pensez-vous?

Je pense qu'ils ont tort. Il faut regarder au-delà des droits de scolarité. Nous voulons revoir l'ensemble de la gestion universitaire et nous avons des objectifs à long terme, pas seulement pour nous. Je trouve au contraire que nous sommes plutôt consciencieux comme génération. Nous ne voulons pas laisser des dettes aux générations suivantes. Nous sommes responsables et nous défendons nos convictions.

6 Que pensez-vous du choix de Pierre Duchesne comme ministre de l'Enseignement supérieur?

Nous avons été surpris. Nous avions une liste de candidats potentiels et il ne se trouvait pas dans nos perspectives. Cela dit, on le connaissait, car il est venu rencontrer nos associations durant la campagne électorale. En plus, il a donné un cours à l'université, alors il connaît quand même un peu le milieu. Donc, nous sommes satisfaits, mais on verra, il faudra avoir plus de discussions avec lui. Nous avons eu une rencontre téléphonique avec lui jeudi, soit moins de 24 heures après sa nomination. Disons que c'est un changement de ton radical avec l'ancien gouvernement.

7 Diriez-vous que vous êtes aussi solidaires avec les deux autres associations (FECQ et CLASSE) que vous l'avez été par le passé?

Avec la FECQ, nous avons plusieurs positions en commun et nous les défendons souvent côte à côte. Avec les autres, il y a des positions qui s'opposent, nous ne partageons pas toujours les mêmes idées. Cela fera des débats plus intéressants durant le sommet... La solidarité, on la teste surtout dans des moments difficiles. Maintenant que ça va mieux, chacun défend ses propres idéaux.

8 Le gel des droits de scolarité signifie que les universités recevront moins d'argent. N'est-ce pas les étudiants qui en souffriront les premiers?

Le PQ a déclaré qu'il allait assumer le financement pour la prochaine année. Et nous avons sérieusement remis en question le plan libéral, car nous avons remarqué un écart de 300 millions entre les sommes prévues pour les universités et les besoins réels. Les recteurs vont devoir faire un travail d'évaluation de leur budget. Ils vont aussi devoir démontrer le sous-financement des universités. Il y a des sommes qui dorment dans les budgets d'immobilisation alors qu'on déclare certains budgets de recherche déficitaires. C'est pour cela que nous avons demandé l'élargissement du mandat du Vérificateur général, afin qu'il mette son nez là-dedans. Je ne croirai pas au sous-financement sans qu'on me montre des preuves.

9 Jeudi, vous avez parlé de justice et d'équité, mais certains estiment que ce sont les plus riches qui sont avantagés par le gel des droits de scolarité. Que leur répondez-vous?

Les plus riches vont payer plus d'impôt et vont donc contribuer davantage au système d'éducation. Avec l'indexation, la ponction aurait été beaucoup plus grande chez les pauvres. Et la hausse aurait été catastrophique pour eux ainsi que pour les jeunes issus de la classe moyenne qui n'ont pas accès à l'aide financière.

10 Sur le plan personnel, que retirez-vous de cette dernière année?

Sur les plans personnel et familial, ce fut une année difficile, mais je retire une très grande fierté de ce que nous avons accompli. Cela démontre qu'il faut être patient et déterminé pour atteindre ses objectifs. Il y a des moments où on a cru qu'on n'y arriverait jamais. Au final, ça valait les sacrifices, et il y en a eu beaucoup.

TWITTER **+1**

de Jocelyne Robert
@JocelyneRobert

Avez-vous été pressentie par le Parti québécois pour vous présenter aux dernières élections?

Non. Aucun parti ne m'a approchée. Il faut dire que j'ai été très claire lorsque j'ai été réélue, en avril dernier. J'ai dit publiquement à quelques reprises que je terminerais mon mandat. Si on m'avait approchée, j'aurais donc refusé, car je crois qu'il faut toujours terminer ce qu'on a entrepris.

PHOTO ERICK LABBÉ, LE SOLEIL

Donnez à votre enfant toutes les chances de réussir!

Portes ouvertes
Samedi 29 et dimanche 30 sept. de 12h à 16h

FORMER L'ESPRIT, LE CŒUR ET LE CORPS

École secondaire privée pour les filles et les garçons de 1re à 5e secondaire

Le Collège Notre-Dame c'est:
- une formation intellectuelle de très haut niveau
- un personnel compétent, disponible et attentionné
- un encadrement de qualité
- un milieu de vie enrichissant et stimulant
- des activités étudiantes à profusion

ADMISSION
pour l'année scolaire 2013-2014
Pour les candidats de 1re secondaire

Samedi 20 octobre → 8 h 30
Samedi 20 octobre → 14 h
Dimanche 21 octobre → 8 h 30

Veuillez noter que l'étude des dossiers d'admission pour les candidats de 2e à 5e secondaire se fera à compter du mois de janvier 2013.

L'inscription à l'une des séances d'examens se fait en ligne seulement au **www.collegenotre-dame.qc.ca**

Pour information, composez le 514-739-1739.

COLLÈGE NOTRE-DAME

ANCIENS ET ANCIENNES!
Le CND désire garder contact avec vous.
Écrivez-nous à : info@collegenotre-dame.qc.ca

C'est le temps de visiter...

pour connaître
les dates des portes ouvertes
de l'école de votre choix

annuairefeep.com

189 écoles regroupées sur un seul site !
vous y trouverez toute l'information dont vous avez besoin...

Fédération des établissements d'enseignement privés

Une indexation « acceptable »

Léo Bureau-Blouin prône maintenant le compromis pour les droits de scolarité

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Léo Bureau-Blouin croit maintenant qu'une indexation des droits de scolarité est « raisonnable » et « acceptable ». Les fédérations étudiantes ne s'étonnent guère de la soudaine conversion de leur ex-leader devenu adjoint parlementaire de Pauline Marois.

« Ce n'est pas parce que Léo Bureau-Blouin dit maintenant qu'il est pour l'indexation qu'on va l'être nous aussi. » — Éliane Laberge, présidente de la FECQ.

Mais la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, lance un avertissement : « Léo n'est pas en train de faire avaler à tout le monde l'indexation ».

Jeudi, comme il l'avait fait en campagne électorale, le député de Laval-des-Rapides, Léo Bureau-Blouin, a déclaré qu'il entend « pousser pour le gel des droits de scolarité » auprès des instances de son parti. Il défendait cette même position à titre de président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Or, il a tenu un tout autre discours hier, au lendemain de l'annulation de la hausse des droits de scolarité du gouvernement précédent. L'indexation est « un compromis acceptable autant pour les étudiants que pour la société », a-t-il plaidé en entrevue au 98,5 FM. La première ministre proposera cette mesure lors du sommet sur l'enseignement supérieur qui aura lieu dans les prochains mois.

« C'est une hausse, mais petite, il faut en convenir », a dit Léo Bureau-Blouin. À environ 2-3 %, « c'est tout à fait raisonnable. Ce n'est pas un choc tarifaire qui va freiner l'accessibilité aux études ». Il a avancé que le gel est dans les faits « une façon de diminuer d'année en année » les droits de scolarité puisque ceux-ci ne suivent pas l'augmentation générale du coût de la vie.

Il a à peine tempéré ses propos à la radio de Radio-Canada. « Je crois toujours au gel, mais je ne suis pas dogmatique. Je ne suis pas fermé » à l'indexation, a-t-il soutenu. Une demande d'entrevue de *La Presse* est restée lettre morte.

PHOTO MICHEL VIATTEAU, AFP

« Je crois toujours au gel, mais je ne suis pas dogmatique. Je ne suis pas fermé » à l'indexation, a soutenu Léo Bureau-Blouin. Les fédérations étudiantes ne s'étonnent guère de la soudaine conversion de leur ex-leader devenu adjoint parlementaire de Pauline Marois.

Pour Martine Desjardins, sa sortie n'a « rien de très surprenant. Léo est devenu adjoint parlementaire de madame Pauline Marois. Donc, il porte le message de la première ministre. C'est de bonne guerre que le Parti québécois commence à vouloir faire passer sa proposition ». Elle a parlé à Léo Bureau-Blouin jeudi soir, à la suite de la conférence de presse de M^me^ Marois. L'indexation n'a pas été abordée.

La présidente de la FECQ, Éliane Laberge, n'est « pas déçue » de son prédécesseur et ne désespère pas qu'il milite en coulisse pour le gel. « On comprend. Il n'est plus président de la FECQ. Il a des allégeances qui sont autres. Il tient la ligne de parti », a-t-elle affirmé.

Les fédérations entendent participer au sommet pour faire la preuve du bien-fondé d'un gel. « Ce n'est pas parce que Léo Bureau-Blouin dit maintenant qu'il est pour l'indexation qu'on va l'être nous aussi », a prévenu Éliane Laberge.

« On a eu énormément de soutien de la part de gens qui prônent le gel, qui savent que c'est la mesure qui va permettre l'accessibilité aux études. Si Léo et le Parti québécois passent du gel vers l'indexation, personne ne va oublier ses valeurs et les positions qu'ils ont défendues », a renchéri Martine Desjardins.

Jeudi, elle a affirmé que le mouvement étudiant pourrait profiter des « tiraillements » internes au PQ pour faire reculer la première ministre sur son intention d'indexer les droits de scolarité. Le PQ tient un conseil national en novembre, où le sujet pourrait être abordé.

De son côté, la CLASSE tient aujourd'hui une manifestation pour la gratuité scolaire.

PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

Jacques Duchesneau (à droite) sera notamment critique en matière de justice dans le cabinet fantôme de François Legault.

CAQ Legault dévoile son cabinet fantôme

QUÉBEC – Jacques Duchesneau sera critique en matière de justice, de relations internationales, d'immigration et de communautés culturelles pour la Coalition avenir Québec (CAQ).

François Legault, chef du deuxième groupe d'opposition, a dévoilé hier son cabinet fantôme. Son leader parlementaire, Gérard Deltell, donnera la réplique à Bernard Drainville. Il sera critique en matière d'institutions démocratiques. Parmi les autres fonctions : Christian Dubé (finances, Conseil du trésor), Nathalie Roy (culture, langue, éducation), Hélène Daneault (santé, services sociaux), Sylvie Roy (sécurité publique, aînés, jeunesse), Éric Caire (transports) et François Bonnardel (ressources naturelles).

— Paul Journet

Lougheed Joe Clark fait l'éloge de l'ex-premier ministre albertain

CALGARY – L'ancien premier ministre du Canada Joe Clark a fait valoir hier que le plus grand talent de l'ex-premier ministre albertain Peter Lougheed était sa capacité à bâtir des coalitions et aller au-delà des divergences entre les gens.

M. Clark s'est joint hier au premier ministre Stephen Harper et à la première ministre albertaine Alison Redford dans le cadre d'un service commémoratif organisé en hommage à Peter Lougheed. L'ex-premier ministre du Québec Jean Charest figurait aussi parmi les nombreux dignitaires.

M. Lougheed s'est éteint le 13 septembre de causes naturelles à l'âge de 84 ans.

— La Presse Canadienne

AUJOURD'HUI SEULEMENT
LE SAMEDI 22 SEPTEMBRE

10 %
DE RABAIS SUR LES VINS DU
LANGUEDOC
ET DU
ROUSSILLON
DE 13 $ ET PLUS

La modération a bien meilleur goût.
Éduc'alcool

CIVR Vins du Roussillon Sud de France
Les AOC du Languedoc Sud de France
Campagne financée avec le concours de l'Union européenne

PRENEZ GOÛT À NOS CONSEILS
SAQ

18+ **Titulaires de permis, agences de la SAQ, comptoirs Vin en vrac et SAQ Dépôt exclus.** L'offre *Obtenez 10 % de rabais sur les vins du Languedoc et du Roussillon de 13 $ et plus* est en vigueur le samedi 22 septembre 2012 seulement et s'applique uniquement aux vins du Languedoc et du Roussillon d'une valeur de 13 $ et plus offerts en succursale et dans SAQ.com. Les 10 % de rabais sont calculés sur le prix courant. Offre en vigueur jusqu'à la fermeture de la succursale ou l'épuisement des stocks, selon la première éventualité. Ne peut être convertie en crédit. Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion. Achats non cumulatifs. Aucune substitution possible. Aucune mise de côté n'est acceptée. 18 ans ou plus.

POLITIQUE

En vert et contre tout?

VINCENT MARISSAL
CHRONIQUE

Peut-on passer, pratiquement du jour au lendemain, de militant extrême dans un domaine particulier à... ministre dans ce même domaine?

Imaginons, par exemple, Gabriel Nadeau-Dubois nommé ministre de l'Éducation ou Richard Desjardins ministre responsable des Forêts.

Bon, Daniel Breton, nouveau ministre de l'Environnement dans le gouvernement Marois, n'est peut-être pas aussi radical que ces deux-là, mais on peut légitimement se demander s'il n'est pas trop intransigeant pour diriger ce ministère et y faire les inévitables arbitrages. Après tout, la politique est, le plus souvent, une affaire de compromis et d'équilibre.

Les environnementalistes sont heureux de l'arrivée de M. Breton à l'Environnement et ils ont bien raison de dire qu'être compétent dans ce domaine devrait être perçu comme un facteur positif, comme c'est le cas pour le titulaire des Finances ou de la Santé, par exemple.

Être compétent et être militant, par contre, c'est deux choses. C'est pourquoi les premiers ministres évitent généralement de nommer des porteurs de cause à des postes de ministres. À plus forte raison de ministre de leur propre cause.

Comme pour tous les nouveaux ministres, Daniel Breton bénéficie de la proverbiale chance au coureur, mais son parcours et ses déclarations passées laissent planer une certaine intransigeance peu compatible avec son nouveau rôle.

Dans les minutes suivant sa prestation de serment, au Salon rouge de l'Assemblée nationale, Daniel Breton a affirmé que les « verts sont au pouvoir ». Les prochains mois nous diront s'il est capable de mettre de l'eau dans son vin et d'assouplir ses positions pour être en harmonie avec celles adoptées par son parti.

Sur l'exploitation du pétrole, notamment. L'ancien président du groupe Maîtres chez nous 21e siècle (MCN21), devenu ministre cette semaine, exigeait il y a quelques mois que « tous les droits d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures soient retournés au peuple du Québec, tel que décidé par lui lors de l'élection de le bouillant environnementaliste? Ça vaudrait mieux pour Pauline Marois, qui autrement risque de se retrouver avec un cas problème au Conseil des ministres.

Même au sein du PQ, l'arrivée et l'ascension extrêmement rapide de Daniel Breton déplaisent à certains. Il faut dire que M. Breton s'est présenté pour le NPD en 2008, un parti fédéraliste et centralisateur, selon bien des péquistes, et il a même comparé Jack Layton à René Lévesque.

Se disant environnementaliste avant d'être souverainiste, M. Breton a déjà critiqué ouvertement la « condescendance du PQ » pour les gens qui ne partagent pas les opinions de ce parti. « Je n'en peux plus de les entendre se réclamer des tenants de la vertu, du bon droit, et s'identifier comme les détenteurs choisis, comme par un appel divin, pour mettre en œuvre le projet, le Saint-Graal des bons Québécois, j'ai nommé: la souveraineté », écrivait M. Breton dans une lettre ouverte au *Devoir*, en 2006.

Sur le front vert, Daniel Breton ne sera pas seul. Il y a aussi Scott McKay, adjoint parlementaire au Développement durable et, surtout, Martine Ouellet, nouvelle ministre des Ressources naturelles. À l'entendre jeudi matin en se rendant à la première réunion du cabinet Marois, on avait plutôt l'impression qu'elle était, elle aussi, ministre de l'Environnement.

Ses déclarations sur l'exploitation du gaz de schiste, qui ne sera, à ses yeux, jamais sécuritaire, ont forcé la première ministre Marois à rappeler que la position de son gouvernement est un moratoire, jusqu'à nouvel ordre, et non pas permanent.

Inexpérience ou excès militant de la part de Mme Ouellet? Elle devra se rappeler à l'avenir qu'elle est ministre des Ressources naturelles, pas de l'Environnement.

En observant le duo Breton-Ouellet, je n'ai pu m'empêcher de penser aux prochaines rencontres fédérales-provinciales des ministres de l'Environnement et des Ressources naturelles.

Le gouvernement Harper, qui fait de l'exploitation des ressources naturelles, dont les énergies fossiles, la pierre angulaire du développement économique du Canada et qui veut accélérer le processus d'évaluation environnementale, doit être absolument horrifié par ce qu'il voit à Québec!

Et dire que le programme du PQ prévoit « réclamer du gouvernement fédéral l'ensemble des pouvoirs en matière d'évaluation environnementale afin d'éliminer les dédoublements et les pertes d'efficacité ». Bonne chance!

Comme pour tous les nouveaux ministres, Daniel Breton bénéficie de la proverbiale chance au coureur, mais son parcours et ses déclarations passées laissent planer une certaine intransigeance peu compatible avec son nouveau rôle.

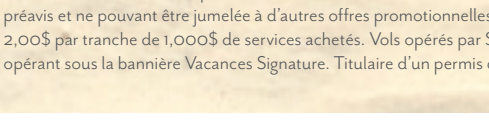
Pour joindre notre chroniqueur: **vincent.marissal@lapresse.ca**

LES JOURS MÉMORABLES
Emmenez votre famille loin du quotidien, et transformez chaque moment en souvenir mémorable. Pas de courriels, pas d'heure de pointe, pas d'alarme, pas de soucis. Seulement les magnifiques plages des complexes hôteliers RIU, ainsi que le champagne, les repas et les films offerts gratuitement à bord de Sunwing.

RIU Hotels & Resorts ÉCONOMISEZ JUSQU'À 30% SUR DES VACANCES EN FORMULE TOUT COMPRIS.
VISITEZ LE SIGNATURE.CA OU CONTACTEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES.

RIU Hotels & Resorts
Disponibles exclusivement avec Signature

De magnifiques plages, le luxe, l'accueil chaleureux, et la qualité, un excellent rapport qualité-prix avec Signature. Riu, les hôtels préférés des Canadiens.



INCLUSIONS RIU-TOPIA
- Cocktail de bienvenue
- Boissons internationales illimitées
- Distributeur de boissons dans la chambre
- Repas à la carte illimités aux restaurants de spécialités
- Minibar dans la chambre rempli régulièrement
- Coffret de sûreté
- Rabais de 20% sur une sélection d'excursions locales Signature
- Heure Signature de 16h00 à 17h00
- Rabais de 20$ US/personne au spa*
- Accès wifi dans le hall d'hôtel

Les inclusions Riu-topia ne sont pas offertes au Riu Varadero et au Riu Playa Turquesa. *Pour les hôtels Riu à Punta Cana, le rabais au spa est de 15%. Les inclusions sont sujettes à changement en tout temps sans préavis.

SERVICES EXCLUSIFS PALACE
RIU Palace Resorts
Des chambres décorées et meublées avec goût, des repas gastronomiques, des soins de spa regénérateurs et un partage de service avec les hôtels Riu voisins.

En ajout aux inclusions RIU-topia et sans frais supplémentaires, les invités des Riu Palace Resort reçoivent en EXTRA les services suivants :
- Service aux chambres 24h
- Service de boissons à la piscine
- Petit-déjeuner quotidien servi avec champagne
- Cafetière dans la chambre
- Service de préparation de la chambre pour la nuit
- Tout inclus à tous les Riu Palace

RIU BACHATA
Puerto Plata, Rép. dom.
Chambre - 13, 20, 27 nov. et 4 déc.
865$ ★★★★★

NOUVELLE SECTION ADULTES SEULEMENT
RIU VARADERO
Varadero, Cuba
Surclassement en chambre supérieure pour le prix d'une chambre
12, 19, 26 nov.
895$ ★★★★★

NOUVEAU! RIU PLAYA TURQUESA
Holguin, Cuba
Chambre - 8, 15, 22 jan.
995$ ★★★★plus

RIU BAMBU
Punta Cana, Rép. dom.
Chambre -7, 14, 28 nov. et 5 déc.
995$ ★★★★★

RIU SANTA FE
Los Cabos, Mexique
Chambre - 5, 19, 26 nov.
1095$ ★★★★★

RIU TEQUILA
Riviera Maya, Mexique
Chambre - 11, 18, 25 nov.
1145$ ★★★★★

RIU CANCUN
Cancun, Mexique
Chambre vue mer - 2, 9, 16 déc.
1175$ ★★★★★

RIU MONTEGO BAY
Jamaïque
Chambre - 10, 17, 24 nov.
1315$ ★★★★★

NOUVEAU! RIU PALACE COSTA RICA
Liberia, Costa Rica
Suite junior vue jardin - 12, 19, 26 nov.
1395$ ★★★★★plus

RIU VALLARTA
Riviera Nayarit, Mexique
Chambre - 5, 12 jan.
1435$ ★★★★★

ADULTES SEULEMENT par RIU

RIU VARADERO
Varadero, Cuba
Suite junior deluxe - 12, 19, 26 nov.
945$ ★★★★★

RIU PALACE MACAO
Punta Cana, Rép. dom.
Chambre - 1, 8, 15, 22, 29 nov. et 6 déc.
1145$ ★★★★★

Départs de Montréal. Offre d'une durée limitée. Les prix sont par personne, basés en occupation double, pour des forfaits vacances d'une semaine pour une sélection de dates et de destinations (à moins d'indication contraire). Les prix incluent les taxes et frais relatifs au transport sauf la taxe locale payable au départ de certaines destinations. Offre sujette à changement et pouvant être retirée en tout temps sans préavis et ne pouvant être jumelée à d'autres offres promotionnelles. Sièges limités à ces tarifs. Les prix n'incluent pas la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 2,00$ par tranche de 1,000$ de services achetés. Vols opérés par Sunwing Airlines. Pour connaître les conditions générales, veuillez consulter la brochure 2012/13 de Vacances Signature. Sunwing Tours Inc. opérant sous la bannière Vacances Signature. Titulaire d'un permis du Québec. 21/09/2012

PHOTO ARCHIVES REUTERS

Ontario
Les données du registre des armes d'épaule seront détruites

OTTAWA - Le ministre fédéral de la Sécurité publique, Vic Toews, s'est réjoui hier de la décision de la Cour supérieure de l'Ontario de ne pas s'opposer à la destruction des données ontariennes du registre des armes d'épaule.

M. Toews a estimé qu'il s'agit d'une « victoire complète pour la primauté du droit ».

Le tribunal ontarien s'était penché sur une motion présentée par la Barbra Schlifer Commemorative Clinic, qui réclamait une injonction d'urgence pour empêcher le gouvernement fédéral de détruire ces données.

Le juge D. M. Brown a toutefois refusé d'émettre cette injonction, estimant que la destruction ne représenterait pas une atteinte à la Charte canadienne des droits et libertés.

La Ville de Toronto s'était rangée derrière la demande d'injonction, contrairement au gouvernement provincial.

Cette décision du tribunal ontarien survient après que le Québec eut obtenu une ordonnance de cour préservant les données québécoises du registre. La semaine dernière, le juge Marc-André Blanchard a donné à Ottawa 30 jours pour remettre à la province toutes les données concernant les armes d'épaule détenues par des Québécois.

Le ministre d'État à la Petite Entreprise et au Tourisme, Maxime Bernier, a indiqué plus tôt cette semaine que le gouvernement fédéral compte porter cette décision en appel.

Le gouvernement conservateur a déclaré que toute province qui désire se doter d'un registre des armes d'épaule n'a qu'à en créer un.

Une partisane farouche du registre a de son côté promis que le combat n'est pas terminé.

« Cette décision constitue un recul, mais nous allons continuer à nous battre pour un contrôle raisonnable des armes d'épaule », a dit dans un communiqué Wendy Cukier, de la Coalition pour le contrôle des armes.

— La Presse Canadienne

FŒTUS HUMAIN

Les conservateurs pourraient forcer la main de Harper

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le premier ministre Stephen Harper affirme qu'il ne veut pas rouvrir le débat sur l'avortement, mais les députés conservateurs pourraient-ils en décider autrement mercredi prochain?

La question s'est posée avec acuité, hier, après que les députés eurent débattu pendant une heure de la motion du député conservateur de Kitchener-Centre, Stephen Woodworth, qui réclame la création d'un comité parlementaire chargé de déterminer à quel moment de la gestation un fœtus devient un être humain.

À l'heure actuelle, l'article 223 du Code criminel dit qu'un enfant « devient un être humain [...] lorsqu'il est complètement sorti, vivant, du sein de sa mère ».

À la Chambre des communes, hier, les députés conservateurs ayant pris la parole ont tous indiqué qu'ils appuieraient la motion du député Woodworth. Ils ont fait valoir qu'il est temps de mettre à jour la définition d'être humain en vigueur au Canada, laquelle date de plus de 400 ans.

« Certains disent que les tribunaux ont déjà réglé la question de savoir qui est un être humain au Canada. Pour être franche, ce n'est pas vrai. L'un après l'autre, les tribunaux ont soutenu que cet enjeu est si important qu'il incombe au Parlement d'en débattre et de prendre une décision au nom des Canadiens », a dit la députée de Mississauga-Sud, Stella Ambler, qui a été la première à prendre la parole du côté des conservateurs.

Elle a fait valoir que les études scientifiques ont démontré « que le cœur d'un enfant commence à battre 18 jours après sa conception », et que « les yeux commencent à s'ouvrir à huit semaines ». « Les Canadiens et cette Chambre doivent entendre les experts à ce sujet. [...] Il appert qu'un enfant est un être humain bien avant d'être sorti du ventre de sa mère. Si cela est vrai, notre définition d'un être humain est mauvaise. Qui peut s'opposer à un dialogue respectueux sur une loi aussi importante? », a-t-elle ajouté, sous les applaudissements de plusieurs collègues.

Les conservateurs David Anderson et Mike Marawa ont également invité les élus à appuyer la motion controversée.

La députée néo-démocrate Irene Mathyssen a pour sa part accusé les conservateurs de vouloir rouvrir un débat clos depuis plusieurs décennies au pays. « Je ne tolérerai pas que des députés tentent d'empêcher de nouveau les femmes de disposer de leur corps comme elles l'entendent », a-t-elle tonné.

Le libéral Massimo Pacetti a abondé dans ce sens en accusant les conservateurs de vouloir retirer aux femmes un droit acquis de haute lutte.

Dans les rangs du parti au pouvoir, on soutient que cette motion sera rejetée par une écrasante majorité mercredi. « C'est une promesse électorale de ne pas rouvrir ce débat. Nous allons la respecter », a indiqué une source conservatrice, qui croit qu'une trentaine de députés conservateurs, tout au plus, appuieront la motion de M. Woodworth.

PHOTO ADRIAN WYLD, LA PRESSE CANADIENNE

Le député de Kitchener-Centre, Stephen Woodworth, souhaite mettre à jour la définition de l'être humain qui est en vigueur au pays.

Le solde d'automne de Mercedes-Benz est arrivé.

Profitez d'aubaines sur les nouveaux modèles 2013.

3 MENSUALITÉS GRATUITES[2] POUR UNE DURÉE LIMITÉE

LE MODÈLE C 250 2013. PRIX TOTAL[1] : 39 515 $**

- Moteur I4 Turbo de 1,8 L développant 201 ch (de série)
- Puissant et économique (9,6 L/100 km en ville et 6,3 L/100 km sur route)
- Intérieur époustouflant spécialement conçu

FINANCEMENT À L'ACHAT 1,9 %* DURÉE DE 60 MOIS | TAUX À LA LOCATION 3,9 %* BAIL DE 48 MOIS | PAIEMENTS MENSUELS 458 $* VERSEMENT INITIAL DE 2 995 $**

[1] Taxes en sus.

LA TOUTE NOUVELLE GLK 350 4MATIC[MC] 2013. PRIX TOTAL[1] : 47 115 $**

- Nouveau moteur V6 CGI économique de 3,5 L développant 302 ch
- Système de traction intégrale en permanence 4MATIC[MC]
- Technologie d'arrêt/de démarrage ECO

FINANCEMENT À L'ACHAT 0,9 %* DURÉE DE 60 MOIS | TAUX À LA LOCATION 2,9 %* BAIL DE 39 MOIS | PAIEMENTS MENSUELS 569 $* VERSEMENT INITIAL DE 3 800 $**

[1] Taxes en sus.

Mercedes-Benz

MONTRÉAL Automobiles Silver Star Inc. 7800, boul. Décarie, Montréal 514 735-3172

LAVAL Mercedes-Benz Laval 3131, Autoroute 440 Ouest, Laval 450 681-2500

RIVE-SUD Mercedes-Benz Rive-Sud 4844, boul. Taschereau, Greenfield Park 450 672-2720

WEST ISLAND Mercedes-Benz West Island 4525, boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux 514 620-5900

BOUCHERVILLE Duval Mercedes-Benz 1530, rue Ampère, Boucherville 450 449-0222

BLAINVILLE Mercedes-Benz Blainville 10000, rue du Plein-Air, Mirabel 450 435-1313

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2012. **Véhicules illustrés : C 300 4 MATIC[MC] 2013 ET GLK 350 4MATIC[MC] 2013. PDSF national : 39 990 $/44 900 $.** ** Le prix total de 39 515 $/47 115 $ et le versement initial incluent les frais de transport et de préparation de 2 045 $, les frais du RDPRM pouvant atteindre 54,49 $, la taxe de 100 $ sur le climatiseur et les droits de 15 $ sur les pneus. [2] Les trois premières mensualités sont supprimées pour les modèles C 250 2013 (berline) et GLK 350 4MATIC[MC] 2013 (jusqu'à un maximum de 1 350 $/1 650 $ incluant les taxes) dans le cadre des programmes de location et (jusqu'à concurrence de 1 950 $/2 250 $ incluant les taxes) dans le cadre des programmes de financement. Les mensualités gratuites s'appliquent uniquement aux nouveaux modèles de Classes C (berline et coupé), GLK et E 2013. Ne s'applique pas aux modèles AMG. * Offres de location et de financement basées sur les nouveaux modèles C 250 2013 (berline) et GLK 350 4MATIC[MC] 2013 et proposées uniquement par l'intermédiaire de Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. Exemple basé sur une location de 458 $/569 $ par mois pendant 48/39 mois. Versement initial ou reprise équivalente de 2 995 $/3 800 $ plus dépôt de sécurité de 550 $/700 $ et taxes applicables payables à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 37 300 $/44 900 $. Taux annuel de 3,9 %/2,9%. Obligation totale : 25 529 $/26 691 $. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 $/km supplémentaire). Exemple de financement basé sur un terme de 60 mois au taux annuel de 1,9%/0,9% et un PDSF de 37 300 $/44 900 $. Le paiement mensuel est de 587 $/689 $ (avant taxes) avec un versement initial de 5 944 $/6 704 $ ou une reprise équivalente. Le coût de l'emprunt est de 1 646 $/931 $, pour une obligation totale de 41 106 $/47 991 $. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance en sus. Le concessionnaire peut louer ou offrir du financement à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Pour tous les détails, voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé ou communiquez avec le Service à la clientèle de Mercedes-Benz au 1 800 387-0100. L'offre se termine le 30 septembre 2012.

ACTUALITÉS

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

L'exploitation du gaz de schiste présente entre autres un risque élevé de contamination des eaux souterraines, indique un nouveau rapport européen.

GAZ DE SCHISTE

Une étude européenne prône la prudence

CHARLES CÔTÉ

L'exploitation du gaz de schiste pose des « risques élevés » pour le sol, l'air, l'eau de surface et l'eau souterraine, selon un nouveau rapport rédigé à la demande de l'Union européenne et rendu public au début du mois.

Cette étude paraît alors que quelques pays européens, dont la Pologne et l'Angleterre, envisagent d'exploiter cette ressource afin de remplacer les champs gaziers traditionnels locaux qui s'épuisent ou de s'affranchir des importations.

D'autres nations, comme la France et la Bulgarie, estiment de leur côté que la technique de fracturation hydraulique nécessaire pour extraire le gaz de schiste est trop risquée pour le moment.

Le nouveau rapport, rédigé par un consortium de cinq firmes de consultants, penche du côté des pays plus prudents. En particulier dans le contexte européen, où la population est très dense. En effet, l'intensité des champs gaziers risque de causer des dommages irréversibles à l'agriculture et de nuire de façon permanente aux autres usages du sol et du milieu, comme le tourisme et la villégiature.

« Il faudra environ 50 puits de gaz de schiste pour remplacer un seul puits gazier de la mer du Nord », note le rapport.

Les auteurs calculent que l'industrie gazière occuperait à elle seule 1,4 % du territoire au-dessus d'un gisement, alors que d'autres usages comme l'habitation, l'industrie et le transport n'occupent ensemble que 4 % du territoire européen. C'est l'unique élément recevant la cote de risque « très élevé » dans le rapport.

Par ailleurs, les auteurs estiment que le risque de contamination des eaux souterraines est « élevé », compte tenu des accidents et des défauts qui peuvent altérer le coffrage des puits de gaz de schiste. Risques qui sont multipliés du fait que les puits eux-mêmes sont très nombreux. En outre, ils n'écartent pas la possibilité que des fractures naturelles dans le sous-sol produisent des contacts entre les zones fracturées par l'industrie et les nappes d'eau potable.

La pollution de l'air due à la machinerie lourde nécessaire à l'exploitation du gaz de schiste est également ciblée comme un risque « élevé ».

L'ensemble des activités de l'industrie comporte aussi un risque « élevé » pour la biodiversité, en raison de la pollution et de la fragmentation des habitats.

Le rapport décèle plusieurs lacunes dans la réglementation actuelle en Europe. Il recommande de s'inspirer des mesures mises en place aux États-Unis et au Canada afin de mitiger certains de ces risques.

Deux fois mieux que le charbon

Dans le deuxième tome de ce même rapport, toutefois, le gaz de schiste reçoit une bonne note pour son impact sur le climat mondial.

Les auteurs rejettent notamment les conclusions du professeur Robert Howarth, de l'Université Cornell, fréquemment citées par les opposants au gaz de schiste, selon lesquelles cette ressource est pire que le charbon en matière de gaz à effet de serre (GES).

D'après l'étude européenne, le gaz de schiste causerait l'émission d'un peu plus de 400 grammes de GES par kilowattheure d'électricité. C'est deux fois moins que le charbon. Et il s'agit d'un niveau comparable au gaz importé de Russie ou aux importations de gaz naturel liquéfié.

JOURNÉE MONDIALE ANTI-FRACTURATION

Des militants anti-gaz de schiste de partout dans le monde ont décrété qu'aujourd'hui sera la première Journée mondiale contre la fracturation hydraulique, cette technique nécessaire à l'extraction du gaz de schiste. Au Québec, les comités de citoyens de la vallée du Saint-Laurent se sont donné rendez-vous à Drummondville. L'élection du Parti québécois et les déclarations de la nouvelle ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, plantent un tout nouveau décor pour ce mouvement de contestation. « Un peu comme en Europe, l'arrivée des verts au pouvoir a vraiment changé les choses, dit Kim Cornelissen, de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), qui participe à la réunion d'aujourd'hui. Mais c'est un gouvernement minoritaire, et on veut le soutenir pour qu'il passe aux actes. Ce serait génial que le Québec fasse comme la France. Et si on est ferme sur cette question, ça aura plus d'impact à l'international. Il y a un effort de solidarité à faire. Il y a 42 pays qui ont du gaz de schiste et c'est la même guerre d'information partout. »

— Charles Côté

BOUCHARD DÉNONCE LA « CONFUSION »

Le nouveau gouvernement péquiste sème la « confusion » avec ses déclarations sur le gaz de schiste, affirme Lucien Bouchard, président de l'Association pétrolière et gazière du Québec. L'ex-premier ministre devenu lobbyiste souligne que c'est le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) qui avait recommandé la tenue d'une évaluation environnementale stratégique sur cette industrie. Jeudi, la ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, a critiqué la composition du comité chargé de cette étude et a affirmé que le tout devrait être renvoyé de nouveau devant le BAPE. Elle a aussi dit qu'elle ne « voyait pas le jour » où l'exploitation du gaz de schiste serait « sécuritaire ». « La confusion règne, en particulier sur ce qu'il advient du mandat du Comité de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste ainsi que de la suite de ses travaux en cours », a dit M. Bouchard, dans une déclaration publiée hier.

— Charles Côté

DÉCLASSEMENT DE GENTILLY-2

Des coûts imprévisibles

CHARLES CÔTÉ

Il est difficile d'évaluer le coût du déclassement de Gentilly-2. Les estimations varient dans les documents officiels d'Hydro-Québec et la société d'État n'a pas d'étude récente à ce sujet.

Selon un avant-projet de déclassement datant de 2001, déposé par Hydro-Québec à la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN), l'opération coûtera au moins 439 millions, en plus des 524 millions prévus pour l'enlèvement et la disposition finale du combustible.

La société d'État refuse de commenter ce dossier, sauf pour indiquer qu'il n'y a pas eu de mise à jour concernant cette étude.

Par ailleurs, le gouvernement du Québec s'est porté garant d'Hydro-Québec pour la somme de 685 millions devant la CCSN en vue du déclassement de la centrale Gentilly-2.

Enfin, le dernier rapport annuel de la Société d'État chiffrait à 409 millions le passif dû au déclassement éventuel de Gentilly-2, mais cela était « fondé sur l'hypothèse qu'Hydro-Québec procédera à la réfection ».

Selon le syndicat qui représente les employés de la centrale nucléaire, si les dépassements de coûts sont possibles en cas de réfection, ils le sont encore plus pour le cas d'un déclassement.

Michel Bibeault, directeur québécois du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), affirme qu'il est « utopique » de créer de toutes pièces une industrie québécoise du démantèlement de centrales afin de remplacer les 800 emplois reliés à l'exploitation de Gentilly-2.

Il cite l'exemple de la centrale française de Brennilis, fermée en 1985 et qui n'est toujours pas démantelée. « Le cœur du réacteur n'est pas encore approchable », dit-il.

PHOTO ARCHIVES LE NOUVELLISTE

Le déclassement de la centrale nucléaire Gentilly-2 entraînera des coûts importants.

Son collègue Richard Perreault, président provincial des employés de métier à Hydro-Québec, affirme que « la décision du gouvernement est précipitée et prématurée ».

« Il faut faire un débat sensé avec tous les arguments, pour prendre une décision logique dans l'intérêt de tous les Québécois. »

En cas de déclassement, il prévoit un « désastre économique » dans la région de Bécancour. « Il y a toujours du travail à très court terme durant la première année. Après ça, on n'a pas de plan de match, il faut attendre que ça refroidisse pendant 30 ou 40 ans. »

M. Bibeault insiste pour faire le débat sur la base d'informations plus complètes. « On veut mettre dans la balance la rentabilité de la réfection », dit-il.

Il affirme qu'une centrale Gentilly-2 rénovée produirait environ à 7 cents du kilowattheure, ce qui est moins que l'énergie éolienne. Mais, reconnaît-il, cette estimation ne comprend pas, justement, le coût du déclassement éventuel.

PHOTOS ARCHIVES REUTERS ET AGENCE FRANCE-PRESSE

LE PARADOXE ALIMENTAIRE

Un milliard d'humains meurent de faim. Un autre milliard est en surpoids, en raison d'une mauvaise alimentation. Ce paradoxe a été soulevé par Luc Guyau, président du conseil de l'Organisation des nations unies (ONU) pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), au congrès Nourrir le monde, qui s'est déroulé la semaine dernière à Québec.

MARIE ALLARD

QUÉBEC — « Alors que d'ici 30 ans, nous devons produire près de 70 % plus de nourriture, les déséquilibres planétaires sont énormes », a indiqué Luc Guyau, président du conseil de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), au Congrès mondial des agronomes, à Québec.

Les habitants des pays riches gaspillent 30 % de la production alimentaire, jetée aux ordures. Les pays pauvres perdent encore plus de nourriture – jusqu'à 50 % –, mais c'est dû aux problèmes de transport et de stockage. Pas aux portions gigantesques et aux achats compulsifs.

Autre paradoxe: le nombre de personnes sous-alimentées stagne, même si depuis la Deuxième Guerre mondiale, la production alimentaire augmente plus vite que la population. « De 8 à 10 % plus vite », a précisé Marcel Mazoyer, professeur émérite à AgroParisTech, aussi présent au congrès.

Jusque dans les pays riches, des pauvres sont mal nourris. Trois millions de Canadiens n'ont « pas les moyens de manger correctement », a rappelé Claude Lafleur, chef de la direction de La Coop fédérée.

« Un homme affamé est un homme dangereux »

Ex-agriculteur, Luc Guyau réclame plus de gouvernance mondiale de l'alimentation. « Le temps où chacun pensait que le marché pouvait tout régler est révolu, a-t-il affirmé. L'alimentation ne peut pas se traiter au même rang que les téléphones portables ou les minerais. » L'avenir – et la paix – nécessite plus de régulation. « Un homme affamé est un homme dangereux », a-t-il averti.

« Il n'est pas normal qu'en 2010, la production de blé ait connu 45 fois une opération de marché boursière, a illustré M. Guyau. Il est criminel de jouer avec l'alimentation du monde! »

Ken Ash, directeur des échanges et de l'agriculture à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), est d'avis contraire. « Il faut répondre aux opportunités qui existent sur le marché, a-t-il plaidé. Actuellement, la demande fait monter les prix, alors que les programmes gouvernementaux n'y sont jamais arrivés. Si bien qu'il est peut-être temps de changer nos politiques, d'ouvrir les marchés et de donner la chance aux fermiers compétitifs de partout d'en bénéficier. »

Produire plus et mieux avec moins

Dans l'immédiat, une nouvelle crise est redoutée. Les réserves mondiales de céréales sont suffisantes pour 90 jours seulement. Ce stock était d'à peine 58 jours en 2007-2008, quand ont éclaté les émeutes de la faim en Asie et en Afrique principalement. Pourquoi, dans ce cas, continuer de consacrer 40 % des récoltes américaines de maïs pour faire de l'éthanol?

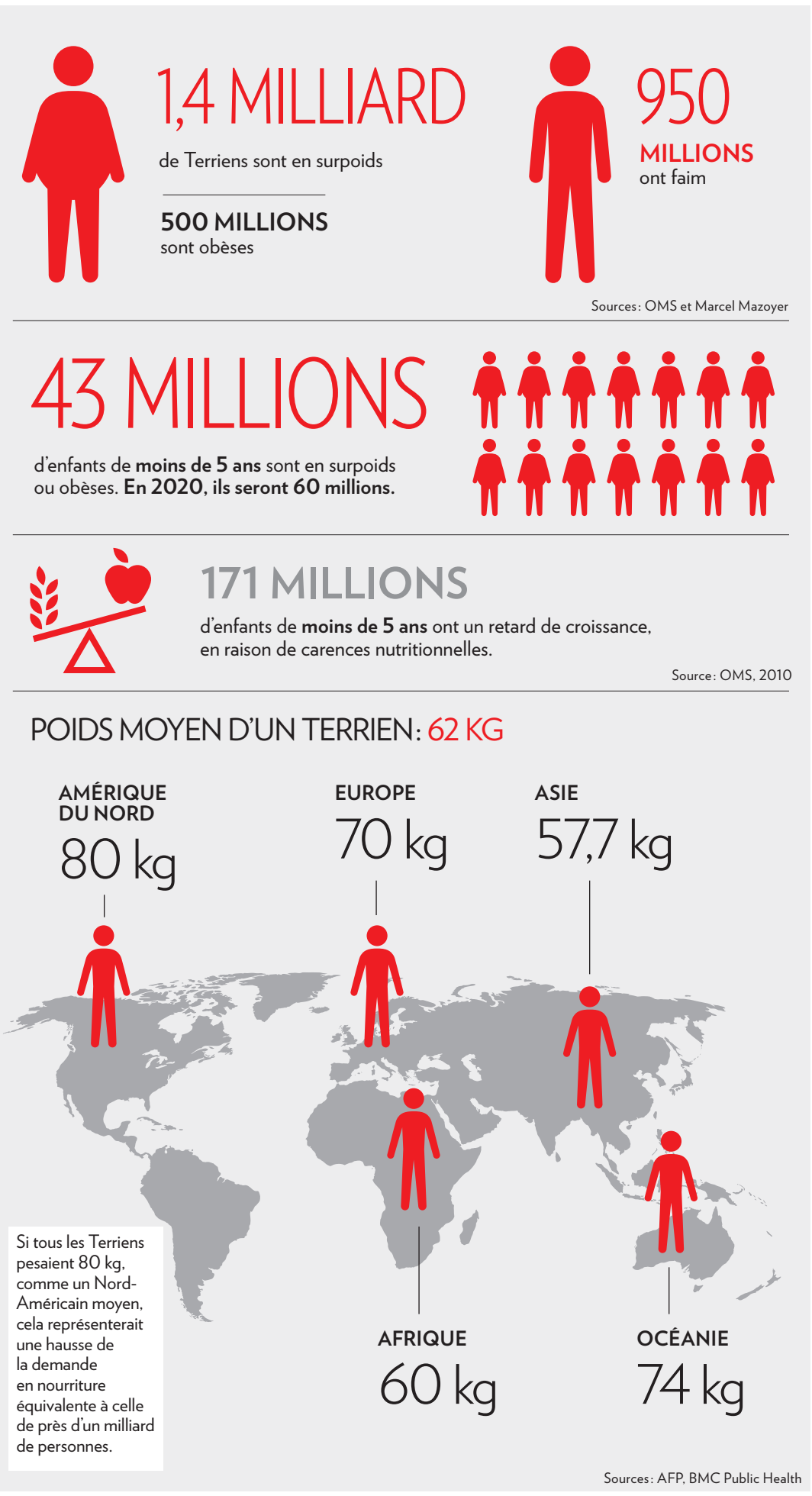
M. Guyau ne s'oppose pas catégoriquement aux biocarburants. « Tout est dans la dose », a-t-il estimé.

Depuis 50 ans, la Terre a nourri quatre milliards d'humains de plus. « Mais chacun sait que le nouveau bond ne pourra pas se faire avec les seules recettes du passé », a rappelé M. Guyau. Pour continuer de nourrir une population en expansion, « nous n'avons pas d'autre choix que d'intensifier les cultures », a-t-il dit.

Il faudrait aussi produire mieux, a dit Marie Ruel, directrice de la division pauvreté, santé et nutrition de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, de Washington. Obésité et dénutrition se côtoient dans les mêmes pays, les mêmes familles, voire les mêmes individus.

Certaines pistes de solution sont originales. L'algoculture – soit la culture des algues – « présente une grande potentialité en matière de production végétale rapide », a suggéré Stéphane Jost, aussi de la FAO. Ne pensez pas qu'aux sushis: les algues peuvent servir de compléments alimentaires, de fourrages, de fertilisants, de biogaz.

Le Québec doit aussi produire mieux, sans se faire d'illusion. « Croire que demain, tous les pays auront tous la souveraineté alimentaire est une utopie, mais chacun doit assurer un minimum de production indigène », a dit M. Guyau. Voilà qui plaira à la première ministre Pauline Marois, qui a promis de faire passer de 33 % à 50 % la proportion d'aliments du Québec que nous mangeons.



Le prix de la viande en forte hausse

En 2021, le poulet et le porc coûteront 27 % plus cher. Le bœuf, 20 % de plus. Le poisson? Douze pour cent de plus. « Nous prévoyons des prix à la hausse pour la prochaine décennie », a affirmé Ken Ash, directeur des échanges et de l'agriculture à l'OCDE. Une catastrophe? Pas nécessairement. « Le problème fondamental, ce n'est pas les prix élevés, mais les revenus trop bas », a fait valoir le Canadien d'origine. Fixer toute notre attention sur l'agriculture pour enrayer la famine est, selon lui, une erreur. « Il faut réduire la pauvreté, mondialement », a-t-il plaidé. Le plus grand changement ayant influencé la demande de nourriture n'est pas la croissance galopante de la population, mais l'enrichissement d'une partie de celle-ci, a expliqué M. Ash. « Ces gens ne veulent plus manger seulement du blé ou du riz deux fois par jour, a-t-il souligné. Ils veulent de la viande. » Le prix du blé et du riz va d'ailleurs diminuer de 5 % d'ici 10 ans, selon l'OCDE.

— Marie Allard

Taxer la malbouffe?

Les enfants américains boivent 50 % plus de boissons sucrées (faux jus, boisson gazeuse, etc.) par jour que de lait. « Depuis 30 ans, la consommation de lait chez les enfants baisse continuellement, a dit Sean Cash, professeur à l'Université Tufts, de Boston. Ce n'est pas positif. » Dans l'espoir de prévenir l'obésité, la France impose une « taxe soda » de deux centimes d'euros par canette depuis le 1er janvier. Au Danemark, ce sont les aliments contenant plus de 2,3 % de gras saturés qui sont taxés, depuis octobre dernier. « En conséquence, les Danois vont maintenant en Allemagne acheter du beurre », a rapporté M. Cash. Taxer la malbouffe, est-ce efficace? Une taxe de 0,5 cent par 30 ml de boisson sucrée ferait en sorte que les enfants consomment de 40 à 51 calories de moins, par jour (étude Lin *et al*, 2011). Chez les adultes, la réduction calorique serait encore plus faible (34 à 47 calories par jour). « L'impact sur le poids est modeste », a noté M. Cash. Vendre le coca à prix plus élevé fait toutefois augmenter la consommation de lait faible en gras, qui a l'avantage d'être riche en calcium et en vitamine D. Gros hic: ce type de taxe affecte plus durement les pauvres. Parce qu'ils achètent plus de boissons sucrées que les autres et parce qu'ils consacrent une plus grosse part de leur revenu à se nourrir. Taxer la malbouffe n'a qu'un effet indubitable, selon M. Cash. « C'est un moyen formidable de faire de l'argent », a-t-il dit. Une taxe de 0,5 cent par 30 ml de boisson sucrée rapporterait... 5,8 milliards par an, aux États-Unis.

— Marie Allard

PHOTO ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

Attaque contre Ducarme Joseph
Le troisième suspect arrêté

Le dernier suspect recherché en lien avec deux meurtres survenus en plein jour il y a deux ans dans un commerce du Vieux-Montréal a finalement été arrêté hier, en Ontario.

Kyle Gabriel, âgé de 28 ans, a été arrêté vers 5 h du matin par la police régionale de York, à sa résidence de Richmond Hill, au nord de Toronto. Il était recherché en vertu d'un mandat pancanadien depuis les événements du 18 mars 2010, survenus dans une boutique de vêtements Flawnego appartenant à Ducarme Joseph, un homme influent soupçonné d'être relié aux gangs de rues.

Gabriel doit comparaître aujourd'hui au palais de justice de Montréal, par vidéo-conférence. Il fait face à différents chefs d'accusation, dont deux de meurtre prémédité. Il serait le présumé complice de Carey Isaac Regis et Terrell Lloyd Smith, dont les procès ont été amorcés lundi dernier, à Montréal. Ils sont accusés de meurtre prémédité, de tentative de meurtre et de complot.

Rappelons que le propriétaire de la boutique, Ducarme Joseph, s'était tiré indemne de cette fusillade, tandis que son garde du corps et son cousin avaient été tués. Deux autres personnes avaient été blessées. — PC

PHOTO LA VOIX DE L'EST
Bianca Rojas-Latraverse.

Affaire Duhamel
L'ex-conjointe plaide coupable

Bianca Rojas-Latraverse voulait voler son ex-conjoint Jonathan Duhamel, le 21 décembre dernier, mais n'avait pas l'intention de le malmener. « Le vol était le but, non la bastonnade », a reconnu Me Sarah Desabrais, l'avocate de Mme Rojas-Latraverse, en sortant de la salle d'audience hier matin, après le plaidoyer de sa cliente.

Bianca Rojas-Latraverse, 21 ans, a plaidé coupable à des accusations réduites de complot, de séquestration et de vol qualifié en lien avec l'agression violente et le vol dont M. Duhamel a été victime à son domicile de Boucherville. Le matin du 21 décembre, alors que le champion de poker dormait, deux individus sont entrés chez lui et l'ont tabassé, avant de s'emparer d'une somme de 120 000 $ en différentes devises. Ils ont aussi volé son bracelet de champion d'une valeur de 50 000 $, ainsi que sa montre Rolex valant 10 000 $. Mme Rojas-Latraverse a été accusée en compagnie de quatre hommes dans la foulée de cette affaire.

Détenue depuis neuf mois, Mme Rojas-Latraverse devait avoir son procès cette semaine. Elle a décidé d'y couper court en s'avouant coupable. La Couronne a laissé tomber certaines des accusations, dont celles de voie de fait avec lésions et de menaces. Les plaidoiries sur la peine ont été remises au 19 décembre. D'ici là, un rapport sera établi au sujet de l'accusé afin d'éclairer la Cour sur la peine à imposer. Il n'y a pas de suggestion commune des avocates à ce propos.

— Christiane Desjardins

Nick Paccione
Une sentence de 20 ans de prison

Déjà étiqueté délinquant dangereux, le prédateur sexuel Nick Paccione a été condamné à 20 ans de prison, hier à Montréal, pour avoir encouragé le tueur en série Angelo Colalillo à poursuivre son œuvre, en 2002.

Cet encouragement se traduisait dans des lettres que les deux hommes s'échangeaient. À l'époque, Paccione était en prison, mais Colalillo était libre. Ce dernier avait commis des meurtres et continuait sa chasse. Il racontait ses crimes en détail à Paccione, qui s'en délectait dans sa cellule de la prison de Port-Cartier.

Le pot aux roses a été découvert à l'automne 2002. Colalillo a été arrêté et accusé de meurtres.

Il s'est suicidé en prison, en 2006, deux jours avant le début de son procès.

Paccione, qui est détenu depuis la fin des années 90, a été accusé en 2006 pour la sinistre correspondance avec celui qui avait violé et tué deux jeunes femmes en 1993, puis une autre 2002.

Le juge Pierre Labelle a signalé que Paccione avait démontré un mépris total pour le caractère sacré de la vie.

— Christiane Desjardins

« C'est important de démontrer les erreurs »

La femme du Dr Barrette explique sa « façon de fonctionner » lors du procès qui l'oppose à 12 radiologistes

CATHERINE HANDFIELD

La Dre Marie-Josée Berthiaume soutient n'avoir jamais eu de mauvaises intentions en signalant à un collègue une erreur d'interprétation en radiologie, un épisode central dans le litige judiciaire qui touche le service de radiologie de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont.

« Je fais ça par courtoisie [...]. Je fais ça parce que je pense que c'est important de démontrer les erreurs; je fais ça parce que j'aimerais ça qu'on me le fasse aussi », a dit la Dre Berthiaume, hier, au troisième jour du procès qui l'oppose aux 12 autres radiologistes de son service.

« Je n'ai jamais eu de mauvais commentaires par rapport à cette façon de fonctionner », a ajouté la conjointe du Dr Gaétan Barrette. « Jusqu'alors... », a ajouté le juge Marc-André Blanchard.

Dans sa poursuite de 250 000$, Marie-Josée Berthiaume soutient qu'elle est victime de « harcèlement » depuis qu'elle a signalé des erreurs de lectures radiologiques à ses collègues, au printemps 2009. Ceux-ci, qui lui réclament 170 000$, se plaignent pour leur part de son comportement individualiste et dénigrant.

PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

La Dre Marie-Josée Berthiaume a témoigné hier matin au palais de justice de Montréal, pour le procès qui l'oppose à 12 radiologistes. Elle était accompagnée de son mari, le Dr Gaétan Barrette.

La Dre Berthiaume a relaté en détail l'épisode houleux avec son collègue Stéphane Carignan. En mai 2009, elle a relevé la présence d'une métastase sur un scan qui avait précédemment été analysé par le Dr Carignan. Elle lui a envoyé une copie conforme du dossier sur laquelle elle a souligné ses erreurs.

Deux mois plus tard, la Dre Berthiaume a reçu une note manuscrite du Dr Carignan. La note était agrafée à un dossier lié à une erreur de lecture qu'elle avait elle-même faite en décembre 2008. « Ta façon de rédiger les rapports est INACCEPTABLE », lui aurait écrit le Dr Carignan.

Marie-Josée Berthiaume est allée le voir à son bureau, lui demandant pourquoi il avait un « comportement immature ». Le Dr Carignan l'aurait alors traitée de « grande tabarnak » et lui aurait dit: « Toi pis ton gros criss de tabarnak de chum, considérez-vous surveillés. » La Dre Berthiaume a refoulé un sanglot lorsqu'elle a cité les paroles qu'elle attribue à son collègue.

En septembre 2009, le Dr Robert Filion, alors chef du service de radiologie, a convoqué la Dre Berthiaume. Il lui aurait alors annoncé qu'elle n'était plus associée de la SORAD, un regroupement qui réunit tous les radiologistes, et qui gère l'organisation de travail et la distribution des salaires.

Pas de harcèlement?

Plus tôt dans la journée, l'avocat du groupe de médecins, Me Éric Lefebvre, a évoqué l'existence d'un rapport produit cette année par une consultante en ressources humaines chargée par l'hôpital d'évaluer le climat de travail au service de radiologie.

Appelé à la barre des témoins en matinée, le directeur des services professionnels de l'hôpital, le Dr Francis Méthot, a indiqué que le rapport conclut qu'il n'y a pas de harcèlement dans le service et que la consultante, Frema Engel, parlerait plutôt d'un « manque d'élégance dans les communications entre certains membres, particulièrement certains radiologistes », a-t-il mentionné, sans toutefois nommer qui que ce soit.

Mme Engel a recommandé à l'hôpital d'établir des règlements pour définir clairement les tâches au service de radiologie. Le Dr Méthot a indiqué que la direction de l'hôpital prévoyait déjà établir de tels règlements. Mais avec le procès actuel, la situation n'est toutefois « pas simple », a-t-il convenu.

Le procès ne nuit pas aux patients, soutient l'hôpital

FRANCIS VAILLES

La direction de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont affirme que les patients sont peu touchés par le procès impliquant la quasi-totalité des radiologistes de l'établissement.

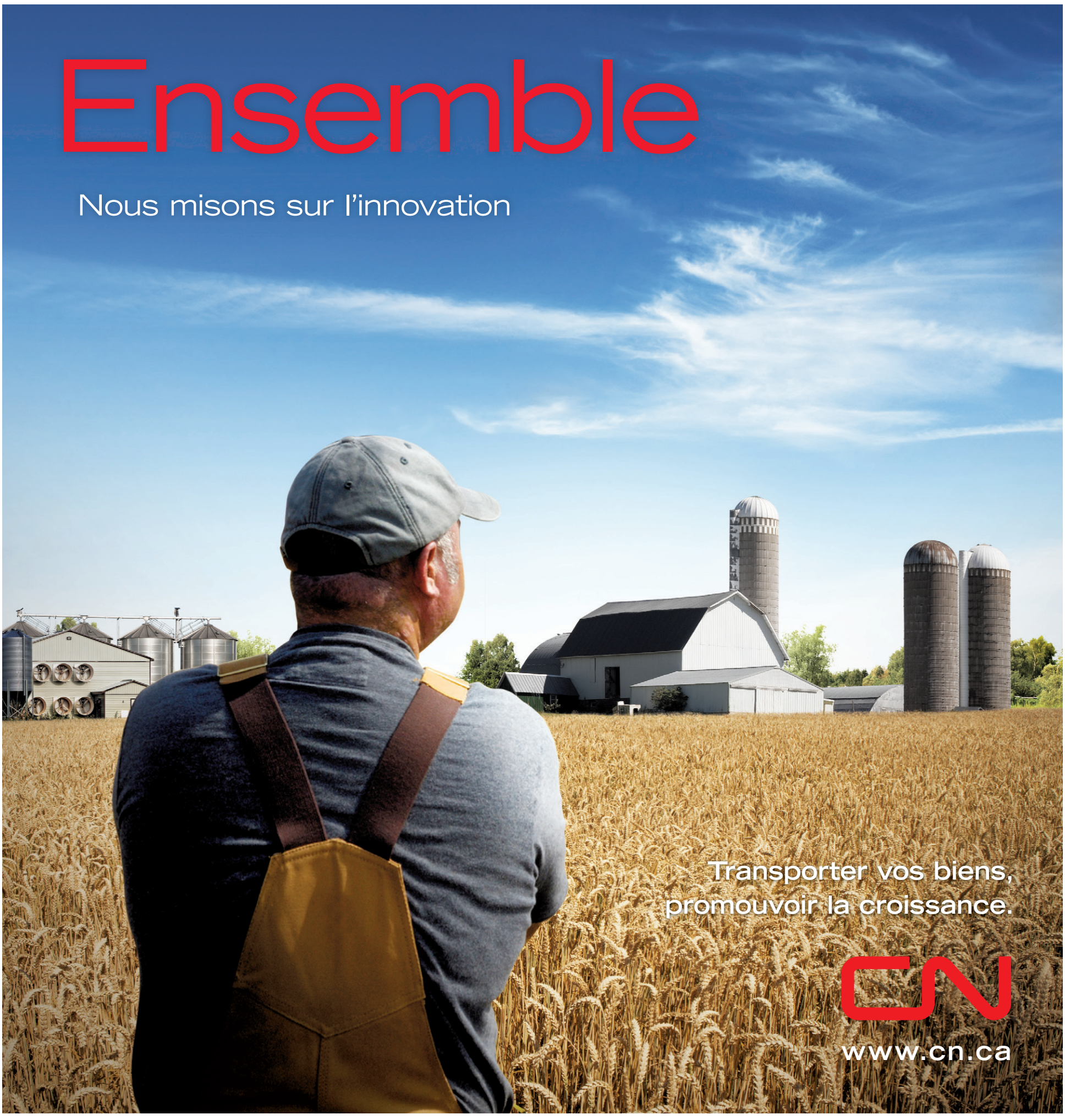
L'hôpital compte 14 radiologistes, dont le Dr Gaétan Barrette. De ce nombre, quatre sont restés en poste pendant le procès, auxquels se sont joints deux radiologistes de l'externe, explique le porte-parole de l'hôpital, Pierre Tessier.

En somme, 6 radiologistes font le travail de 14, « une situation comparable aux vacances estivales », soutient M. Tessier. L'un des sept services de radiologie, celui qui traite notamment des cancers du sein à un stade avancé, a été fermé pour la durée du procès.

Il s'agit du Centre de référence pour investigation désigné (CRID), qui occupe quatre radiologistes. En raison du procès de huit jours, l'hôpital a reporté 56 examens prévus au CRID, dit M. Tessier. Ce chiffre diffère de celui avancé par l'avocat des 12 radiologistes poursuivis.

Selon ce que l'avocat a écrit dans un document, le procès de huit jours « privera plusieurs centaines de patients des services auxquels ils ont droit, en raison de l'impossibilité de l'hôpital d'offrir un remplacement complet des services normalement assurés par les radiologistes. [...] Environ 200 investigations de mammographie, 200 imageries du thorax et la moitié des interventions abdominales et des biopsies, programmées depuis des mois, ont dû être annulées ».

L'hôpital affirme que cette information est fausse et que les patients gravement malades peuvent recevoir des soins.



5 raisons pourquoi tant de Québécois choisissent Bell.

Miroir, miroir

1 Télé Fibe, le meilleur service télé.

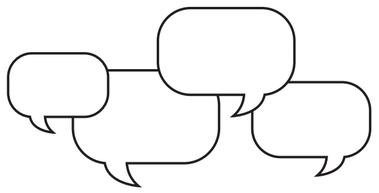
Bell Télé Fibe[MC] vous offre le seul enregistreur Partout chez vous, Facebook[MD], Twitter[MD] et d'autres applications sur votre télé[1] et le plus de films et d'émissions HD Sur demande. Tout cela, sans soucoupe requise.

2 Internet rapide de tous bords tous côtés.

Bell est le seul fournisseur qui vous offre des vitesses rapides autant pour le téléchargement que pour le partage à un prix abordable[2].

3 Interurbains gratuits à tous.

Contrairement au câble, les forfaits de Bell offrent les interurbains illimités et complètement gratuits à plus de 8 millions de Québécois[3].



4 Le téléphone mobile dont tout le monde parle.

Bell est le seul fournisseur de forfaits résidentiels au Québec qui vous offre aussi le téléphone mobile de l'heure. Et ce téléphone, le câblodistributeur ne peut simplement pas vous l'offrir.

5 Les meilleurs prix.

Non seulement Bell vous offre les forfaits résidentiels aux meilleurs prix sur le marché, mais ces économies mensuelles s'étendent aussi à la téléphonie mobile. Ajoutez le téléphone mobile de l'heure aux services résidentiels de Bell et payez encore moins cher votre forfait mobile tous les mois.

Pour commander aujourd'hui :
Visitez un magasin Bell ou La Source • bell.ca/5raisons

la vie est Bell

À jour en date du 21 septembre 2012. Offert au Québec là où l'accès et la technologie le permettent. Modifiable sans préavis. Des conditions s'appliquent. (1) L'utilisation d'applications sur Télé Fibe sera prise en compte dans le calcul de votre utilisation Internet. (2) Comparaison entre des services à prix comparable: Bell Internet Fibe 25/10 (téléchargement jusqu'à 25 Mbit/s et partage jusqu'à 10 Mbit/s) et Vidéotron Internet TGV 30 (téléchargement jusqu'à 30 Mbit/s et partage jusqu'à 2 Mbit/s). (3) S'applique aux appels directs sortants provenant de et se terminant à l'intérieur de la province, excluant les appels sans frais. Fibe est une marque de commerce de Bell Canada. Facebook est une marque déposée de Facebook, inc. Twitter est une marque déposée de Twitter, inc.

SÉRIE CHRONIQUE DE LA VIE ORDINAIRE

LES RIDEAUX

CHOISISSEZ UN THÈME ANODIN. FAITES-EN CE QUI VOUS PLAÎT. C'EST LE DÉFI QUE NOUS AVONS PROPOSÉ À NOS CHRONIQUEURS. LOIN DES GRANDS DÉBATS DE SOCIÉTÉ QUI SONT GÉNÉRALEMENT LE LOT DE LEURS RÉFLEXIONS OU DE LEURS COUPS DE GUEULE, LES CHRONIQUES DE LA VIE ORDINAIRE QU'ILS NOUS ONT LIVRÉES N'EN SONT PAS MOINS ÉTONNANTES. CETTE SEMAINE, RIMA ELKOURI NOUS PARLE DE RIDEAUX.

ILLUSTRATION FRANCIS LÉVEILLÉE, LA PRESSE

SÉRIE CHRONIQUE DE LA VIE ORDINAIRE

RIMA ELKOURII
CHRONIQUE

Au moindre bruissement, elle soulevait le rideau de façon furtive. Un rideau de tulle blanc, vaporeux, à travers lequel on percevait des ombres. Elle balayait la rue du regard, à la manière d'une détective du quotidien. Le rideau retombait aussitôt, comme une mèche rebelle sur des yeux gourmands. Ni vu ni connu.

Je m'ennuie de ce rideau soulevé à la dérobée. Il est encore là, mais il ne bouge plus. La maladie a forcé ma grand-mère à déménager l'an dernier dans une résidence pour personnes âgées. Là, les rideaux sont fleuris et opaques.

Du temps où le rideau vaporeux bougeait encore, nous avions nos rituels. Chaque fois que je lui rendais visite, il y avait cette obligation d'avaler, sous peine d'emprisonnement, un buffet tout entier de pâtisseries orientales. Très souvent, elle me disait que j'avais maigri. Si j'avais maigri toutes les fois où elle me l'a dit, il y a longtemps que j'aurais disparu. C'est d'ailleurs ce que dit une de ses expressions fétiches en arabe. « Ma ba'yan minnek hada. » « De toi, il ne reste plus personne. » De la part d'une femme de tête peu portée sur les épanchements, c'est peut-être une façon de s'inquiéter sans en avoir l'air. Une marque de tendresse déguisée.

Jusqu'à l'âge de 90 ans, elle a semblé résister au temps qui passe. Et puis, la maladie. Et puis, une chute, l'ambulance, l'hôpital. La vieillesse, la vraie, la plus sournoise, celle qui assomme tout d'un coup ceux qui avaient presque oublié qu'ils étaient vieux. Celle qui fait vieillir tout d'un coup leurs proches qui sont encore jeunes.

Hier encore, elle habitait seule dans cette maison où le temps semblait suspendu depuis 1967 – l'année où elle avait posé ses valises à Montréal. Hier encore, elle était toujours vive et souveraine dans cet univers qui sentait la confiture de pétales de rose et le savon d'Alep, sa ville natale. Et puis, du jour au lendemain, dans sa maison désertée, un rideau vaporeux qui attend quelqu'un qui ne revient pas. Tout un pan de vie abandonné au rayon de la nostalgie. Un univers évanescent qui rétrécit. L'écho d'une ville natale meurtrie dont on dirait qu'il ne reste plus rien ni personne. Ni rose ni savon. Juste le bruit des bombes enterrant pêle-mêle espoirs et souvenirs.

■■■

Je ne me rappelle plus la couleur des rideaux. Mais je me rappelle les yeux exorbités du propriétaire quand il nous a raconté que les anciens occupants de cette maison du Mile End, de présumés « beatniks », n'avaient pas de rideaux. Ce n'était pas tout à fait un compliment.

Il avait prononcé « beatniks » avec une moue dédaigneuse comme on prononce « coquerelles ». « Vous auriez dû voir ça quand j'ai acheté, en 1970! Il y avait des couvertures accrochées aux fenêtres au lieu de rideaux. Des ampoules au plafond comme seul éclairage. Du jaune et de l'orange sur les murs. Du *pot* sur la table. »

Il semblait fier de nous dire qu'il avait ramené un peu d'ordre et de moralité dans la maison. Des rideaux à toutes les fenêtres. Des serrures à toutes les portes. Un système d'alarme. Et même un bouton d'alarme, oui, madame.

■■■

« Tu vas mettre des rideaux? » avait dit ma grand-mère, en visitant pour la première fois l'ex-maison de « beatniks » devenue la nôtre.

Ce n'était pas une question ni même une suggestion. C'était un ordre.

« Oui, oui, Téta, j'en mettrai. »

J'ai dit ça tout en sachant très bien que, peu importe ce que je ferais, elle n'aimerait sans doute pas. Elle apprécie le style « palais de Versailles ». Moi, pas trop.

Rue Saint-Hubert, un samedi de pluie, j'ai tout de même tenté de mettre l'ordre à exécution. Objectif rideaux. J'ai fouillé pendant des heures dans des cavernes à tissus. Celui-ci? Celui-là? Cet autre, ici? Mais qu'est-ce que je connais aux rideaux? Rien du tout. Et puis, à bien y penser, je n'aime pas les rideaux. Je ne les remarque que lorsqu'ils sont laids.

J'ai ramené plein d'échantillons à la maison. Dix ans plus tard, ils sont encore dans un tiroir. Aux fenêtres, pas de rideaux, mais des stores qui strient la lumière. Tant pis pour Versailles. Une lueur zébrée sur la joue d'un enfant, c'est joli aussi.

■■■

Dans les premiers mois de leur vie, les bébés ignorent que les objets continuent d'exister même quand ils sont dissimulés derrière un rideau. Puis, un matin ou peut-être au beau milieu de la nuit, ils savent. Ils savent que, si leur maman quitte la pièce, elle ne cesse pas pour autant de les aimer. Ils savent que si le rideau cache un ciel gris ou bleu, ce ciel gris ou bleu ne disparaît pas pour autant. J'aimerais bien pouvoir être dans la tête d'un enfant ce premier matin où il sait.

Les psys appellent ça la « permanence de l'objet ». Une étape cruciale dans le développement de l'enfant. Le moment où il réalise que ce que l'on ne voit plus existe encore.

Pourquoi ai-je l'impression que tout est fait ensuite pour nous faire oublier cette évidence? Je sursaute chaque fois que je vois passer ces statistiques qui nous disent à quel point les pires émissions de téléréalité ont la cote. Quelle était l'émission la plus populaire chez les enfants l'automne dernier? *Occupation double*! Or, ce que nous dit trop souvent la téléréalité, c'est qu'il n'y a rien de plus intéressant que l'insignifiance qui se donne à voir. La permanence de l'insignifiance. Sans rideaux.

■■■

Quand le ciel s'éteint et que la ville s'allume, j'aime m'amuser à deviner la vie des autres. Que sait-on du destin des hommes et des femmes que l'on croise tous les jours?

Il y a ce cliché qu'énoncent les gens quand survient un crime sordide dans le voisinage. « Il menait une vie sans histoire. »

Pour peu que l'on s'y intéresse, il n'y a pas de vie sans histoire. Dans mon quartier, habité par une importante communauté hassidique, le quotidien le plus banal sous la lumière des néons peut sembler très mystérieux. Le voisin d'à côté, avec ses papillotes anachroniques, peut sembler habiter très loin. Les rideaux paraissent plus opaques qu'ailleurs. Mais le sont-ils vraiment? En sait-on vraiment plus sur la vie de ceux qui, en apparence, nous ressemblent?

« Nous vivons, si je puis me permettre cette métaphore, les rideaux fermés sur le monde extérieur », écrit Malka Zipora, une mère de famille hassidique, fille de survivants de l'Holocauste, qui a publié il y a quelques années des chroniques de sa vie quotidienne à Montréal.

Elle avait entrouvert les rideaux pour nous. Et puis quoi? Et puis rien de vraiment spectaculaire, finalement. De petits riens. La musique du quotidien. À travers les rideaux entrouverts, une humanité commune. Une vie rythmée par des enfants à aimer et à border.

■■■

C'est une chose qui m'avait frappée en voyage à Amsterdam, il y a quelques années. Les Néerlandais vivent sans rideaux. La nuit tombée, les fenêtres des maisons deviennent telles des vitrines. Des intérieurs illuminés s'offrent au passant, sans la moindre pudeur. Des maisons « les fesses vers le dehors », comme dirait ma grand-mère.

Ces fenêtres dénudées l'auraient d'abord été pour des raisons religieuses. Dans la tradition calviniste, il importe de montrer que l'on mène une vie droite, sans péchés. Habiller les fenêtres de rideaux, c'est avouer que l'on a des choses immorales à cacher. Voyez ces rideaux écarlates du *Red Light*…

Il y a une autre explication, qui sied mieux à notre époque. Elle est tout simplement météorologique. Dans un pays où le ciel est souvent gris et où la nuit tombe vite, on ne peut se permettre de se priver du moindre rayon de soleil, à moins d'avoir un penchant pour la dépression saisonnière.

■■■

Être journaliste, c'est finalement passer son temps à soulever des rideaux dans l'espoir d'y voir (et de faire voir) autre chose que ce que l'on sait déjà. Je suis toujours fascinée par ce qu'on choisit de montrer ou pas, ce qu'on choisit de dire ou de taire. La pudeur des uns, l'exhibitionnisme des autres. Ce que l'on croit savoir alors que l'on n'en sait rien. Ce que l'on ne peut pas écrire, du moins pas dans un journal.

Je ne parle ici ni de complots ni de ragots. Je parle de la différence entre la réalité toute crue et cette vérité qui est toujours ailleurs.

Pour joindre notre chroniqueuse :
relkouri@lapresse.ca

MINI

MINI.CA

AU DIABLE LE TRAVAIL MANUEL
(TRANSMISSION AUTOMATIQUE ET TRACTION INTÉGRALE SANS FRAIS)

OBTENEZ LA TRACTION INTÉGRALE ALL4
ET LA TRANSMISSION AUTOMATIQUE
SANS FRAIS POUR UN TEMPS LIMITÉ.

LA MINI COOPER S COUNTRYMAN À TRACTION INTÉGRALE ALL4

À PARTIR DE
0,9 %†
TAUX DE FINANCEMENT

CRÉDIT TRACTION INTÉGRALE ALL4
1250 $*

TRANSMISSION AUTOMATIQUE SANS FRAIS
1300 $**

Oui, une MINI plus grande, c'est paradoxal, mais la MINI Countryman permet de transporter un maximum de fun. Comme cinq amis qui entrent par quatre portes (une première pour une MINI) et tous leurs bagages dans l'immense coffre. On a même ajouté la transmission automatique et la traction intégrale ALL4 sans frais supplémentaires (valeur totale de 2 550$, habituellement en option). **La MINI Cooper S Countryman ALL4 est offerte à prix spécial avec options en prime, mais seulement jusqu'au 1er octobre.**

Pour plus de détails, visitez votre concessionnaire MINI ou consultez MINI.ca.

MINI BROSSARD
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard (Québec)
450-445-MINI (6464)
MINIbrossard.com

MINI LAVAL
2450, boul. Chomedey
Laval (Québec)
514-773-MINI (6464)
MINIlaval.ca

MINI MONT ROYAL
4070, rue Jean-Talon Ouest
Montréal (Québec)
514-289-MINI (6464)
MINImontroyal.ca

ALL4

ÉCONOMIQUE
AUTOROUTE 6,3 l/100 km | VILLE ‡ 8 l/100 km

ENTRETIEN PÉRIODIQUE SANS FRAIS †† 3 ANS/50 000 KM

MINI 10 ANS

*Crédit à la livraison pour traction intégrale ALL4 sans frais de 1250$ disponible pour modèle MINI Cooper S Countryman à traction et est disponible en location, financement ou pour achat comptant. **Crédit à la livraison pour transmission automatique sans frais de 1300$ disponible pour modèle MINI Cooper S ALL4 et est disponible en location, financement ou pour achat comptant. L`offre expire le 1er octobre 2012. L`offre de crédit contre équipement n`a aucune valeur marchande en tout ou en partie en crédit ou en comptant. Le véhicule doit être livré au plus tard le 1er octobre 2012. Cette offre est d'une durée limitée, sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire MINI pour obtenir tous les détails. Le prix de vente d`une MINI Cooper S Countryman ALL4 est de 32 023$ pour un véhicule à transmission manuelle (ajouter $1,300 pour transmission automatique). Ce prix total inclut le PDSF (32 400$), les frais de transport et préparation de (1695$), la taxe sur le climatiseur (100$), les droits sur les pneus (12$) et les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 319$). Crédits d`équipement déjà calculés dans ce prix de vente. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sont en sus. †Les taux de financement sont fournis par Services financiers MINI, sous réserve d'approbation du crédit. Autres taux disponibles sur termes de plus longue durée. Les concessionnaires sont libres de fixer leurs propres prix et exiger des frais d'administration, ce qui modifie le taux de financement. Cette offre est d'une durée limitée, sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. ‡La cote de consommation de carburant s'applique seulement à la MINI Cooper S Countryman 2012 avec transmission manuelle. Les chiffres concernant la consommation de carburant sont à titre indicatif seulement et basés sur les cotes de consommation de carburant de l'échelle EnerGuide 2012. La consommation réelle de carburant peut varier selon les conditions de conduite et l'ajout de certains accessoires au véhicule. ††Les modèles MINI 2012 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 3 ans ou 50 000 km, selon la première éventualité. © MINI Canada, 2012. « MINI », le logo MINI, tous les noms de modèles MINI et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à MINI sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

ACTUALITÉS

Merci l'été !

STÉPHANE LAPORTE
COLLABORATION SPÉCIALE
CHRONIQUE

L'été s'en va aujourd'hui, à 14h49. L'horaire du train des saisons est très précis. Il doit faire ses bagages, en ce moment. Ramasser ses ballons, ses chaises longues, ses chandelles contre les moustiques, sa crème solaire, son bikini et sa brosse à dents. Il met le cap vers l'hémisphère sud, où il est attendu à la fin décembre. Il nous reviendra dans neuf mois, encore un peu poqué par le Carnaval de Rio. Mais on ne s'en plaindra pas trop. On est toujours tellement content de le revoir !

Je ne sais pas s'il a le temps de lire *La Presse* avant de partir, mais je voudrais lui dire merci. Il le mérite. Ce fut, de mémoire de quinquagénaire, le plus bel été des 50 dernières années. Et on en avait besoin.

L'hiver fut ordinaire et le printemps, rock'n'roll. On s'est tapé sur la gueule pas mal fort, en vert et contre rouges. Il y avait entre nous comme un gros froid qui a soudainement fondu, et c'est beaucoup grâce à lui. À son soleil radieux. Le beau temps rend heureux. Cette température d'Éden est-elle due au réchauffement planétaire ? J'espère que non. Si c'est le cas, l'espèce humaine va disparaître avec un beau grand sourire dans sa face brune.

Ce fut, de mémoire de quinquagénaire, le plus bel été des 50 dernières années. Et on en avait besoin. L'hiver fut ordinaire et le printemps, rock'n'roll. On s'est tapé sur la gueule pas mal fort, en vert et contre rouges.

C'est fou l'effet d'une belle journée sur notre humeur personnelle et collective.

À l'été 2011, les multiples chantiers de construction qui ceinturaient la ville de Montréal nous enrageaient. On chialait, on pestait, on était sur le gros nerf. On avait le goût d'enfoncer un cône orange sur la tête de notre pauvre maire. Cet été, il y avait autant de travaux routiers qui perturbaient la circulation, mais on a pris ça *cool*. On baissait la vitre. On se faisait griller le bras en chantant du Mika. Notre maire pouvait continuer à ne rien faire, ça ne nous faisait rien. Notre vie était légère comme une bière.

Le Canada a eu beau avoir des Jeux olympiques anémiques (une seule médaille d'or, en trampoline – rien pour sauter au plafond), cela n'a pas miné notre moral, aussi solide que celui de la Compagnie créole. On a ri en voyant Mr. Bean, on a chanté avec McCartney, on a applaudi Michael Phelps. Et on a dit à Despatie : y'a rien là, pour ta bombe. On t'aime, t'es notre champion quand même. Et on est allés faire un méga-splash dans la piscine à en arroser le quartier. Quand il fait beau, on est béat.

Tellement que même une campagne électorale ne nous a pas découragés. Revoir, soir après soir, la mine patibulaire de nos politiciens ne nous a pas foutu le cafard. Au contraire, cela nous a amusés. On a regardé la série de débats, la télé sur la terrasse, en mangeant notre brochette faite avec l'épée de Démoclès. On avait du fun. Même le bouillant Amir Khadir était relaxe comme un spa et laissait toute la place à sa complice, la dernière des hippies, Françoise David.

L'été 2012 fut un autre été de l'amour.

Il a fait tellement beau que même l'expectative de vivre un hiver sans hockey ne nous a pas empêchés de dormir. Vos arénas sont barrés ? Ben on va aller ailleurs. Y'en a pas, de problème ! Jamais le Québécois n'a été aussi accommodant, aussi roger-bontemps.

Pour nous faire descendre de notre ciel sans nuage, il a fallu un fou, la nuit du 4 septembre. Son plan et son crime nous ont glacé le dos. Et depuis, on grelotte encore un peu, malgré cet été qui s'éternise. Heureusement qu'il est là, sinon on serait gelés.

Des fois, l'été part en août, souvent à la fête du Travail. Cette année, la belle saison est restée jusqu'au bout. Jusqu'à la dernière minute. Merci, l'été, c'est très apprécié.

L'automne arrive aujourd'hui à 14h49.

Selon les météorologues, nous aurons un automne chaud, avec peu de pluie. Mais il faut dire que les mêmes météorologues nous avaient prédit un été pluvieux. Heureusement pour nous, ils se sont trompés. Espérons qu'ils ne se trompent pas tout le temps.

Une chose est sûre, le soleil se couchera tôt et se lèvera tard. Il faudra apprendre à être heureux sans lui durant de grands moments de la journée. Il faudra apprendre à vivre dans la pénombre.

C'est à chacun de nous d'éclairer les autres au lieu de s'éclairer soi-même. Quand on a une lampe de poche dans les mains, si on veut avancer, il faut éclairer le chemin, pas notre visage.

Et c'est pour ça que le soleil nous rend si heureux, parce qu'il luit pour tout le monde. Faisons comme lui.

Sortez vos parapluies colorés.

Joyeux automne, tout le monde !

Montréal, municipalité amie des aînés

KARIM BENESSAIEH

La nouvelle devrait faire plaisir à au moins 250 000 Montréalais : le 1er octobre prochain, leur ville deviendra officiellement « amie » des aînés, en implantant une centaine de mesures destinées à leur faciliter la vie.

C'est en effet ce jour-là que Montréal sera accrédité par le gouvernement du Québec en tant que « municipalité amie des aînés », comme il en existe 322 à l'échelle de la province. Le programme, ambitieux, vise autant le déglaçage plus rapide des trottoirs qu'à tout mettre en œuvre pour que les aînés se sentent en sécurité. On veut augmenter le temps de passage des piétons aux intersections, encourager la rénovation des résidences facilitant la vie aux personnes âgées, installer des ascenseurs dans 12 stations de métro, proposer des exerciseurs dans les parcs et même grossir les caractères sur les panneaux toponymiques.

L'objectif : « Créer une ville où il fait bon vivre, un environnement propice pour un vieillissement actif », explique Jocelyn Ann Campbell, responsable du développement social et communautaire au comité exécutif de la Ville. En 2006, selon le recensement effectué la même année, 15,2 % des 1,6 million de Montréalais étaient âgés 65 ans et plus. En 2025, ce taux devrait être de 20 %.

Cette semaine, la Ville a adopté un budget de 4,9 millions au sein de son programme triennal d'immobilisations pour la réalisation de divers projets liés à sa population âgée. Certains sont concrets, comme la construction d'un pavillon au golf municipal du parc Maisonneuve et un sentier de mise en forme pour aînés au parc des Rapides, situé dans l'arrondissement de LaSalle. Tandis que plusieurs autres sont plutôt de l'ordre de la sensibilisation et de l'information.

Montréal demande en outre l'aide de Québec pour bonifier les programmes de subventions à la rénovation, notamment afin d'encourager la construction de maisons intergénérationnelles.

« C'est un début, pas une fin, précise Mme Campbell. Nous souhaitons développer le "réflexe aînés". Acepter que notre population inclut de plus en plus les aînés, c'est un changement de paradigme. »

La Ville a tenu quatre forums de consultation en février 2012, suivis de deux assemblées publiques en juin. Les préoccupations des aînés ont été résumées en sept engagements, déclinés en une centaine d'actions.

UN GRAND COLLÈGE LAISSE SA MARQUE POUR LA VIE !

PORTES OUVERTES
23 SEPTEMBRE
DE 13 H À 16 H

COLLÈGE FRANÇAIS
Un grand collège...
De grandes réussites !

1340, boulevard Nobert
Longueuil, QC J4K 2P4

450 679-0770 • www.collegefrancais.ca

Nouvelle poursuite contre Shafia

CHRISTIANE DESJARDINS

Décidément, la vente du centre commercial de Mohammad Shafia ne se fait pas sans heurts. Après avoir réglé une poursuite avec un acheteur mécontent, l'été dernier, l'homme condamné en janvier pour le meurtre de quatre femmes de sa famille est poursuivi par un autre acheteur, qui s'estime lui aussi lésé.

Comme le précédent, ce nouvel acheteur soutient que M. Shafia n'a pas voulu respecter le prix qui avait été convenu pour la vente de son centre commercial, situé au 140-156, boulevard des Laurentides, à Laval. M. Shafia tient à obtenir 2 400 000$, alors que l'acheteur, Bao Hua Xiang, soutient qu'ils s'étaient plutôt entendus, après révision du prix, sur une somme de 2 250 000$. L'acheteur, par l'entremise de sa société à numéro 7 190 328 Canada inc., vient de déposer une requête en passation de titre au palais de justice de Montréal. Il veut acheter l'immeuble au prix convenu et réclame 35 000$ en dommages et intérêts.

Mais ce n'est pas tout. Royal LePage Alliance, l'agence immobilière qui s'occupait de la vente du centre commercial, réclame pour sa part 90 000$ à M. Shafia, soit la somme devant lui revenir à la vente de l'immeuble. L'entreprise soutient que Mohammad Shafia n'a pas respecté ses obligations, la privant ainsi de son dû.

« On ne sait pas ce qu'il veut faire. Une journée, il veut vendre, le lendemain, il ne veut pas », a dit Me Alain Mongeau, qui s'occupe des deux recours.

C'est le 20 janvier que Mohammad Shafia a confié à Royal LePage Alliance le mandat de vendre son centre commercial. À ce moment, le procès de M. Shafia, de sa femme Tooba et de leur fils Hamed s'achevait, à Kingston, en Ontario. Moins de deux semaines plus tard, ils étaient tous les trois déclarés coupables et condamnés à la prison à vie, pour le meurtre de trois des filles du couple et de la première épouse de Mohammad Shafia.

Le 26 janvier, avant la fin du procès, Richard Dormoy, a fait une offre de 2 250 000$ pour le centre commercial en question. M. Shafia l'a acceptée, mais a changé d'idée après sa condamnation. Il a alors réclamé 60 000$ de plus et signalé qu'il avait d'autres acheteurs intéressés. Puis, le 21 février, Bao Hua Xiang a offert 2 400 000$, proposition qui a été acceptée conditionnellement à l'annulation de la promesse d'achat du premier acheteur, M. Dormoy. Mais après inspection, le deuxième acheteur a réduit son offre et les parties se seraient entendues pour une somme de 2 250 000$.

Or, M. Shafia, qui est représenté par son fils Ali, refuse maintenant de vendre à ce prix, d'où la nouvelle requête.

Le premier acheteur (Dormoy) avait également poursuivi M. Shafia. L'affaire s'était réglée à l'amiable, au cours de l'été.

5 raisons de vous procurer l'appareil de l'heure chez TELUS.

Profitez du 4G LTE dans plus d'endroits avec le réseau qui ne vous laisse pas tomber.

- Tirez le plein potentiel de votre appareil avec le réseau 4G LTE ultrarapide.

Optez pour la tranquillité d'esprit avec le forfait Double Flex.

- Naviguez et parlez sans tracas avec un forfait qui comprend 1 Go de données, les appels provinciaux flexibles, la messagerie vocale et l'afficheur.

Profitez de notre programme Changez d'appareil.

- Obtenez l'appareil que vous voulez, c'est simple comme 1, 2, 3.

Obtenez plus pour votre ancien appareil.

- Offrez votre appareil à un parent ou à un ami ou et il recevra un crédit de 50 $ à la mise en service*. Ou retournez-le en magasin et obtenez un crédit† applicable à votre nouvel appareil.

Économisez avec la mise en service gratuite.

telusmobilite.com

TELUS 85e

Passez nous voir à une boutique TELUS, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands participants ou appelez au 1-866-264-2966.

FUTURE SHOP BEST BUY Walmart ASTRAL

BOUTIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL

Carrefour Angrignon
Centre Eaton
Centre Rockland
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Place Alexis Nihon
Place Versailles
Place Vertu
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
6146, boul. Henri-Bourassa Est

Normand Nadeau Communications
1678, av. Mont-Royal Est

Normand Nadeau Communications
1531, rue Notre-Dame Ouest

Communications MOBILENET Inc.
5165, ch. Queen-Mary, local GR-2

Globe Mobilité
6652, rue Saint-Hubert

Saint-Laurent
La Zone SCP
785, boul. Décarie

PC Page Communication Inc.
3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

Boisbriand
Faubourg Boisbriand

Blainville
Digital Communication Inc.
9, boul. de la Seigneurie, local 7

Lachute
Carrefour Argenteuil

Laval
Carrefour Laval

Laval Est (aut. 19/aut. 440)

Proxi Télécom Inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest

SRAD Communications Inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Repentigny
Galeries Rive Nord

Rosemère
Place Rosemère

St-Jérôme
Carrefour du Nord

Terrebonne
Galeries Terrebonne

RÉGIONS

Berthierville
Technicomm
760, rue Notre-Dame

Drummondville
Alto Communication
400, boul. Saint-Joseph

Notre-Dame-des-Prairies
Multicom Communication 2000 Inc.
159, boul. Antonio-Barrette

Saint-Jean-sur-Richelieu
Cellulaire Plus
Carrefour Richelieu
600, rue Pierre-Caisse

Saint-Hyacinthe
Cellulaire Plus
3400, boul. Laframboise

Sorel-Tracy
Promenades de Sorel

Victoriaville
La Grande Place des Bois-Francs

RIVE-SUD

Promenades Montarville

Promenades Saint-Bruno

Brossard
Mail Champlain

Quartier DIX30

Candiac
D2 Technologie Inc.
69, ch. Saint-François-Xavier

Sainte-Julie
Alto Communication
1999, rue Nobel, local 15

Salaberry-de-Valleyfield
D2 Technologie Inc.
1, rue Dufferin

* Offre valable jusqu'au 28 octobre 2012 avec toute nouvelle mise en service postpayée. † Pour connaître l'emplacement participant le plus près, visitez telusmobilite.com. Limite d'un retour par client. Les appareils seront évalués à la seule discrétion de eRecyclingCorps. Les crédits en magasin ne sont ni monnayables, ni transférables et ne peuvent être utilisés qu'à l'emplacement TELUS et au moment où l'appareil a été retourné. Les produits achetés avec les crédits en magasin ne peuvent être échangés contre de l'argent comptant. Tous les retours sont définitifs. En effectuant le retour, vous cédez tous vos droits à l'égard de l'appareil à eRecyclingCorps et vous renoncez à toute réclamation contre TELUS et eRecyclingCorps en ce qui concerne l'appareil et le programme de retour. Le programme de eRecyclingCorps est offert au Canada uniquement et peut être annulé en tout temps sans préavis. Les clients des services prépayés qui changent d'appareil ne sont pas admissibles aux crédits de mise en service, le cas échéant, pour les ensembles prépayés. © 2012 TELUS.

ACTUALITÉS

LAC BLOOM

Déversements à répétition

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Après cinq accidents écologiques en 18 mois et le déversement dans la nature de millions de litres de contaminant dans une quinzaine de plans d'eau, la société qui exploite la gigantesque mine de fer du lac Bloom pourrait bien se faire taper sur les doigts par le ministère de l'Environnement.

Les fonctionnaires soupçonnent un comportement négligent du propriétaire et promettent de « serrer la vis ».

Le déversement qui a fait déborder le vase est survenu mercredi dernier. Une quantité inconnue d'eau chargée de matières en suspension a dérivé du site d'exploitation pour se jeter dans deux lacs avoisinants.

« On n'exclut aucun recours pour ce cas, a fait valoir Frédéric Fournier, porte-parole régional du ministre de l'Environnement. Ça commence à être sérieux. On va sévir. »

Annie Desrosiers, porte-parole de la propriétaire de la mine, Cliff Natural Ressources, a plaidé que des pluies exceptionnelles étaient tombées sur la Côte-Nord durant l'été, ce qui expliquait l'incident. « C'est ce qui explique celui de cette semaine », a-t-elle fait valoir.

PHOTO FOURNIE PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Mercredi dernier, une quantité inconnue d'eau chargée de matières en suspension a dérivé du site d'exploitation de la mine de fer du lac Bloom pour se jeter dans deux lacs avoisinants.

Récidiviste

La mine du lac Bloom n'en est pas à son premier déversement.

Le projet minier situé dans les limites de Fermont, sur la Côte-Nord, multiplie les accidents environnementaux depuis avril 2011. Ses activités ont commencé à l'été 2010, après un départ particulièrement rapide.

Quatre des cinq « urgences environnementales » ont été classées au niveau 2 sur une échelle de trois degrés. Les situations de ce niveau sont relativement rares au service Urgence-Environnement.

En mai 2011, l'équivalent de 20 bassins olympiques d'eau de drainage non traitée s'est échappé des installations de l'entreprise après le bris d'une digue. Quinze lacs en aval ont été touchés par la fuite.

Deux jours auparavant, 10 000 litres de sulfate ferrique avaient été lâchés dans la nature. Cette fois, le Ministère a découvert qu'un réservoir ne respectait pas les normes réglementaires.

En avril 2011, une « erreur de conception du système de traitement des eaux usées de la mine » a causé le déversement de deux millions de litres d'eau de procédé contenant des résidus miniers.

« Ce sont tous des cas différents. Pour diverses raisons, il n'y a pas eu moyen de les poursuivre », a expliqué M. Fournier.

Chez Cliff Natural Ressources, on a fait valoir que tous ces cas faisaient encore l'objet d'analyses et qu'il n'était donc pas possible de les commmenter.

Conception rapide

Hubert Vallée, l'employé responsable de la conception de la mine, assure avoir respecté les normes imposées par les gouvernements.

« On a construit ça vite et ça a dérangé du monde parce qu'on n'a pas utilisé les méthodes standards que les autres avaient, a-t-il admis à *La Presse*. Mais on a tout fait selon les règles de l'art », a-t-il ajouté. Depuis la construction, M. Vallée n'est plus chez Cliff Natural Ressources.

Du côté des groupes environnementaux, on affirme que l'entreprise n'a pas une excellente réputation dans le monde minier, notamment pour ses projets en Ontario. « Ils n'ont pas du tout une bonne feuille de route jusqu'à présent », a affirmé Ugo Lapointe, de la Coalition pour que le Québec ait meilleure mine.

Selon lui, le ministère de l'Environnement manque cruellement de ressources en matière d'enquêtes et de poursuites devant les tribunaux pour faire appliquer la loi.

Stationnement dans le Mile End

La fin de la gratuité pour Ubisoft

PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

Ubisoft compte dans le Mile End le plus important studio de jeux vidéo du monde.

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Les employés d'Ubisoft n'auront bientôt plus de places gratuites de stationnement sur les rues voisines du studio de jeux vidéo. L'arrondissement du Plateau-Mont-Royal transformera le mois prochain ces 300 places gratuites en places payantes, au grand dam des employés d'Ubisoft qui « envahissent » le Mile End pour venir travailler, selon le maire de l'arrondissement Luc Ferrandez.

S'il ne changera pas sa décision malgré la déception d'Ubisoft, le maire Ferrandez fait toutefois un mea-culpa linguistique: il n'a pas « bien choisi » ses mots quand il a dit lors d'une réunion du conseil il y a une semaine que les employés d'Ubisoft « envahissaient » le Mile End pour venir travailler.

« J'adore Ubisoft, ils ont redynamisé la rue Saint-Viateur. Je me suis battu pour qu'ils restent dans l'arrondissement alors qu'Ahuntsic voulait les attirer, dit Luc Ferrandez. Mais le matin, quelques centaines d'employés arrivent en voiture. Pour les résidants qui n'ont pas de place de stationnement, c'est un désagrément. Que les gens d'Ubisoft envahissent le Mile End, bienvenue, on veut vous voir. Mais il faut qu'ils payent. »

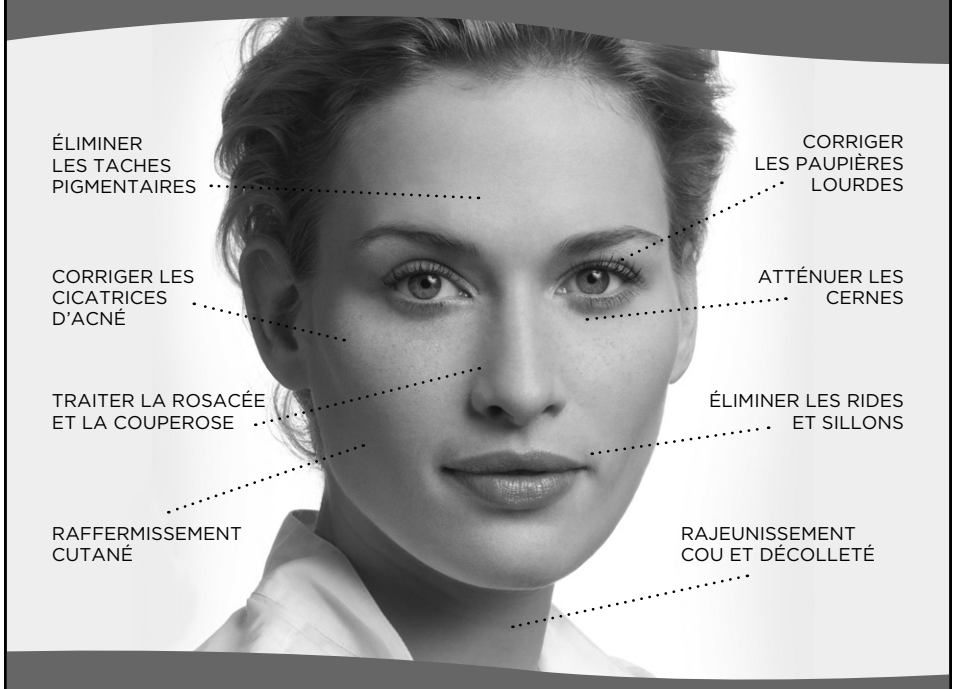
Pas négociable

Ubisoft, qui compte dans le Mile End le plus important studio de jeux vidéo du monde avec 2000 employés, se dit « surpris » d'être « perçu comme un envahisseur », selon son porte-parole Luc Duchaine. Ubisoft aimerait « dialoguer » avec le maire Ferrandez, notamment pour lui suggérer de permettre à ses employés d'acheter une vignette de stationnement au même titre que les résidants du quartier.

Le maire Ferrandez est ferme: les 300 places gratuites près du studio d'Ubisoft (rue Saint-Dominique, avenues Casgrain et de Gaspé) deviendront le mois prochain des places payantes Parc-O-Jour (maximum de 10 $ par jour, accessibles aux détenteurs de vignette, gratuites les soirs et les fins de semaine).

« C'est aussi sûr que Noël va arriver le 25 décembre », dit Luc Ferrandez, qui a fait les mêmes changements près de l'hôpital Notre-Dame et de l'Hôtel-Dieu.

POUR UNE APPROCHE NATURELLE,
À LA FOIS CORRECTIVE ET PRÉVENTIVE...



CET AUTOMNE, FAITES PEAU NEUVE CHEZ MÉDIME!
PLUS DE 20 TECHNOLOGIES LASER POUR LE VISAGE ET POUR LE CORPS OFFERTES PAR UNE ÉQUIPE D'EXPÉRIENCE SOUS SUPERVISION MÉDICALE.

MédIME
Institut de médecine esthétique

Dr JEAN-FRANÇOIS TREMBLAY, MD, CM, FRCPC, dermatologue
directeur médical Clinique Médime, Montréal

Évaluation sans frais sur rendez-vous.
514 739-7444

LE SANCTUAIRE DU MONT-ROYAL • 6100, du Boisé, bureau 114, Montréal H3S 2W1
514 739-7444 • www.medime.com

La réussite au féminin

Portes ouvertes:
30 septembre de 10 h à 17 h

Examens d'admission:
13 et 14 octobre

- École secondaire francophone privée pour jeunes filles
- Service de résidence scolaire
- Encadrement humain et rigoureux
- Programme d'Éducation internationale
- Profil Musique-étude
- 25 équipes sportives féminines performantes *(incluant le cheerleading)*
- Cours d'anglais langue maternelle disponible

Édouard-Montpetit

SAINT NOM DE MARIE

psnm.qc.ca

NOTRE VIDÉO > VENDANGES

Sur www.lapresse.ca/videos

C'est le temps des vendanges au Mas des Patriotes, à Saint-Jean-sur-Richelieu. Le jeune vignoble ouvre ses portes au public depuis la fin de semaine dernière. C'est la concrétisation d'un rêve pour les propriétaires, France Cliche et Claude Rivard. Après avoir planté leurs vignes en 2006, ils peuvent maintenant déguster et faire déguster leur toute première cuvée. Un reportage vidéo de Jean-Thomas Léveillé.

PHOTO FRÉDÉRIC GUIRO, LA PRESSE

OFFRES PROLONGÉES JUSQU'AU 1er OCTOBRE

Numériser et trouver le concessionnaire le plus près de chez vous.

L'ÉVÉNEMENT
MÉGA-SOLDE ANNUEL MAZDA

0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 84 MOIS†

+ JUSQU'À 2000 $ DE RABAIS CONCESSIONNAIRE‡

MEILLEURE CONDUITE ☑ MÉGA OFFRES ☑ MÉGA SÉLECTION ☑ MEILLEUR TEMPS POUR ACHETER ☑

MAZDA2 GX 2012

Achetez à partir de 15 590 $ 12 995 $▲ OU 84 $▼ par 2 semaines pour 84 mois

Taux de financement effectif de 4,75 % à l'achat.

MAZDA3 GX 2012

Louez à partir de 169 $ /mois* 995 $ comptant Location 48 mois OU Achetez à partir de 97 $▼ à 0 % par 2 semaines pour 84 mois

Prix tout inclus à partir de 17 590 $. Taxes en sus.

MAZDA3 SKYACTIV 2012

NOUVELLE OFFRE

0 % de financement à l'achat jusqu'à 84 mois† + 4 PNEUS D'HIVER Gratuits¥ à l'achat ou à la location

Parcourez jusqu'à 1 000 km avec un seul plein¤

MAZDA5 2012

Modèle GT illustré

0 % de financement à l'achat jusqu'à 84 mois† +500 $ de rabais concessionnaire‡

MAZDA6 2012

Modèle GT illustré

0 % de financement à l'achat jusqu'à 84 mois† +1500 $ de rabais concessionnaire‡

MAZDA CX-9 2012

Modèle GT illustré

0 % de financement à l'achat jusqu'à 84 mois† +2000 $ de rabais concessionnaire‡

VOUS POURRIEZ ÊTRE ADMISSIBLE À UNE REMISE ADDITIONNELLE° DANS LE CADRE DU PROGRAMME FAITES DE L'AIR!

RENDEZ-VOUS CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE MAZDA OU CONSULTEZ LE MAZDA.CA POUR TOUS LES DÉTAILS.

ET VOUS, À QUOI CARBUREZ-VOUS? VROUM-VROUM

mazda

*Offre disponible pour la location au détail d'une Mazda3 GX 2012 (DA4552AA00) de base neuve en stock. Avec des mensualités de 169 $ pour 48 mois à un taux d'intérêt de 0 %. Obligation totale du contrat de location s'élève à 9 130 $, ce qui comprend un acompte de 995 $. Les versements de location incluent les frais de transport et de préparation de 1 695 $. Limite de 20 000 km par an. Frais de 8 ¢ le km excédentaire. Offre de location réservée aux clients au détail. Il se peut que tous les modèles ne soient pas offerts en location. Les offres de location peuvent varier selon la région et le modèle. †Le taux annuel de financement à l'achat de 0 % est offert sur les modèles Mazda 2012 neufs en stock sélectionnés par les concessionnaires participants. Le financement maximal à l'achat ne peut excéder 84 mois et est établi au prix négocié avant les taxes. Un rabais de 5 000 $ s'applique aux modèles Mazda2 2012, Mazda3 GT 2012, Mazda3 SKYACTIV 2012, Mazda MX-5 2012 et Mazda CX-7 2012. Un rabais de 2 500 $ s'applique aux modèles Mazda3 GX 2012, Mazda3 Sport GS-SKY 2012, Mazda5 2012, Mazda6 2012, Mazda CX-9 2012 et Mazda CX-7 2012. Un rabais de 1 500 $ s'applique aux modèles Mazda3 GS-SKY 2012, Mazda3 Sport GS-SKY, MazdaSpeed3 2012, Mazda6 2012, Mazda CX-9 2012 et Mazda CX-7 2012. Un rabais de 2 000 $ s'applique aux modèles Mazda3 GX 2012 (DA4552AA00), Mazda3 GX (DA4552AA00) avec un prix de vente de 2 295 $ (0,5 ¢ le km excédentaire. Obligation totale de 15 090 $), Mazda3 GS-SKY 2012 (DA4562AA00) (du 19 septembre au 1er octobre 2012. Offre d'une valeur de 440 $ sur une conduite sur route seulement. †L'offre de 4 pneus d'hiver gratuits est applicable à l'achat ou à la location d'une Mazda3 GS-SKY 2012 (DA4562AA00) (du 19 septembre au 1er octobre 2012. Offre d'une valeur de 440 $ sur une conduite sur route seulement. ‡Les frais d'inscription au RDPRM, l'immatriculation, les assurances, les taxes, l'acompte et les autres frais du concessionnaire sont en sus et peuvent être exigés au moment de l'achat. Ces offres excluent les taxes. Les frais d'inscription au RDPRM, l'immatriculation, les assurances, les taxes, l'acompte et les autres frais du concessionnaire sont en sus et peuvent être exigés au moment de l'achat. Ces offres sont valides du 1er septembre au 1er octobre 2012, ou jusqu'à épuisement des stocks. Les prix peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Visitez le mazda.ca ou passez chez votre concessionnaire pour connaître tous les détails. ¤Pour une valeur de 0 $ à 9 130 $, ce qui comprend un acompte de 995 $. Les versements de location incluent les frais de transport et de préparation de 1 695 $. Limite de 20 000 km par an. Frais de 8 ¢ le km excédentaire. Offre de location réservée aux clients au détail. Il se peut que tous les modèles ne soient pas offerts en location. Les offres de location peuvent varier selon la région et le modèle. †Le taux annuel de financement à l'achat de 0 % est offert sur les modèles Mazda 2012 neufs en stock sélectionnés par les concessionnaires participants. Le financement maximal à l'achat ne peut excéder 84 mois et est établi au prix négocié avant les taxes. Un rabais de 5 000 $ s'applique aux modèles Mazda2 2012, Mazda3 GT 2012, Mazda3 SKYACTIV 2012, Mazda MX-5 2012 et Mazda CX-7 2012. Un rabais de 2 500 $ s'applique aux modèles Mazda3 GX 2012, Mazda3 Sport GS-SKY, MazdaSpeed3 2012, Mazda5 2012, Mazda6 2012, Mazda CX-9 2012 et Mazda CX-7 2012. Un rabais de 1 500 $ s'applique aux modèles Mazda3 GX 2012 (DA4552AA00), Mazda3 GX (DA4552AA00) avec un prix de vente de 2 295 $ (0,5 ¢ le km excédentaire. Obligation totale de 15 090 $),

Ouvrez la porte à un nouvel emploi dans votre domaine.

Les bons emplois dans votre domaine sont plus nombreux que vous le pensez : tous les jours, Workopolis affiche de nouvelles offres dans plusieurs domaines. Inscrivez-vous à nos alertes-emploi personnalisées et nous vous enverrons des offres pertinentes par courriel. Commencez votre recherche et ouvrez la porte dès aujourd'hui.

workopolis.com/ouvrez

WORKOPOLIS

TWITTER

Les faux comptes pullulent

EWAN SAUVES

Jacques Duchesneau et Philippe Couillard ont la cote sur Twitter. Pourtant, ni l'un ni l'autre n'utilise cette plateforme. Alors que plusieurs politiciens hésitent toujours à faire le grand saut sur le 2.0, les faux comptes Twitter se multiplient à une allure hallucinante sur la Toile.

Au lendemain de son élection en tant que député de l'Assemblée nationale, le caquiste Jacques Duchesneau a « tweeté » : « Whoah. Whoah. Un (sic) minute. I have to answer to François Legault? Who made him the boss of me? » (« Je dois répondre à François Legault? Qui a fait de lui mon patron? »)

« Khadir est presque en train de me voler la vedette… moi aussi j'ai des enfants qui peuvent faire des mauvais coups », avait pour sa part affirmé François Legault, à la suite de l'arrestation de la fille du député de Québec solidaire dans une histoire reliée à la grève étudiante, en juin dernier.

Sur la twittosphère québécoise, il n'y a ni gêne ni limite. Des commentaires déplacés comme ceux-là, de vos politiciens préférés, il en existe des centaines d'autres. Le seul hic? Ils n'en sont pas les auteurs. Ces messages proviennent en réalité d'un citoyen malicieux qui, derrière son clavier, incarne sa personnalité publique favorite.

De Lucien Bouchard à Justin Trudeau en passant par Philippe Couillard et Michelle Courchesne, pour n'en citer que quelques-uns, Twitter regorge de faux comptes.

Marc (nom fictif) est passionné de politique et de technologie. Le 11 septembre dernier, l'étudiant âgé dans la vingtaine a constaté, à sa grande surprise, que l'ex-ministre de la Santé Philippe Couillard n'était pas sur Twitter. En quelques clics, il a remédié à la situation et créé le compte @DrPCouillard.

PHOTO PHIL MCCARTEN, ARCHIVES REUTERS

De faux comptes Twitter ont été créés à l'insu de plusieurs politiciens.

« J'étais curieux de voir le traitement que recevrait un compte qui s'afficherait au nom de M. Couillard. Je voulais voir la réaction de la twittosphère en général », a expliqué le jeune homme à *La Presse*.

Un jour après l'ouverture du compte, plus de 500 internautes s'étaient abonnés aux commentaires de l'ancien ministre libéral. Un journaliste de CBC en a d'ailleurs fait la promotion, ajoute Marc.

La Presse a tenté de joindre les principaux intéressés. Aucun n'a jugé nécessaire de commenter le sujet. Jean-François Del Torchio, porte-parole de la Coalition avenir Québec, a indiqué que son chef accorde peu d'importance à son sosie sur Twitter. « C'est déplorable, mais je ne suis pas sûr qu'il (François Legault) va commenter. On ne peut pas faire grand-chose… »

Un simple passe-temps

L'objectif de ces impostures est très simple : on veut embarrasser ses adversaires, affirme Bernard Motulsky, titulaire de la Chaire de relations publiques et communications marketing de l'UQAM. Ce phénomène virtuel, particulièrement présent en politique, fait « partie du jeu ».

« C'est assez insignifiant. Il y a un aspect un peu adolescent là-dedans, dit M. Motulsky. Ça permet de préserver son anonymat et de dire n'importe quelle bêtise. Revêtir un autre costume n'est pas une tactique qui a beaucoup d'avenir. »

Le Français qui a créé le compte parodique de Valérie Trierweiler, la compagne du président François Hollande, partage cet avis. En remplaçant un « l » par un « i » majuscule dans le nom d'utilisateur, il a floué plus d'un internaute cet été. L'homme dans la quarantaine admet sans réserve qu'il s'agit d'un simple passe-temps. « Je suis *addict* à Twitter, j'aime m'amuser à piéger des pros. Je précise toujours à la fin qu'il s'agit d'un faux compte. Généralement, on me dit : "Bien joué!" »

Même s'il s'agit avant tout d'une blague, Marc, alias @DrPCouillard, espère avoir laissé sa marque sur le web. « Il n'était pas question de faire campagne pour ou contre M. Couillard, mais un des objectifs de ce compte a été atteint, c'est-à-dire de voir la réaction de journalistes, qui l'ont partagé sans vérifications préalables. »

D'AUTRES FAUX COMPTES SUR LA TWITTOSPHÈRE

Michelle Courchesne
(@MichCourchesne)
« À ceux qui demandent ma démission : je vous invite à suggérer des remplacements. (Anarchopanda ne sera pas considéré). » – écrit le 19 juin

Stephen Harper
(@harperstephen)
« Like Mitt Romney, I'm just misunderstood. Or an asshole. » *(« Comme Mitt Romney, je suis juste mal compris. Ou juste un connard. »)* – écrit le 21 juillet

Justin Trudeau
(@JustinPTrudeau)
« I want to bring back the dark ages, fuck the liberals and capitalism. This ain't no socialist state. » *(« Je veux ramener l'âge des ténèbres, à bas les libéraux et le capitalisme. Ceci n'est pas un État socialiste. »)* – écrit le 15 septembre

Lucien Bouchard
(@Lucien_Bouchard)
« Il est vrai, carrés rouges, que vous avez apporté une contribution enthousiaste aux industries de la sécurité et de la réparation de vitres. » – écrit le 18 septembre

— Ewan Sauves

ACTUALITÉS

Fini les journaux gratuits sur le web ?

Depuis mardi, les lecteurs du *Journal de Montréal* et du *Journal de Québec* doivent payer pour avoir accès aux textes des chroniqueurs sur le web. Québecor Media emboîte ainsi le pas à Postmedia, qui a instauré un système d'abonnement payant pour quatre quotidiens, dont l'*Ottawa Citizen* et le *National Post*. Le *Globe and Mail* devrait suivre sous peu. Est-ce vraiment le début de la fin de la gratuité des journaux en ligne ?

NATHALIE COLLARD
MÉDIAS

D'ici à quelques années, si la tendance se maintient, il sera impossible d'accéder au contenu des journaux en ligne sans débourser quelques dollars.

C'est le succès du *New York Times* qui semble avoir eu un effet d'entraînement : le quotidien a vu ses revenus augmenter depuis qu'il demande à ses lecteurs de payer de 10 à 35 $ par mois pour lire plus de 10 articles sur son site web.

Le *Financial Times* de Londres remporte lui aussi un vif succès, tout comme le *Wall Street Journal*, qui a été le premier à imposer un abonnement payant, en 1997. Aux États-Unis, selon le Poynter Institute, on évalue à environ 16 % la proportion des journaux quotidiens qui ont instauré l'abonnement payant sur le web.

Et l'achat récent de 63 journaux par le milliardaire Warren Buffet indique, selon les spécialistes, que la tendance pourrait bien s'accentuer. Après tout, l'homme d'affaires est reconnu pour investir dans des aventures rentables.

« Chacun attendait que l'autre plonge avant d'y aller, observe Pierre C. Bélanger, professeur au département de communications de l'Université d'Ottawa. Or, l'expérience du *New York Times* aura été extrêmement concluante, à un point tel qu'elle a ouvert la porte aux autres. »

« Cela dit, poursuit M. Bélanger, il faut certaines conditions pour qu'un système payant fonctionne. Le *Financial Times* et le *Wall Street Journal* offrent un contenu spécialisé et international. Les gens ne paieront pas pour accéder à des nouvelles générales, à ce que j'appelle « l'abondance de la redondance ». C'est ce qui joue contre les médias généralistes. Leur approche basée sur le scoop et la nouvelle de la journée est fragilisée, voire caduque. Aujourd'hui, ils n'ont pas le choix d'imaginer autre chose. »

Yves Rabeau, professeur au département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale à l'UQAM, partage ce point de vue.

« Il faut certaines conditions pour qu'un système payant fonctionne. Le *Financial Times* et le *Wall Street Journal* offrent un contenu spécialisé et international. Les gens ne paieront pas pour accéder à des nouvelles générales, à ce que j'appelle "l'abondance de la redondance". C'est ce qui joue contre les médias généralistes. »
— Pierre C. Bélanger, du département de communications de l'Université d'Ottawa

« Il faut un contenu fouillé et exclusif pour que les gens soient prêts à payer, souligne-t-il. Cela m'étonnerait que ce soit un succès pour le *Journal de Montréal*. Les journaux pour lesquels ça fonctionne, comme le *Wall Street Journal*, offrent des services exclusifs, des publicités haut de gamme ainsi que des annonces de recrutement de cadres supérieurs, sans compter que le coût de l'abonnement est déductible des revenus aux fins de l'impôt. »

La gratuité, un non-sens

Pierre C. Bélanger estime que la gratuité des journaux en ligne est devenue un non-sens. « Les sites web des journaux n'ont plus rien à voir avec le journal qui atterrit sur notre balcon le matin, affirme-t-il. Ce sont de véritables salles de nouvelles en continu, des carrefours d'information qui offrent aussi bien des textes que des vidéos, des baladodiffusions, des galeries photo, etc. Sans compter l'engagement de la rédaction avec les lecteurs dans les réseaux sociaux. Bref, on en donne beaucoup, et c'est normal de payer pour y avoir accès. »

Les internautes, pour qui la gratuité est devenue un acquis, vont-ils accepter la nouvelle donne ? « Prenons l'exemple de la musique, suggère Pierre C. Bélanger. Avant, avec Napster et LimeWire, la gratuité était quasiment considérée comme un droit à la naissance. Aujourd'hui, le succès d'iTunes et d'Archambault montre que la tendance est réversible. Les gens se sont habitués à payer. Penser qu'on peut avoir accès à des contenus professionnels gratuitement sur le web, c'est de la fiction. »

De là à dire que l'abonnement payant sur le web est la planche de salut des journaux, il y a un pas que personne ne veut franchir. Les journaux doivent envisager d'autres voies afin de rentabiliser leurs opérations. Dans son blogue *Newsonomics*, l'analyste Ken Doctor énumère plusieurs façons dont un journal peut générer de nouveaux revenus : publication de livres électroniques à partir des archives du journal, événements en direct (conférences, entrevues, etc.), partenariat avec des fabricants pour vendre des objets ou des produits…

« L'archivage, et donc l'accès payant aux numéros passés, est une valeur ajoutée pour laquelle les gens seraient prêts à payer, ajoute Yves Rabeau, de l'UQAM. Aux États-Unis, on voit aussi des blogueurs devenir de véritables petits entrepreneurs et faire payer les internautes qui veulent accéder à leur blogue. Dans la mesure où il y a suffisamment de lecteurs, l'abonnement n'a pas besoin d'être très cher. On revient toutefois à la notion de qualité. Il faut que le blogueur en question offre quelque chose de vraiment unique pour que les gens soient prêts à payer pour le lire. Rareté et qualité, c'est ce qui fera la différence. »

› THE GLOBE AND MAIL
On s'attend à ce que le *Globe and Mail* instaure bientôt son système d'abonnement payant.

› LE JOURNAL DE MONTRÉAL
Sur le site du *Journal de Montréal*, on doit désormais payer pour lire les chroniqueurs.

› NATIONAL POST
Postmedia a mis sur pied un système d'abonnement pour ses quatre quotidiens, dont le *National Post*.

› THE NEW YORK TIMES
L'expérience du *New York Times*, très concluante, a eu un effet d'entraînement.

L'attente… à Munich et à Manille

Des centaines de personnes ont fait la queue hier devant le magasin Apple de Munich pour être parmi les premiers à se procurer un iPhone 5. Le même scénario s'est répété dans plusieurs grandes villes – incluant Montréal – où était lancé hier le plus récent modèle du téléphone intelligent d'Apple. Pendant ce temps, à Manille, capitale des Philippines sur laquelle se sont abattues des pluies torrentielles au cours des derniers jours, la situation était tout autre. Hier, des jeunes faisaient la queue dans l'espoir d'obtenir un des repas gratuits distribués par un organisme religieux. Les longues queues pour obtenir un iPhone ont par ailleurs fait réagir la Croix-Rouge française. « Vous campez quatre jours pour un nouveau téléphone? Nous avons toujours besoin de gens avec du temps libre! :) », a-t-on pu lire hier sur le fil Twitter de l'organisation. – Alexandre Sirois

PHOTO CHRISTOF STACHE, AFP

PHOTO ERIK DE CASTRO, REUTERS

CHEVROLET

LA GRANDE VENTE DES MODÈLES 2012

3 FAÇONS D'ÉCONOMISER

ACHETEZ À PRIX AVANTAGEUX

OU

LOUEZ À 0 % JUSQU'À 48 MOIS[2]
UN MODÈLE LT OU LTZ SÉLECTIONNÉ

OU

FINANCEZ À 0 % JUSQU'À 84 MOIS[3]
MODÈLES SÉLECTIONNÉS

CRUZE LS 2012

PRIX À L'ACHAT
14 999 $[1]

FINANCEMENT À L'ACHAT 84 MOIS
90 $[4] /2 SEMAINES
Comprend le transport.

Modèle LTZ illustré

SONIC LS 2012 BERLINE

Modèles 5 portes LTZ illustré

PRIX À L'ACHAT
13 999 $[1]
Comprend le transport.

FINANCEMENT À L'ACHAT 84 MOIS
85 $[4] /2 SEMAINES

ORLANDO LS 2012

Modèle LTZ illustré

PRIX À L'ACHAT
18 999 $[1]
Comprend le transport.

FINANCEZ UN MODÈLE LT OU LTZ À 0 % JUSQU'À 84 MOIS[3]

EQUINOX LS 2012

Modèle LTZ illustré

PRIX À L'ACHAT
25 699 $[1]
Comprend le transport et la taxe de climatisation.

FINANCEZ UN MODÈLE LT OU LTZ À 0 % JUSQU'À 84 MOIS[3]

SILVERADO 1500 LT 2012

Modèle LTZ illustré

FINANCEZ À 0 % JUSQU'À 72 MOIS[3]

+ DES RABAIS DURS À BATTRE[5]

REMISE ADDITIONNELLE
allant jusqu'à 1 500 $ disponible avec le programme*

FAITES DE L'AIR!

GM Canada
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
5 ANS
160 000 KM*
• GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTOPROPULSEUR
• ASSISTANCE ROUTIÈRE
• TRANSPORT DE COURTOISIE
* SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ. CAMIONS POIDS MOYEN EXCLUS. DÉTAILS SUR LA GARANTIE LIMITÉE CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

CHEVROLET, ET FIER DE L'ÊTRE.
offreschevrolet.ca

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2012 neufs suivants : Sonic (1JU69/1SA), Cruze (1PJ69/1SA), Equinox (1LF26/1SA), Orlando (1PJ75/1SA) et Silverado à cabine allongée et à cabine multiplace. Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport (1 495 $) et taxe de climatisation (100 $, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. 1. Prix à l'achat de 13 999 $ pour Sonic, de 14 999 $ pour Cruze, de 18 999 $ pour Orlando et de 25 699 $ pour Equinox. Comprend un rabais à la livraison de 1 500 $ offert sur les modèles LS seulement, le transport (1 495 $) et la taxe de climatisation (100 $, le cas échéant). Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. 2. Offres en vigueur au Canada jusqu'au 30 septembre 2012. Taux à la location de 0 % offert jusqu'à 48 mois sur un véhicule Chevrolet Sonic ou Cruze 2012 (à l'exception des modèles LS) neuf ou de démonstration. Sur approbation de crédit de la Financière GM. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers admissibles du Canada. Limite annuelle de 24 000 km ; 0,16 $ par kilomètre excédentaire. Un versement initial, un échange et/ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Les versements mensuels peuvent varier selon la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Certaines conditions s'appliquent. 3. Offres en vigueur au Canada jusqu'au 30 septembre 2012 ; Les institutions financières participantes peuvent changer. Taux de financement de 0 % offert sur approbation de crédit des Services de financement auto TD, de la Banque ScotiaMD ou d'Ally Credit pendant 84 mois sur un véhicule 2012 neuf ou de démonstration Chevrolet Orlando (à l'exception des modèles LS et 1LT), Equinox (à l'exception du modèle LS), Cruze (à l'exception des modèles LS 1SA) et Sonic (à l'exception des modèles LS) ; et pendant 72 mois sur un Silverado poids léger 2012. Les taux des autres institutions financières varient. Un versement initial, un échange ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Les mensualités et le coût d'emprunt varient selon la somme empruntée et la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Exemple : basé sur un financement de 15 499 $ à un taux annuel de 0 %, le versement mensuel s'élève à 184,51 $ pour 84 mois. Le coût d'emprunt est de 0 $, et l'obligation totale est de 15 499 $. L'offre ne comporte aucun paiement d'intérêts. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers admissibles. Certaines conditions s'appliquent. 4. Prix à l'achat de 13 999 $ pour Sonic et de 14 999 $ pour Cruze. Total de 182 paiements effectués aux deux semaines, basés sur un financement à l'achat de 84 mois, à un taux effectif de 2,93 % pour Sonic et de 2,74 % pour Cruze. Sur approbation de crédit des Services de financement auto TD, de la Banque ScotiaMD ou d'Ally Credit. Exemple : basé sur un financement de 13 999 $ à un taux annuel de 2,93 %, le paiement mensuel est de 90 $ pour 84 mois aux deux semaines. Le coût d'emprunt est de 0 $, et l'obligation totale est de 15 499 $. 5. Plus de détails chez votre concessionnaire. * La remise de 600 $ à 1 500 $ est applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule de l'année-modèle 2008 à 2013 en échange d'un véhicule de l'année-modèle 1998 ou antérieurs. Une initiative de l'AQLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'Intermédiaire du Fond vert. Pour plus d'information, visitez le site www.faitesdelair.org. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau - Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis.. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.**

MONDE

FEMEN PREND RACINE EN FRANCE

Sextrémisme à Paris

Les militantes de Femen, qui ont recours à la nudité pour faire entendre leurs revendications féministes, viennent de s'installer à Paris afin d'initier de nouvelles militantes à leur mode d'action radical. Notre correspondant fait le point sur leur mouvement.

MARC THIBODEAU

PARIS — Loubna Méliane manifeste depuis deux décennies pour dénoncer le racisme et faire avancer les droits des femmes. Mais rien ne l'avait préparée à la sortie remarquée qu'elle a faite à la place du Trocadéro, devant la tour Eiffel, en mars dernier.

Avec d'autres membres de l'organisation Femen, la Française de 34 ans s'est dénudée devant l'objectif des médias. Les images du groupe de femmes seins nus, le corps recouvert de messages fustigeant la charia et l'intégrisme, a rapidement fait le tour de la planète.

« Au début, ça n'a pas été facile parce qu'on a tous un rapport au corps un peu particulier. Mais j'étais persuadée que c'était la chose à faire », relate M^me^ Méliane, qui s'est sentie galvanisée par la sortie.

Elle a récidivé cet été à Londres pour fustiger la décision du comité olympique de permettre à une athlète saoudienne de concourir la tête voilée. La réponse des autorités locales a été beaucoup plus violente qu'à Paris, où tout s'était déroulé sans heurt.

« Je ne m'attendais pas à me faire assaillir par les policiers. Ils nous ont traitées comme de vraies criminelles. J'ai passé 12 heures en garde à vue et j'ai été photographié sous tous les angles. Ils ont même fait un prélèvement d'ADN. Imaginez la honte », relate-t-elle.

C'est en quelque sorte pour préparer des militantes à ce type d'action et à ses conséquences possibles que Femen, mouvement créé en Ukraine il y a quatre ans, vient d'inaugurer à Paris un centre d'entraînement dans les locaux d'un centre culturel du 18^e^ arrondissement.

Leur corps : une arme

Bien que le projet en soit à ses débuts, les activistes entendent y tenir des débats et des cours, qui porteront notamment sur les techniques à suivre pour manifester pacifiquement face à des autorités répressives.

Les membres de Femen affirment qu'elles utilisent leur corps « comme une arme, comme une affiche » pour se faire entendre. Elles parlent d'une forme de « sextrémisme » et de « terrorisme pacifique » susceptible de dynamiser le mouvement féministe.

M^me^ Méliane ne croit pas que l'aspect spectaculaire de la nudité risque de noyer le message sous-jacent. « Il s'agit d'une façon pour les femmes de se réapproprier ce corps que l'on a voulu trop longtemps cacher ou surexposer. C'est une vraie arme de destruction massive », assure la militante, qui y voit aussi une manière efficace d'attirer l'attention pour engager le dialogue.

Inna Tchevchenko, un membre du noyau dur de Femen qui était présente la semaine dernière pour inaugurer le centre d'entraînement, affirme que le but de l'organisation est de former des « soldats » susceptibles de mener des actions-chocs un peu partout.

Cette jeune Ukrainienne de 21 ans a dû fuir son pays en août et se réfugier à Paris après avoir coupé avec une tronçonneuse une énorme croix en bois érigée au cœur de Kiev. L'intervention se voulait un acte d'appui aux membres du groupe russe Pussy Riot qui ont été condamnés à deux ans de prison pour avoir manifesté dans une église orthodoxe contre le régime de Vladimir Poutine.

Enlevée et torturée

La militante ukrainienne a également connu des ennuis considérables en Biélorussie, où elle s'était rendue pour dénoncer le régime autoritaire d'Alexandre Lukachenko. Avec deux autres femmes, elle a été enlevée à Minsk par des hommes en civil, torturé et abandonnée nue dans un petit village située non loin de l'Ukraine, d'où elle a pu demander de l'aide.

L'action semble aller a priori au-delà des revendications féministes avancées par Femen mais M^me^ Méliane affirme qu'il n'y a pas de contradiction. « Le féminisme ne se réduit pas aux rapports hommes-femmes. C'est toute la question du modèle de société qui est posée », souligne-t-elle.

Les discussions en cours au sein de la section française vont permettre de préciser les revendications, relève la militante, qui aimerait bien voir le modèle français de laïcité s'exporter à l'étranger.

« Nous avons ici une grande liberté. Il y a notamment une culture de la satire religieuse qui est bien établie », relève-t-elle en évoquant les caricatures de Mahomet publiées cette semaine par l'hebdomadaire *Charlie Hebdo*.

La France constitue dans cette optique une « base arrière » idéale pour Femen, qui n'a pu obtenir de reconnaissance officielle en Ukraine.

Bientôt au Canada ?

Le mouvement continue parallèlement d'essaimer, au dire de M^me^ Méliane, qui se félicite de la formation de groupes au Maroc et en Tunisie, où le recours à la nudité risque de s'avérer particulièrement sensible. L'implantation de camps d'entraînement au Brésil, voire au Canada, est évoquée.

« Femen fait des petits un peu partout, c'est vraiment incroyable. Il y a une urgence qui s'exprime », souligne M^me^ Méliane, qui dit avoir trouvé un souffle nouveau au contact des activistes ukrainiennes.

Les barrières culturelles et linguistiques ont beau être considérables, « on réussit à surmonter toutes les frontières tant notre conviction est grande », souligne la militante française.

« On peut critiquer le mode d'action, mais on ne peut nier que Femen réussit par ses actions à fédérer un bloc international de féministes qui sont prêtes à travailler ensemble pour faire bouger les choses. C'est énorme », conclut M^me^ Méliane.

PHOTOS AGENCE FRANCE-PRESSE, ASSOCIATED PRESS, REUTERS

Une douzaine de militantes, membres du Femen, ont déambulé plus tôt cette semaine à Paris, à la recherche de nouvelles recrues.

Anna Tchevchenko a dû fuir l'Ukraine en août et se réfugier à Paris après avoir coupé avec une tronçonneuse une énorme croix en bois érigée au cœur de Kiev.

Des militantes de Femen se sont fait voir et entendre à Moscou (photo de gauche) et à Kiev (haut) ces dernières semaines.

La nudité, pourquoi ?

La création d'un centre d'entraînement marque une nouvelle étape dans le développement du mouvement Femen, qui a officiellement vu le jour en 2008 en Ukraine grâce à l'impulsion d'un groupe de jeunes intellectuelles féministes motivées par les écrits de Friedrich Engels et d'August Bebel, un auteur politique allemand ayant plaidé au XIX^e^ siècle pour l'égalité des sexes.

Anne Hutsol, une sociologue de 27 ans décrite dans le quotidien *Le Monde* comme « une grande théoricienne de l'agit-prop », fait office de chef pour l'organisation tout en récusant le titre.

Dans une entrevue récente au journal, elle affirme avoir appris en travaillant auprès de vedettes du monde des arts qu'une organisation, pour se faire entendre, doit être populaire et capable de « susciter des émotions, de l'excitation ».

Femen affirme que le recours à la nudité s'était imposé comme mode d'action après qu'une militante se fut exposée accidentellement lors d'une manifestation. Seule une partie des militantes y a recours.

Le stratagème fait courir les médias de partout, mais suscite des réserves dans les rangs des organisations féministes françaises.

Julie Muret, une des fondatrices d'Osez le féminisme, se félicite de l'arrivée de Femen au pays. Elle pense cependant que le mode d'action favorisé par l'organisation n'est pas approprié, particulièrement « dans une période marquée par le voyeurisme et l'exhibition du corps des femmes ».

Les responsables de Femen affirment que les hommes peuvent devenir membres et soutenir leur cause, sans pour autant manifester. L'organisation affiche parallèlement sur le site femen.org l'image d'une femme qui tient une faucille dans une main et des testicules ensanglantés dans l'autre…

— Marc Thibodeau

Vous avez plus de 40 ans
• Vous avez de la difficulté avec vos lunettes double foyer
• Vous aimeriez pouvoir lire votre menu au restaurant sans lunettes
Le « Laser Blended Vision » de Zeiss est une solution à votre problème de presbytie.
Tout en douceur avec le lasik sans lame Visumax (Unique au Québec).
FocusVision
Clinique de chirurgie visuelle
Dr. Michel Podtetenev
20 ans d'expérience
514.750.2001
www.focusvision.ca
1 Place du Commerce, Bureau 435, Île-des-Soeurs, H3E 1A2

LOTO QUÉBEC
Résultats des tirages du : 2012-09-21
Lotto MAX 07 08 10 11 19 34 45 COMPL. (C) 44
Tous les résultats chez votre détaillant ou a lotoquebec.com
Sprint 05 15 37 44 48
Loto Poker 5♣ 8♠ 9♣ 10♢ V♢
Extra 5989876
Banco 06 07 09 11 16 22 24 25 26 34 35 42 43 44 47 48 49 56 57 60
La Mini 819997
Triplex 03 05 16 24 34
Astro Jour 10 - Mois JUILLET - Année 01 - Signe BÉLIER
La Quotidienne 3 730 4 8154
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.
lotoquebec.com

10 bonnes raisons de choisir Rogers pour LE téléphone que nous attendions tous.

LTE au-delà du 4G

1 Nous avons le seul système de réservation au pays qui vous garantit la livraison de votre téléphone dans les deux semaines, ou vous recevrez un crédit de 50 $[1].

2 Nous avons le plus d'expérience avec les téléphones intelligents et nous sommes le premier fournisseur au pays à vous avoir offert BlackBerry[MD], iPhone[MD] et Android[MC].

3 Nous avons été les premiers à lancer la LTE, la technologie de réseau sans-fil la plus rapide de la planète. Un déploiement dans 25 nouvelles villes est prévu le 1er octobre.

4 Aujourd'hui, plus de 8000 clients de Rogers qui ont réservé leur téléphone avec nous ont reçu la confirmation qu'ils seront parmi les premiers à recevoir leur nouvel appareil.

5 Avec la FLEXIbalance[MC] de Rogers, vous pouvez toujours vous procurer un appareil dernier cri. Changez-le quand bon vous semble, vous n'avez qu'à payer votre solde[2].

6 Avec *Un seul numéro Rogers*[MC], votre numéro de sans-fil vous permet de parler, de texter et de faire des appels vidéo à partir de votre ordinateur. Le service sera offert la semaine prochaine avec certaines tablettes[3].

7 Rogers vous offre des forfaits Appels, textos et Internet qui vous permettent de partager vos données avec votre tablette[4].

8 Obtenez un service de soutien technique digne de leaders mondiaux.

9 Profitez de notre programme qui permet à un être cher d'obtenir un crédit lorsqu'il active votre ancien appareil avec Rogers[5]. Consultez rogers.com/secondevie pour plus de détails.

10 Économisez lorsque vous prenez deux services ou plus avec Rogers[6]. Détails à rogers.com/regroupezeteconomisez.

Choisissez Rogers pour votre nouveau téléphone intelligent.
Rendez-vous dans un magasin Rogers dès aujourd'hui.

Le réseau LTE de Rogers est offert dans plusieurs villes canadiennes. Détails à rogers.com/couverture

Les offres peuvent être modifiées sans préavis. **1** Offert aux clients actuels de Rogers qui effectuent une réservation à l'aide du système de réservation de Rogers (SRR) d'ici le 11 octobre 2012. Si l'appareil n'est pas expédié (tel qu'indiqué dans le SRR) au magasin sélectionné dans les 14 jours suivant la plus tardive des deux éventualités suivantes : (a) le lancement (c.-à-d. le jour où l'appareil est mis en vente au Canada); ou (b) la réservation, un crédit de 50 $ sera porté à la première ou à la deuxième facture suivant la mise en service. Pour recevoir le crédit de 50 $, l'appareil réservé doit être récupéré au magasin sélectionné, conformément aux délais mentionnés dans le courriel d'expédition, et l'appareil doit être mis en service dans le compte indiqué pendant le processus de réservation. **2** Le solde de votre FLEXIbalance correspond à la somme des frais de récupération des économies réalisées sur l'appareil et des frais de récupération des économies additionnelles réalisées sur l'appareil indiqués dans votre entente. **3** Nécessite un abonnement au service sans-fil postpayé de Rogers. Disponible avec le téléphone Internet *Un seul numéro Rogers* seulement. Ordinateur compatible et accès Internet requis. Comprend les messages texte, photo et vidéo envoyés à partir du téléphone Internet *Un seul numéro Rogers* vers des numéros de téléphone sans fil canadiens. Les frais de messages entrants seront facturés en fonction de votre forfait sans-fil et des tarifs à l'utilisation courants, selon le cas. **4** Le forfait Partage de données pour appareils est offert aux nouveaux clients et aux clients actuels abonnés à un forfait Partage de données admissible. Consultez rogers.com/forfaitpartage pour obtenir de plus amples renseignements. **5** Cette offre prend fin le 31 octobre 2012.Les clients actuels de Rogers (personnes qui transfèrent l'appareil) doivent acheter un nouvel appareil et le mettre en service sur le réseau de Rogers et transférer leur ancien appareil à une personne (bénéficiaire) qui doit mettre en service une nouvelle ligne et un forfait prépayé de Rogers. **6** L'offre Regroupez et économisez peut être modifiée ou annulée en tout temps, sans préavis. S'applique uniquement aux numéros de téléphone avec indicatif régional du Québec. Certains comptes et forfaits exclus. Consultez rogers.com/regroupezeteconomisez ©2012 Rogers Communications

MONDE

PHOTO AFP

Mikhaïl Saakachvili

Géorgie Le président Saakachvili affaibli par un scandale de torture

TBILISSI – Les manifestations en Géorgie provoquées par la révélation d'un scandale de torture de détenus remettent en question les chances du parti du président Mikhaïl Saakachvili de l'emporter face à une coalition d'opposition aux législatives, estiment dorénavant des analystes. Deux membres du gouvernement, dont le ministre de l'Intérieur, ont démissionné après la révélation cette semaine de vidéos sur des scènes de torture de détenus dans une prison de Tbilissi, qui ont entraîné de vives réactions, notamment en Europe.

En dépit des mesures prises par le président Saakachvili, qui a annoncé le remplacement des tous les gardiens de prison par des policiers et une « tolérance zéro » pour de tels actes, les protestations se sont étendues dans plusieurs villes du pays dont la capitale Tbilissi, et relancent la campagne pour les législatives du 1er octobre dans l'ex-république soviétique.

— Agence France-Presse

Affrontements au Pakistan

De violentes manifestations contre le film anti-islam font 15 morts et 200 blessés

AGENCE FRANCE-PRESSE

ISLAMABAD — Le Pakistan a été le principal foyer musulman de manifestations contre le film américain anti-islam hier après la grande prière, une mobilisation très éclatée de plusieurs dizaines de milliers de personnes qui a parfois dégénéré en violences, faisant 15 morts et plus de 200 blessés.

Dans les autres pays musulmans, les protestations antiaméricaines ou antifrançaises, à la suite de la publication de nouvelles caricatures de Mahomet en France, sont restées limitées et sans violences après la prière du vendredi.

Les autorités pakistanaises avaient décrété cette journée fériée, baptisée « Jour de l'amour du Prophète », afin de permettre à la population de manifester pour la défense de l'islam et de Mahomet, tournés en ridicule dans le film américain à petit budget *L'innocence des musulmans*, diffusé sur l'internet.

Le bilan était en début de soirée de 15 morts – 10 à Karachi, la mégalopole du sud, et 4 à Peshawar, la plus grande ville du Nord-Ouest – et d'environ 200 blessés en comptant ceux recensés dans la capitale Islamabad, où les manifestants étaient tenus à distance des ambassades occidentales.

Ces décès portent à 17 le nombre de morts recensés au total au Pakistan depuis le début des manifestations contre le film américain la semaine dernière.

Alors que les marchés et les autres commerces étaient totalement fermés, les manifestations se sont multipliées et intensifiées dans l'après-midi, après la prière, sous l'impulsion des influents partis islamistes et de certains groupes extrémistes.

Les manifestations se sont intensifiées dans l'après-midi, après la prière, sous l'impulsion des influents partis islamistes et de certains groupes extrémistes.

Les premiers incidents graves ont éclaté dans la matinée à Peshawar, la principale ville du Nord-Ouest, région très conservatrice frontalière de l'Afghanistan, où des milliers de personnes ont manifesté contre le film.

Cinq personnes ont été tuées et 79 autres blessées lors de heurts avec la police après que les protestataires eurent saccagé et incendié deux cinémas.

De plus, 10 personnes, un policier et 9 manifestants ont aussi perdu la vie et plus de 100 ont été blessées lors d'affrontements à Karachi, mégalopole du sud du pays, où des protestataires ont aussi incendié trois cinémas, trois banques et un restaurant de la chaîne américaine Kentucky Fried Chicken, selon la police.

Les forces de sécurité étaient particulièrement en alerte dans la capitale Islamabad où des barrages avaient été disposés pour éviter tout assaut contre l'enclave diplomatique où sont notamment installées les ambassades des États-Unis et de France.

Près de 20 000 personnes ont manifesté aux cris de « les Américains sont des chiens » et « les amis des Américains sont des traîtres » près de l'enclave, en jetant pour certains des pierres à la police, qui a répliqué en tirant des grenades lacrymogènes. Les manifestants s'étaient dispersés en milieu de soirée.

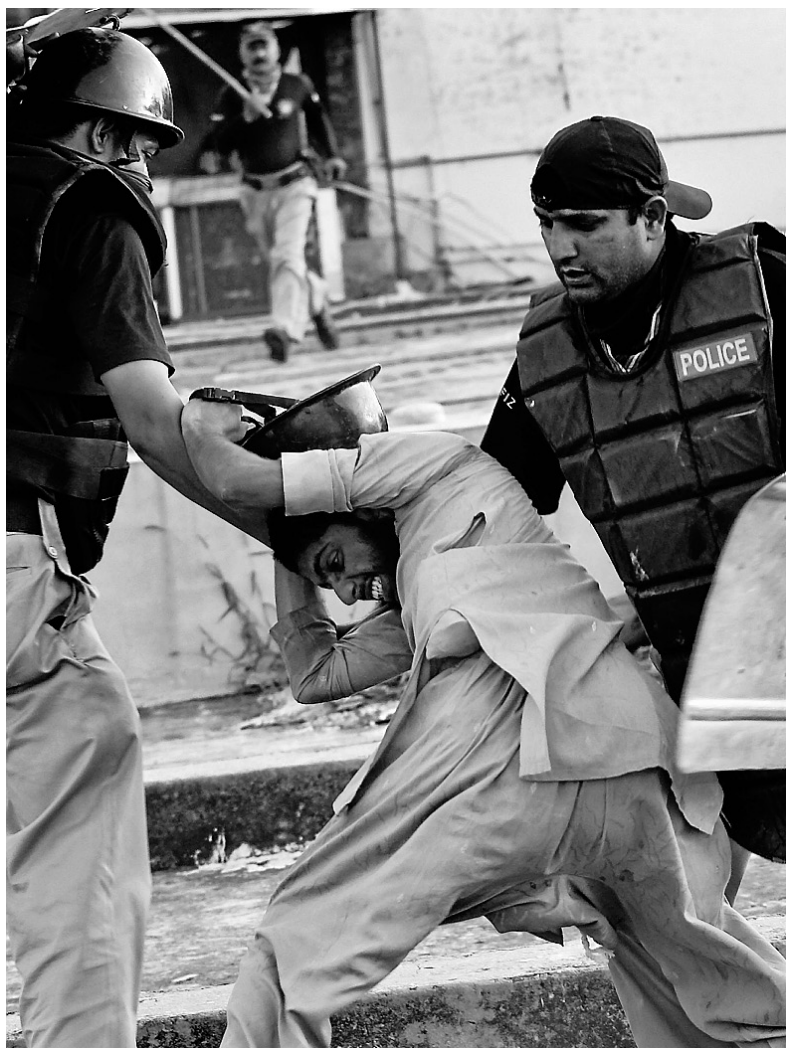


PHOTO ARIF ALI, AFP

Manifestants et policiers se sont affrontés hier, notamment à Lahore, au Pakistan, où des centaines de personnes ont dénoncé la diffusion sur l'internet du film anti-islam *L'innocence des musulmans*.

Brébeuf PORTES OUVERTES

SECONDAIRE
GARÇONS
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF

LE MERCREDI
26 SEPTEMBRE 2012
de 16 h à 21 h

Brébeuf poursuit sa tradition d'offrir aux garçons un environnement et un programme secondaire qui leur sont consacrés

1re À 4e SECONDAIRE
(pour garçons seulement)

5e SECONDAIRE
(pour filles et garçons)

Programme d'études enrichi à tous les niveaux dans toutes les matières, avec un choix de trois profils :

- Langue et civilisation latines
- Concentration-sports
- International

SECONDAIRE
FILLES
NOUVEAU PAVILLON VIMONT
AU COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF

LE SAMEDI
29 SEPTEMBRE 2012
de 10 h à 14 h
(Admission en 1re secondaire seulement)

Dès septembre 2013, un programme secondaire distinct pour les jeunes filles sera offert dans cette aile qui leur sera destinée

1re À 5e SECONDAIRE
(pour filles seulement)

Programme d'études enrichi à tous les niveaux dans toutes les matières, avec un choix de deux profils :

- Langue et civilisation latines
- International

UN **PRÉSENT** POUR LE **FUTUR**

Examen d'admission pour la 1re secondaire : 3 séances
- le samedi 13 octobre : 9 h et 14 h
- le dimanche 14 octobre : 9 h

Inscription obligatoire :
www.brebeuf.qc.ca/examens

Collège Jean-de-Brébeuf
3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 1C1
www.brebeuf.qc.ca

Le rendez-vous des papilles MD
présenté par Desjardins

Une explosion de saveurs !

21 septembre de 9 h à 15 h
Éveil du sens du goût au parc Casimir-Dessaulles

22 et 23 septembre de 10 h à 17 h
Dégustations et démonstrations culinaires autour du Marché public de Saint-Hyacinthe et au parc Casimir-Dessaulles

La 9e édition du Rendez-vous des papilles célèbre l'abondance des produits agroalimentaires régionaux et propose une expérience de dégustation pour toute la famille.

Découvrez les produits du terroir à travers des démonstrations culinaires et des ateliers gourmands, accompagnés par des artistes et spectacles enlevants !

Entrée gratuite
Activités sous chapiteaux — Beau temps mauvais temps

Pour plus d'information, appelez-nous au 450 778-8499
ou consultez notre site : **rvpapilles.ca**

Ville de Saint-Hyacinthe · CLD Les Maskoutains · Les Maskoutains · La Presse · Boom 94,1 - 106,5 · Cogeco · Agriculture, Pêcheries et Alimentation Québec · Le Courrier · La Société des chefs, cuisiniers et pâtissiers du Québec

PHOTO AFP

Des parents d'officiers réagissent aux verdicts rendus contre les accusés, condamnés à des peines de 12 à 20 ans de prison.

Turquie Lourdes peines infligées à 300 officiers

SILIVRI – La justice turque a lourdement condamné hier plus de 300 officiers accusés d'avoir comploté pour renverser le gouvernement islamo-conservateur, le premier verdict d'une série de procès controversés dénoncés par l'opposition comme une chasse aux sorcières.

La cour de Silivri, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest d'Istanbul, a infligé au « cerveau» du complot, l'ex-général Cetin Dogan, ancien commandant de la 1re armée, et aux anciens chefs de l'armée de l'air et de la marine, Ibrahim Firtina et Özden Örnek, des peines de 20 ans de prison.

Devant les yeux ébahis de la foule des parents des accusés, elle a condamné 78 officiers à 18 ans et 246 autres à 16 ans de réclusion. Vingt-huit d'entre eux ont vu leur sentence réduite à 12 ans pour bonne conduite.

Tous ont été reconnus coupables, à des degrés divers, de « tentative d'empêcher par la force l'action du gouvernement de la République ».

— Agence France-Presse

Impressions numériques

9¢ photo 4x6*

*** 60 fichiers différents et plus de même format**

Dimensions approximatives. Prix en vigueur en succursale et au jeancoutu.com/photo. Certaines restrictions s'appliquent. Détails en succursale.

Imprimez vos photo à partir de votre iPhone, iPod Touch ou iPad.
Téléchargez l'application Jean Coutu à partir du Apple App Store.

Livres photo

Disponible sur Mac et PC
Utilisez aussi les photos de votre compte Facebook

À partir de **9,99$** Livre photo Édition souple

Obtenez **10$** de rabais
Rabais applicable sur le prix régulier du livre photo classique, personnalisé ou Édition souple.

Offre exclusive à la BOUTIQUE PHOTO

Impression sur toile • Calendriers
Collage photo • Photo laminée
Agrandissements • Tasses
Tapis de souris • Agenda
Cartes de souhaits
T-shirts

Obtenez **30%** de rabais*
*sur **TOUS** les produits de la boutique photo*

JC12LAPR

*Afin de vous prévaloir de cette offre, vous devez utiliser le code de promotion à l'endroit prévu à cet effet lorsque vous atteindrez l'étape de confirmation de la commande. Disponible en ligne seulement. Offre valide du 20 au 26 septembre 2012

Jean Coutu

jeancoutu.com/photo

PHOTOS REUTERS

La présidente de l'Argentine, Cristina Kirchner, semble de plus en plus s'arrimer aux politiques d'Hugo Chávez, qui a joué de la guitare durant une rencontre de son cabinet, à Caracas, jeudi.

L'Argentine au diapason du Venezuela?

Une série de mesures adoptées par la présidente argentine Cristina Kirchner depuis son deuxième mandat font écho à la politique d'Hugo Chávez.

ALICE POUYAT
COLLABORATION SPÉCIALE

BUENOS AIRES — « Bravo Cristina, tu es sur la bonne voie! Maintenant, je vais t'apprendre à exproprier! »

Devant un public hilare, un imitateur d'Hugo Chávez offrait récemment une leçon de socialisme à une actrice personnifiant Cristina Kirchner. Cette parodie, diffusée lors d'une populaire émission de la télévision argentine, relaye une comparaison de plus en plus fréquente dans le pays entre la politique de la présidente et celle du leader vénézuélien. Alors que ce dernier brigue un nouveau mandat en octobre, l'avenir du « chavisme » se jouerait-il aussi en Argentine?

Le parallèle peut sembler risqué tant les différences culturelles et structurelles sont fortes entre les deux pays. Et il n'est pas neutre: les secteurs opposés à l'intervention de l'État ont davantage tendance à agiter le chiffon rouge de la révolution bolivarienne. Mais depuis la réélection de Cristina Kirchner en octobre 2011, il est vrai qu'une série de mesures, principalement économiques, font écho à la politique vénézuélienne.

La plus emblématique est l'expropriation en avril de l'entreprise pétrolière espagnole Repsol. Accusée de ne pas avoir réalisé assez d'investissements en Argentine, la firme est chassée en quelques jours. L'Espagne crie au scandale, soutenue par l'Union européenne. En face, Cristina Kirchner défend la « souveraineté énergétique », avec les félicitations d'Hugo Chávez, qui a de l'avance en matière de nationalisations.

Surtout, l'Argentine a introduit un strict contrôle des changes, comme le Venezuela en 2003. En quelques mois, il est devenu presque impossible d'obtenir des dollars, même pour voyager. Et depuis quelques semaines, les achats par carte bancaire à l'étranger ou sur l'internet sont taxés. Des mesures destinées à lutter contre la fuite des capitaux, mais qui permettent aussi d'équilibrer les réserves d'un pays en manque de liquidités.

Ces restrictions touchent surtout la classe aisée, qui économise – en dollars – pour se prémunir des crises et dévaluations à répétition. En revanche, elles suscitent un sentiment de contrôle et de panique accru dans l'opinion. Résultat, le dollar se vend à des prix kafkaïens sur un marché noir en plein boom, comme à Caracas.

Autre point commun, Cristina Kirchner a créé « un levier de croissance » inédit en Amérique latine excepté en République bolivarienne: une réforme des statuts de la Banque centrale permet de puiser dans ses réserves. « Sans limite », redoute l'opposition. Dans le même temps: l'inflation s'envole, à plus de 25 % par an selon les analystes indépendants, dépassant celle du Venezuela, jusqu'ici numéro un du continent.

Autoritaire

Sur la forme, la présidente se montre enfin plus autoritaire depuis le début de son second mandat. « Il ne faut craindre personne, sauf Dieu… et un peu moi », a-t-elle lancé il y a deux semaines devant un parterre d'industriels.

Son humour n'est pas du goût de tous: comme Hugo Chávez, Cristina Kirchner divise profondément la société et les médias. Ses discours sur la chaîne publique suscitent haine ou euphorie. Si elle ne possède pas son propre programme comme le leader socialiste, elle cumule déjà 16 heures d'antenne publique depuis janvier, a calculé le journal d'opposition *Clarin*.

Plus dirigiste, plus nationaliste, le style Kirchner évoque davantage le « chavisme », même si la présidente se dit d'abord fidèle au péronisme, un mouvement populiste né sous le général Perón dans les années 40… dont le commandant Chavez se réclame lui aussi. L'avenir dira si ces échos latinos perdureront après l'élection vénézuélienne du 7 octobre.

LES RENCONTRES LA PRESSE

MERCREDI 24 OCTOBRE

LES PRÉSIDENTIELLES AMÉRICAINES 2012

SOIRÉE ANIMÉE PAR LE CHRONIQUEUR PATRICK LAGACÉ

RICHARD **HÉTU**
CORRESPONDANT À NEW YORK

ALEXANDRE **SIROIS**
CHEF DE DIVISION, POLITIQUE INTERNATIONALE

Auteurs du livre
« Les clés de la Maison-Blanche – Sexe, fric et vote »

DATE LE MERCREDI 24 OCTOBRE 2012
HEURE 19 H 30 OUVERTURE DES PORTES À 18 H 30
ENDROIT L'ASTRAL
305, RUE SAINTE-CATHERINE O., MONTRÉAL, MÉTRO PLACE-DES-ARTS

20 $ plus frais

BILLETS DISPONIBLES À :
Billetterie de L'Astral • Comptoirs Ticketmaster
Par téléphone au 1 855 790-1245
En ligne au *www.ticketmaster.ca*
Admission générale

France La corrida demeure permise

N'en déplaise aux défenseurs des animaux, la corrida reste autorisée dans les arènes françaises. Ainsi en a décidé hier le Conseil constitutionnel, la plus haute juridiction du pays, en rejetant un recours d'associations qui militent contre la tauromachie.

L'organisation de corridas dans les régions françaises de tradition tauromachique est conforme à la Constitution, ont jugé les « sages », douchant ainsi les espoirs des défenseurs de la cause animale de voir interdire une pratique qu'ils jugent cruelle.

La corrida est autorisée en France uniquement dans les régions qui peuvent faire la preuve d'une « tradition locale ininterrompue », mais peut être sanctionnée ailleurs pour cruauté envers les animaux.

Le Comité radicalement anticorrida a aussitôt dénoncé une décision « politique » du Conseil constitutionnel, accusant le gouvernement français d'avoir « défendu la corrida ». Il a notamment mis en cause le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, d'origine espagnole, qui avait récemment déclaré son « amour » de la tauromachie, « une culture qu'il faut préserver ».

— Agence France-Presse

PHOTO AP

Mitt Romney

14,1 %

Taux d'imposition en 2011 de Mitt Romney, qui rendu publique hier une déclaration d'impôts faisant état de revenus d'investissement totalisant 13,9 millions de dollars pour l'année en question. Le candidat républicain avait déjà publié sa déclaration pour 2010.

— Richard Hétu, collaboration spéciale

Syrie Manifestations et combats acharnés

L'armée syrienne, appuyée par des chars et des hélicoptères, a livré combat hier aux rebelles près de ses bases à Alep, dans le nord du pays où de nouvelles manifestations anti-régime ont eu lieu malgré les violences meurtrières.

Des rassemblements pour réclamer le départ du président Bachar al-Assad ont eu lieu à Idleb (Nord-Ouest), Alep, Damas, Hama (Centre) et dans la région de Deraa (Sud), à la sortie des mosquées après la prière hebdomadaire de midi.

Les militants anti-régime, qui appellent à descendre dans les rues chaque vendredi depuis le début du conflit il y a 18 mois, avaient placé cette journée sous le slogan « les bien-aimés du Prophète en Syrie sont massacrés ».

Selon un bilan provisoire de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, 88 personnes, dont 49 civils, ont péri hier à travers le pays, au lendemain d'une journée particulièrement meurtrière avec 225 morts, en majorité des civils.

— Agence France-Presse

À NE PAS MANQUER

› **SYRIE**
pour comprendre le conflit.

Une infographie d'Isabelle Hachey, Judith Lachapelle et Jacques-Olivier Bras

À LIRE EN PAGES 6 ET 7 DU CAHIER **ENJEUX**

PHOTO ASSOCIATED PRESS

« Obama a trahi les valeurs de la gauche »

Dans *L'illusion Obama*, John R. MacArthur se montre implacable envers le président

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — John R. MacArthur, directeur du prestigieux mensuel new-yorkais *Harper's*, se souvient d'un temps pas si lointain où on lui demandait « sans arrêt de parler à la télévision et à la radio » américaines. C'était l'époque où George W. Bush était à la Maison-Blanche. Or, depuis le départ du 43e président, les médias américains ne veulent plus entendre les critiques de MacArthur. Mais une surprise attendait l'élégant journaliste né d'une mère française et d'un père américain.

« Ma carrière française a commencé à fleurir après l'arrivée au pouvoir de Barack Obama », dit en souriant l'auteur de *L'illusion Obama,* un recueil de chroniques implacables qui paraîtra au Québec le 4 octobre chez Lux Éditeur et en France aux éditions Les Arènes (la plupart des textes ont d'abord été publiés dans *Le Devoir*).

« Dans l'esprit français, et cela s'applique au Québec, on n'est pas obligé d'être d'accord avec quelqu'un pour lui permettre de s'exprimer. On m'accuse d'être un ogre, un agent de la droite, mais on ne me censure pas. Ici, aux États-Unis, c'est l'autocensure. On ne veut pas entendre dire qu'Obama a trahi les valeurs de la gauche. »

La Presse a interviewé MacArthur cette semaine dans un restaurant de Manhattan.

PHOTO SAUL LOEB, AFP

Le président Obama était à Woodbridge (Virginie), hier, dans le cadre de la campagne présidentielle.

Q Vos textes publiés en 2008 témoignent de votre scepticisme à l'égard du phénomène Obama. D'où venait votre méfiance?

R La différence entre moi et les autres analystes est que j'ai vécu à Chicago pendant très longtemps. Je connais les règles de la machine démocrate de Chicago. Et les règles dictent que personne n'avance sans avoir fait des compromis et avoir rendu service au chef, (le maire) Richard Daley fils, qui a, à mon avis, choisi Obama.

Q Mais Daley n'a-t-il pas appuyé un des adversaires d'Obama lors de la primaire démocrate pour l'élection sénatoriale de 2004 en Illinois?

R C'est un détail. Cela relève de la realpolitik.

Q Vous écrivez que la nomination de Rahm Emanuel comme chef de cabinet d'Obama « a tué l'espoir » d'un changement réel à Washington. Pourquoi?

R Le choix de Rahm Emanuel était une bonne façon de dire, en bon français, «allez vous faire foutre, les progressistes, les gauchistes, les réformistes ». Parce que Rahm Emanuel, je le connais très bien à cause de son grand rôle dans la promulgation de l'ALENA. Il incarne la vieille politique de Daley, le clientélisme, le pouvoir cru. C'est un type corrompu jusqu'à ses racines. Il a un mépris pour les gens comme moi ou ceux qui ont vraiment soutenu la candidature d'Obama. Sa nomination était une insulte.

Q N'accordez-vous pas à Obama quelque mérite pour avoir évité aux États-Unis de sombrer dans une dépression en stabilisant le système financier, en promulguant un plan de relance économique de 787 milliards de dollars et en relançant l'industrie automobile?

R Pour moi, c'est une énorme occasion ratée. Non seulement Obama a-t-il raté une occasion de réformer le système de haut en bas, mais on souffre encore de la timidité de son programme de relance. Et ce qui m'inspire le plus grand mépris, c'est son refus d'affronter vraiment les républicains sur les réductions d'impôts de l'ère Bush et le taux d'imposition des plus-values.

Q Que pensez-vous de la réforme d'Obama sur la santé, qui est décrit comme sa plus grande réalisation?

R J'ai rencontré dans un cocktail Robert Caro, le grand biographe de Lyndon Johnson. Choqué, il m'a dit: « Imaginez donc Lyndon Johnson, donnant à Max Baucus, sénateur du Montana, le dossier de la réforme santé. C'est impensable, c'est hallucinant ». Et pourtant, c'est ce qu'Obama a fait. Et ils ont accouché de Romneycare après avoir éliminé l'option publique et fait tout pour rassurer les assureurs privés. Cette réforme renforce les sociétés d'assurance privées.

Q Qu'allez-vous faire le 6 novembre, jour de l'élection présidentielle?

R Je vais probablement voter pour la candidate du Parti vert.

SECOND CUP MD/MC

UN CAFÉ SECOND CUP VIENT D'OUVRIR PRÈS DE VOTRE GRILLE-PAIN!

Les grandes marques font confiance à TASSIMO pour la préparation de boissons dans les règles de l'art. Et désormais, une marque préférée au Canada a choisi le système d'infusion domestique TASSIMO à une tasse. Et, grâce aux nouveaux T DISCs Second Cup[MD] TASSIMO, vous pourrez siroter un café ou un latté de marque Second Cup[MD] dans le confort de votre foyer. Second Cup[MD] veut que chaque tasse de café ait le goût du café de sa brûlerie. Et seule la machine TASSIMO peut lire le code à barres sur chaque T DISC et ajuster la température, le débit, le temps d'infusion et le volume de l'eau selon les spécifications exactes de chaque marque. La machine TASSIMO prépare vos, café, latté, thé et cappuccino préférés, sans que vous ayez à sortir. **TASSIMO.ca**

TASSIMO le code à barres infuse de meilleures boissons

En collaboration avec BOSCH

MD/MC Marque de commerce de The Second Cup Ltd.

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur principal de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Les bobos

FRANÇOIS CARDINAL
francois.cardinal@lapresse.ca

Il y a risque de blessure lors de la pratique d'un sport. Voilà la conclusion surréaliste à laquelle arrive l'Institut national de santé publique à la veille du marathon de Montréal…

Dans un rapport manquant cruellement de perspective, l'organisme statue que les blessures subies lors d'une activité physique constituent « sans aucun doute » un « important problème de santé publique ». Et donc, qu'il faut élaborer des « campagnes de prévention » pour s'attaquer à ce fléau…

Les experts de santé publique se trompent de cible en s'attaquant aux blessures des gens actifs…

On savait que la santé publique avait l'habitude de voir des problèmes partout, de multiplier les interdits et les programmes de sensibilisation pour éliminer tout ce qui retrousse. Mais on atteint cette fois-ci un sommet du genre avec cette étude sur les bobos des sportifs du dimanche.

D'emblée, on nous prévient. « Les personnes physiquement actives sont plus à risque de se blesser. » C'est dit. Puis on dresse le palmarès des blessures les plus fréquentes: les entorses (40 % des blessures), les tendinites (15 %), les fractures (15 %) et les claquages musculaires (10 %).

Puis paf! Le sombre constat sociétal: « Les pertes économiques encourues par l'absence au travail ou aux études, et la pression qu'exercent ces blessures sur le système de soins de santé ne font aucun doute. »

Ahurissant. Non seulement ces « pertes » ne sont jamais quantifiées, elles ne sont pas mises en perspective non plus. On se concentre ainsi sur le bobo tout en ignorant les maux.

Qu'en est-il de la sédentarité, de l'obésité, des maladies cardiaques? Ne provoqueront-ils pas plus de « pertes économiques » ? Le citoyen inactif ne risque-t-il pas d'« exercer une pression » plus grande sur « le système » que celui qui souffre d'un claquage musculaire?

Mystère. Les experts se contentent de jeter un œil critique sur les tendinites et foulures, qui constituent la majorité des blessures! « Bien qu'on constate une importante augmentation globale du nombre de blessés depuis 2004, notent les auteurs, les blessures rapportées sont plus souvent mineures »…

L'étude en soi n'est pas un problème, plutôt ses conclusions. Car il n'y a rien de bien alarmant dans les données présentées. On note même une baisse des blessures sévères. Une diminution des blessés dans certains sports jugés à risque comme le vélo. Et une prévalence somme toute mineure du ratio de blessés par sportif (11 %).

Vrai, on déplore une hausse des blessures en général. Mais celle-ci est attribuable, essentiellement, à deux sports: le patin à roulettes et le soccer. Et pourtant, les auteurs ne se contentent pas de proposer de cibler ces sports, ils recommandent des campagnes de prévention qui « tiennent compte » aussi des bobos des joggeurs et des… marcheurs! Un casque, avec ça?

Le manque de perspective de l'INSPQ est évident. D'autant que l'étude fait ressortir, sans autre analyse, une « baisse de la participation régulière aux activités récréatives et sportives en 2009-2010 », particulièrement chez les 6-11 ans.

Ne cherchez plus! Il est là, le bobo! Non pas dans les risques de bouger, mais bien dans les dangers de l'inactivité.

Bell-Astral: des conditions

ANDRÉ PRATTE
apratte@lapresse.ca

Après une semaine d'audiences publiques, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) doit décider s'il approuve ou non l'acquisition du groupe québécois de télévision et de radio Astral par le géant Bell. La décision est importante: d'une valeur totale de 3,4 milliards, la transaction modifiera sensiblement le paysage médiatique au pays.

Pour ce qui est du marché québécois, nous l'avons déjà écrit ici, cette transaction nous semble globalement avantageuse parce qu'elle promet de mettre fin à la domination de Québecor dans le domaine de la télévision et de la distribution.

En ce qui a trait à l'impact de la fusion Bell-Astral d'un océan à l'autre, plusieurs personnes et groupes ont exprimé des inquiétudes légitimes. Ils craignent que Bell Media ne profite de sa position de force, notamment au Canada anglais et dans le secteur des chaînes spécialisées, pour imposer sa loi aux consommateurs, aux distributeurs et aux annonceurs.

Nous croyons que, de façon générale, l'imposante réglementation déjà mise en place par le CRTC permettra d'éviter tout abus de ce genre. Aussi récemment que l'été dernier, le Conseil a resserré sa politique pour empêcher d'éventuelles pratiques déloyales de la part des entreprises intégrées de programmation et de distribution.

Néanmoins, les commissaires devraient imposer à Bell des conditions spécifiques visant à prévenir les effets pervers possibles de la transaction. Ainsi, il faudrait demander à Bell de se départir d'une part, petite mais significative, de ses actifs en radio (Bell a pris des dispositions en ce sens) et en télévision spécialisée.

Chaque fois qu'une entreprise de radiodiffusion en acquiert une autre, le CRTC impose qu'elle consente des dépenses supplémentaires, dits « avantages tangibles », pour des projets qu'elle n'aurait pas lancés autrement. Parmi les initiatives proposées par Bell, d'une valeur de 240 millions, toutes ne semblent pas contribuer à un enrichissement de la programmation et de la diversité des voix. Le Conseil serait bien avisé d'exiger des améliorations sur ce plan.

Selon diverses organisations québécoises, le CRTC devrait ordonner à Bell de garantir que les décisions relatives au contenu de langue française continueront d'être prises à Montréal. Bell s'y est déjà engagée – c'est de toute façon dans son intérêt – et n'aura donc pas objection à l'ajout de cette garantie aux conditions d'approbation.

De telles exigences ne calmeront pas toutes les craintes. Toutefois, empêcher la transaction comporterait des risques beaucoup plus grands, par exemple le démantèlement d'Astral ou son acquisition par une entreprise moins bien placée que Bell pour en développer le formidable potentiel.

DROITS RÉSERVÉS / **serge.chapleau@lapresse.ca**

› LAPRESSE.CA/DEBATS

LE BLOGUE DE L'ÉDITO
Et tant pis pour le client…
par Ariane Krol

Melanie Aitken, commissaire du Bureau de la concurrence.
PHOTO PATRICK WOODBURY, ARCHIVES LE DROIT

LA QUESTION DU JOUR
Le gouvernement Marois a décidé de fermer Gentilly-2, la seule centrale nucléaire au Québec. Êtes-vous d'accord?
Oui › 64 % Non › 29 %
Je ne sais pas › 7 % Résultats à 17 h, hier: 13 088 répondants

› À QUAND UN FILM SUR LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE?
Un texte à lire en exclusivité sur **lapresse.ca/debats**

OPINION

Des valeurs «tribales»

La conception communautaire de la responsabilité explique la furie antiaméricaine des islamistes

RACHAD ANTONIUS
L'auteur est professeur de sociologie et directeur adjoint de la chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté à l'UQAM.

Les révoltes inattendues qui ont éclaté dans plusieurs capitales islamiques sont révélatrices de certaines réalités dont les conséquences sont catastrophiques. Il est clair que le film provocateur qui a été à l'origine des protestations révèle tant les tendances islamophobes au sein de la société américaine que les stratégies de confrontation politique de sa droite. Mais cela n'explique aucunement la furie apparemment irrationnelle déclenchée par le film.

Les réactions violentes ont été orchestrées, dans un premier temps, par divers courants islamistes en Égypte, dont les salafistes et les Frères musulmans, pour se faire du capital politique en se présentant comme les défenseurs de l'honneur bafoué des musulmans. Une fois la surenchère lancée, les courants islamistes dans les autres pays ont emboîté le pas, parce que la façon dont les protestations ont été pensées correspondait à leur vision du monde.

Mais il y a dans cette histoire quelque chose d'intrigant. Pourquoi s'en prend-on aux mauvaises cibles? Pourquoi généralise-t-on la «culpabilité» de l'insulte à l'ensemble des Américains ou à leur gouvernement? Ou encore à l'ensemble des Coptes d'Égypte, puisqu'on soupçonne le promoteur du film de faire partie de cette communauté?

Un principe implicite sous-tend ces protestations: celui de la conception traditionnelle et «communautaire» de la responsabilité. Selon cette conception, l'action de chaque individu engage l'ensemble de la communauté, et les prises de position de la communauté sont la responsabilité de chacun de ses membres. On peut donc punir l'un pour les actions de l'autre. Cette logique trouve son fondement dans les conceptions «tribales» de l'identité et de la responsabilité, qui imprègnent encore, de façon subtile mais profonde, la culture politique des sociétés arabes et d'une partie des sociétés musulmanes. Cette culture est contestée de l'intérieur de ces sociétés, et ceux qui portent des conceptions citoyennes de l'identité sont horrifiés de voir des dérapages violents justifiés au nom de la défense de l'islam.

La violence des protestations et l'inadéquation de leurs cibles viennent nourrir et renforcer les préjugés, plutôt que les combattre.

Mais il suffit qu'une proportion significative de la société porte encore ces valeurs «tribales» pour que leurs conséquences se fassent sentir: c'est le consulat américain qui est attaqué pour punir le gouvernement américain de n'avoir pas censuré une vidéo faite par certains de ses citoyens. Ce sont des maisons et des églises coptes qui sont brûlées parce qu'on soupçonne un des promoteurs du film d'être copte. Lors des manifestations sur la place Tahrir en Égypte, des banderoles appelant à «faire couler le sang des Coptes» étaient fièrement arborées par les manifestants qui voulaient montrer que s'en prendre à leur prophète est un interdit absolu.

C'est peut-être là le facteur le plus grave dans les réactions dysfonctionnelles des masses qui sont descendues protester. C'est cette culture politique, encore dominante, qui permet d'instrumentaliser les discours hostiles de «l'ennemi» pour mettre en place des mobilisations qui ne font que renforcer les courants les plus conservateurs.

On sait que les identités de résistance, en voulant retourner le stigmate, peuvent reproduire à rebours les fondements des classifications racistes ou intolérantes. Ceci est encore plus marqué dans le discours des courants islamistes radicaux, qui justifient leur rejet de l'altérité par des principes religieux considérés absolus – et donc indiscutables.

Les courants politiques qui appellent à la protestation pacifique sans remettre en question le bien-fondé des protestations ou les cibles contre lesquelles elles s'exercent ne font que renforcer cette culture politique inadéquate, qui ne permet pas à ces sociétés de transcender les impasses dans lesquelles l'histoire les a conduites.

En fin de compte, la violence des protestations et l'inadéquation de leurs cibles viennent nourrir et renforcer les préjugés, plutôt que les combattre. Elles n'ont donc ni de justification politique valable, ni d'efficacité pratique.

À BIEN Y PENSER

Notre nouvelle première ministre met les bouchées doubles. Tout y passe : droits de scolarité, gaz de schiste, Gentilly-2, loi 12… Manifestement, le peuple en redemande. Ce qui est rafraîchissant : elle fait exactement ce qu'elle a dit qu'elle ferait. Cela aussi, ça fait du bien en politique québécoise. Mais, Mme Marois, gardez-vous un peu de travail pour la semaine prochaine, et la suivante. Et puis, ce n'est pas parce que chose est dite que chose est faite. Alors, dépêchez-vous certes, mais plus lentement.

— Michel Héroux, Québec

DÉBATS

Mme Marois et les anglos

LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Deux clins d'œil suivant une longue période d'indifférence glaciale, c'est ainsi que l'on pourrait qualifier l'attitude de la première ministre Marois à l'endroit des Anglo-Québécois.

Les quelques mots qu'elle a prononcés en anglais, lors de son discours de victoire, étaient les premiers en un mois. Durant toute la campagne électorale, Mme Marois ne s'est jamais adressée d'elle-même aux anglophones, se contentant de répondre à l'occasion aux questions des reporters anglophones qui suivaient sa campagne.

Il fallait d'autant plus établir des liens avec les minorités que le PQ joue plus que jamais la carte identitaire.

Elle a en outre refusé de rencontrer l'équipe éditoriale de la *Gazette*, même si on lui avait dit que l'entrevue se déroulerait en français (les journalistes politiques de la *Gazette* sont tous parfaitement bilingues). C'était pourtant un arrêt obligé dans la campagne électorale : tous ses prédécesseurs, de René Lévesque à Bernard Landry, s'y sont toujours prêtés de bonne grâce.

Il ne s'agissait pas d'aller chercher le vote des anglophones (une cause perdue). Mais la courtoisie élémentaire exigeait que le leader péquiste manifeste assez de respect envers ses compatriotes pour s'adresser à eux directement dans le seul quotidien de langue anglaise.

L'insensibilité de Mme Marois envers la minorité anglaise découle peut-être en partie du fait qu'elle est le premier leader péquiste à ne pas parler couramment anglais, contrairement à ses prédécesseurs qui le parlaient tous très bien, et certains à la perfection (Lévesque, Johnson et Parizeau). C'est une déficience qui s'explique mal chez une personne instruite et ambitieuse, et qui ne facilitera pas ses rapports avec ses homologues des autres provinces et les gouverneurs des états américains limitrophes.

Comme pour suivre l'exemple de sa patronne, Diane De Courcy, la nouvelle ministre de l'Immigration, des communautés culturelles et de la Charte de la langue, a elle aussi refusé d'accorder une brève entrevue à une radio anglaise le soir de sa prestation de serment. Si la responsable du dossier linguistique ne veut pas ou ne peut pas s'exprimer en anglais, c'est bien le comble !

Quoi qu'il en soit, les récents clins d'œil à une minorité jusqu'ici superbement ignorée n'ont rien de bien convaincant.

« Nous respecterons vos droits », a dit Mme Marois le 4 septembre, pour ajouter, lors de la prestation de serment, que « les anglophones sont une richesse et des membres à part entière de la nation québécoise ».

Disons qu'il faudra bien des explications pour démontrer aux anglos que le PQ apprécie leur apport culturel et protège scrupuleusement leurs droits, alors que le programme du parti prévoit de nouvelles tracasseries pour les petits salariés anglophones, la désagrégation des cégeps anglais (lesquels ne survivraient pas sans la clientèle allophone) et l'interdiction aux nouveaux résidants (incluant les citoyens canadiens venant d'autres provinces) de briguer un poste électif, serait-ce dans une commission scolaire de l'Ouest-de-l'Île ou dans une micro-municipalité des Cantons-de-l'Est, sans subir au préalable un test de français.

Il fallait d'autant plus établir des liens avec les minorités que le PQ, sous la direction de Mme Marois, joue plus que jamais la carte identitaire.

Les anciens chefs du PQ – MM. Lévesque, Johnson, Boisclair – en jouaient très prudemment. Même MM. Parizeau et Landry, plus impulsifs, ne sont jamais allés aussi loin que le PQ actuel. Malgré la pression de leurs militants, ils n'ont jamais voulu interdire l'accès au cégep anglais aux francophones et aux allophones, jamais voulu étendre la loi 101 aux petites entreprises, et ils n'auraient jamais pensé à imposer aux minorités religieuses et aux immigrants les contraintes que prévoit le programme du PQ.

Aussi est-il incroyable que Mme Marois ait « sous-contracté » le dossier des « Anglais » à Jean-François Lisée, le concepteur même de sa politique identitaire. Nous y reviendrons la semaine prochaine.

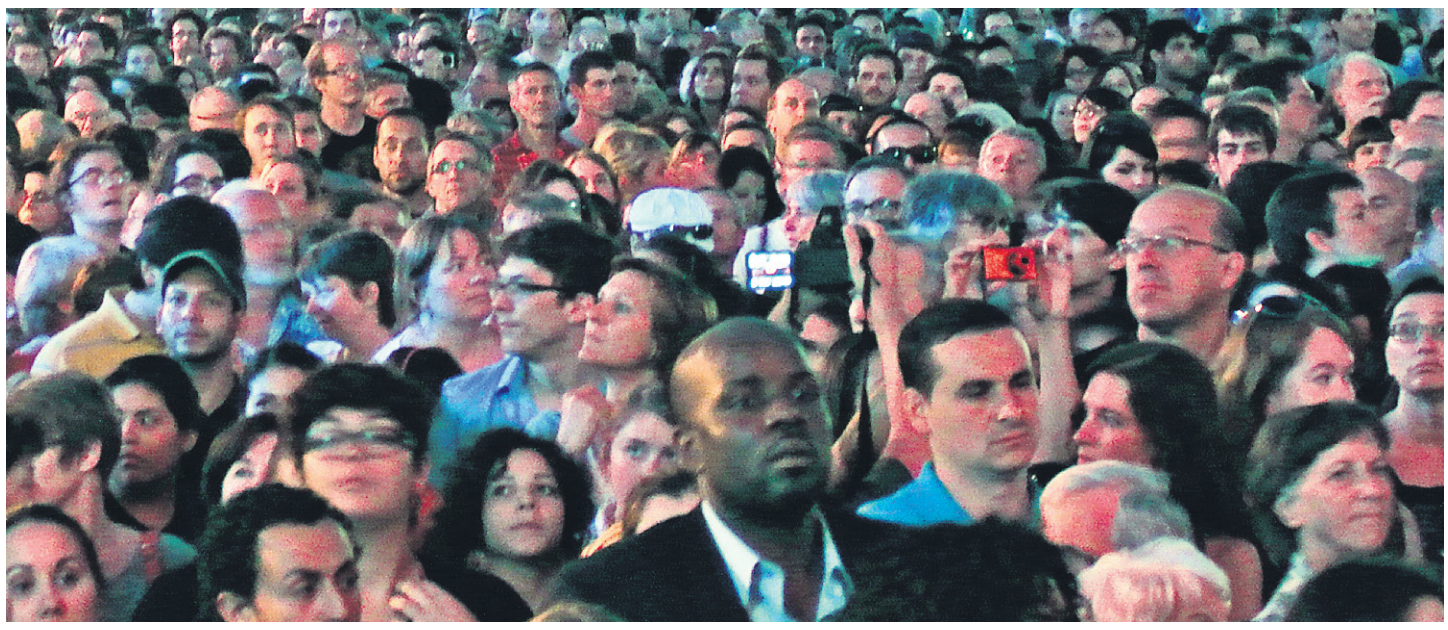
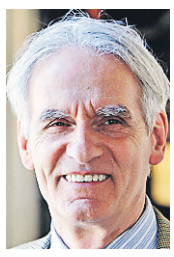


PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

Qu'en est-il aujourd'hui ? La réponse est simple : l'alignement remarquable des années 60 s'est défait. La convergence a fait place à la dissonance, nous sommes confrontés à l'ambiguïté, à l'incertitude, à la contradiction. Pour combien de temps ? Personne ne saurait le dire.

Une nouvelle Révolution tranquille ?

Il paraît improbable que l'alignement des années 60 se reproduise. Mais est-ce bien nécessaire ?



GÉRARD BOUCHARD
Historien et sociologue, l'auteur, avec Charles Taylor, a été coprésident de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles.

On entend périodiquement au Québec des appels en faveur d'un grand projet collectif mobilisateur, pour la relance du modèle québécois ou pour une autre Révolution tranquille. On sent ici une nostalgie des années 60 dont on souhaiterait faire revivre l'énergie mobilisatrice.

Cette aspiration est légitime et pertinente et le Québec n'est pas la seule société à nourrir une telle préoccupation (aux États-Unis, par exemple, le chroniqueur du *New York Times* T. L. Friedman plaide pour un nouveau « Grand narrative », une « Regeneration »). Loin de relever d'un romantisme désuet, ces appels font écho à un malaise des temps présents : le sentiment d'une perte de repères, l'essor du chacun-pour-soi, l'empire de l'utilitarisme. J'aimerais indiquer, cependant, à quelles difficultés cette perspective se heurte.

Des conditions culturelles inédites ont présidé à la Révolution tranquille. Un phénomène rare s'est alors produit à l'échelle des mythes directeurs, c'est-à-dire les grands ressorts symboliques ou les idées fondatrices qui ont structuré l'imaginaire québécois au cours de l'histoire et ont, jusqu'à aujourd'hui, propulsé notre société en commandant ses orientations, ses choix collectifs. J'en mentionne six.

1. Le sentiment d'être sur ce continent une minorité fragile dont la survie incertaine appelle à la prudence, inspire même une timidité collective et pousse à la défensive.

2. La mémoire des dominations subies (de l'intérieur comme de l'extérieur), laquelle a toujours inspiré un désir de redressement collectif, d'émancipation nationale – de reconquête.

3. L'expérience du peuplement et des migrations dans la vallée du Saint-Laurent puis dans les régions (jusqu'au milieu du XXe siècle) qui a nourri le goût de la liberté, de l'indépendance, de l'égalité.

Pourquoi ne pas commencer par quelques grandes priorités – le savoir, par exemple – sur lesquelles nous pourrions nous accorder ?

4. Cette expérience a aussi engendré l'appel des grands espaces, le goût de l'exploration, des fondations, et la quête de l'inconnu, de l'exotisme, qui se sont traduits souvent par un désir de changement ; il en a résulté un goût du risque et des grands projets à l'image des Américains de même que, pour ce qui est du dernier siècle, une culture de l'entrepreneuriat.

5. Une sensibilité à la scène internationale qui s'est exprimée dans une inquiétude parfois excessive à l'endroit du regard de l'autre, mais qui a inspiré également un désir de modernité, le souci de vivre à l'heure de l'Occident et du monde ;

6. Un sentiment lancinant d'impuissance né de nos échecs et de nos « bonasseries », qui a traversé toute notre littérature.

Ce n'est pas le lieu de résumer la genèse de ces ressorts et de leurs effets pour montrer comment ils se sont constamment entrelacés. Ce que je veux souligner, c'est le rapport contradictoire qu'elles entretiennent entre eux, certains poussant vers l'avant, d'autres tirant vers l'arrière. Sous cet éclairage, on comprend mieux le profil compliqué du devenir québécois, fait de replis, mais aussi de débordements, de doutes, mais aussi d'audaces.

Or, la grande originalité des années 60, c'est que tous ces ressorts se sont provisoirement alignés. Chacun a pu trouver à se nourrir et à s'activer dans une conjoncture exceptionnelle. Par exemple, pour m'en tenir à ce commentaire, le sentiment de fragilité associé au statut de minoritaire a pu être résorbé grâce à un véritable coup d'État identitaire, les francophones québécois s'affirmant désormais comme majoritaires au Québec et non plus comme minoritaires au Canada. On pourrait montrer que, de diverses manières, chacun des autres ressorts a également trouvé son compte à même cette conjoncture.

PHOTO FOURNIE PAR BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

Des conditions culturelles inédites ont présidé à la Révolution tranquille. Un phénomène rare s'est alors produit.

En somme, la Révolution tranquille fut une grande vague qui a apporté de l'eau à tous ces moulins qui se sont donc mis à tourner à l'unisson. C'est cela qui a rendu possibles l'exaltation collective, la formation de larges consensus et les importants changements qui ont suivi.

Le désalignement contemporain

Qu'en est-il aujourd'hui ? La réponse est simple : l'alignement remarquable des années 60 s'est défait. La convergence a fait place à la dissonance, nous sommes confrontés à l'ambiguïté, à l'incertitude, à la contradiction. Pour combien de temps ? Personne ne saurait le dire.

Passons rapidement en revue les principaux candidats au Grand Projet.

Ce pourrait être la souveraineté, mais la question nationale se porte mal. On ne sait plus comment la faire avancer et l'idée d'un autre référendum est impopulaire. Une difficulté plus grande encore, c'est que la souveraineté n'est plus attachée à une vision du Québec novatrice, exaltante, à mettre en œuvre ; elle divise donc plus qu'elle ne rassemble.

Ce pourrait être le Plan Nord, mais pour l'instant, c'est un exercice strictement comptable autour d'activités industrielles qui vont se dérouler en périphérie de notre société. C'est un projet important au plan économique, certes, mais la mobilisation collective n'est pas là.

Ce pourrait être la mondialisation, mais jusqu'ici, nous n'avons pas su réconcilier ce vaste horizon de développement avec deux grandes priorités québécoises, soit la question nationale et l'avenir du français. Pour un grand nombre d'entre nous, en effet, l'une et l'autre semblent ici menacés : la première par un détournement de nos énergies et par un affaiblissement de notre État-nation, le second par une avancée irrésistible de l'anglais.

On connaît mal ce qui commande le mouvement des mythes directeurs dans une société et on sait encore moins comment l'orienter. Quoi qu'il en soit, il paraît improbable que l'alignement des années 60 se reproduise. Mais est-ce bien nécessaire ?

Il n'est pas assuré non plus que le Grand Projet rêvé voie le jour incessamment. Encore une fois, est-ce indispensable ?

Pourquoi ne pas commencer par quelques grandes priorités – le savoir, par exemple – sur lesquelles nous pourrions nous accorder ? Rigoureusement poursuivies sur plusieurs années, elles pourraient bien, grâce aux effets d'entraînement qui en résulteraient, conduire à de plus grands développements et, qui sait, à une autre formule d'alignement.

À court terme, un engagement autour de quelques points de ralliement aurait du moins l'avantage de nous redonner l'assurance et la conviction qui nous font présentement défaut.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION ? **debats@lapresse.ca**

RÉDACTION 514.285.7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453 **www.lapresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS 514.285.6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES 514.285.7320 **carrieres@lapresse.ca**
PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

HYUNDAI | NOUVELLES IDÉES. NOUVELLES POSSIBILITÉS.

FINANCEMENT À PARTIR DE 0%

SUR NOS MODÈLES 2013

Modèle Limited montré•

AUTOROUTE 4,9L / 100 KM▼

FINANCEMENT À L'ACHAT◊ À PARTIR DE 0%

LOCATION À 0% 192$ POUR 60 MOIS**
0$ COMPTANT.
FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS.

ELANTRA L 2013

Modèle Tech. montré•

AUTOROUTE 4,9L / 100 KM▼

FINANCEMENT À L'ACHAT◊ À PARTIR DE 0%

LOCATION À PARTIR DE 249$ POUR 60 MOIS**
1 850 $ COMPTANT.
FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS.

VELOSTER 2013

Modèle 4 portes GLS montré•

AUTOROUTE 4,9L / 100 KM▼

FINANCEMENT À L'ACHAT◊ À PARTIR DE 0%

LOCATION À 0% 165$ POUR 60 MOIS**
0$ COMPTANT.
FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS.

ACCENT L 4 PORTES 2013

GARANTIE 5 ANS 100 000 KM GARANTIE GLOBALE LIMITÉE††

Garantie globale limitée : 5 ans/100 000 km
Garantie groupe motopropulseur : 5 ans/100 000 km
Garantie sur les émissions : 5 ans/100 000 km

HyundaiCanada.com

MC Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. ♦ Prix des modèles montrés : Veloster Tech., boite manuelle à 6 rapports 2013 à 24 609 $ / Elantra Limited 2013, boite automatique à 24 809 $ / Accent 4 portes GLS 2013, boite automatique à 6 vitesses à 19 859 $. Frais de 115 $ (taxe des pneus 15 $ et taxe climatiseur 100 $), livraison et de destination de 1 495 $ pour Veloster Tech. avec boite DCT 2013, l'Elantra Limited 2013 et l'Accent GLS 4 portes 2013 inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, RDPRM et taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. ◊ Financement à l'achat sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur les Veloster 2013, boite manuelle 6 rapports (à partir de 21 109 $) / Elantra L 2013, boite manuelle 6 rapports (à partir de 17 459 $) / Accent L 4 portes 2013, boite manuelle 6 rapports (à partir de 14 809 $). Exemple de financement et modalités des offres de financement apparaissant dans la présente publicité: 21 109 $ à un taux de 0 % équivaut à des mensualités de 879,54 $ par mois pour une durée de 24 mois. Comptant initial requis de 0 $. Coût de prêt de 0 $ pour une obligation totale de 21 108,96 $. Exemple de financement et modalités des offres de financement apparaissant dans la présente publicité: 17 459 $ à un taux de 0 % équivaut à des mensualités de 363,73 $ par mois pour une durée de 48 mois. Comptant initial requis de 0 $. Coût de prêt de 0 $ pour une obligation totale de 17 459,04 $. Exemple de financement et modalités des offres de financement apparaissant dans la présente publicité: 14 809 $ à un taux de 0 % équivaut à des mensualités de 205,68 $ par mois pour une durée de 72 mois. Comptant initial requis de 0 $. Coût de prêt de 0 $ pour une obligation totale de 14 808,96 $. Frais de 115 $ (taxe de 15 $ sur les pneus et taxe de 100 $ sur les véhicules équipés d'un climatiseur), pour le Veloster 2013 / l'Elantra L 2013 / l'Accent L 4 portes 2013. Frais de livraison et de destination de 1 495 $ pour le Veloster 2013, l'Elantra L 2013, l'Accent L 4 portes 2013 inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation et RDPRM en sus des offres de financement à l'achat. Tous les détails chez votre concessionnaire Hyundai. ** Offres de location sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur les modèles neufs en stock : Veloster 2013, boite manuelle 6 rapports (à partir de 21 109 $) / Elantra L 2013, boite manuelle 6 rapports (à partir de 17 459 $) / Accent L 4 portes 2013, boite manuelle 6 rapports (à partir de 14 809 $). Mensualités de location: 249,00 $ / 192,00 $ / 165,00 $ sur 60 mois sans obligation au terme du contrat de location. Première mensualité et comptant initial 1 850 $ / 0 $ / 0 $ requis à la livraison. Certaines conditions s'appliquent. Détails chez votre concessionnaire. Frais de 115 $ (taxe des pneus 15 $ et taxe du climatiseur de 100 $ pour les modèles équipés d'un climatiseur), livraison et destination de 1 495 $ pour le Veloster 2013 / l'Accent L 4 portes 2013 / l'Elantra L 2013 inclus dans les offres de location. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, RDPRM et taxes applicables en sus des offres de location et sont payables au moment de la livraison. Aucun dépôt de sécurité (0 $) pour tous les modèles. Kilométrage annuel de 20 000 km, 12 ¢ par km additionnel pour le Veloster 2013 / l'Accent L 4 portes 2013 / l'Elantra L 2013. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un réservoir plein de carburant. ▼ La consommation d'essence du Veloster 2013, boite manuelle 6 rapports (Autoroute 4,9 L / 100 km; Ville 7,2 L / 100 km) / l'Accent L 4 portes 2013, boite manuelle 6 rapports (Autoroute 4,9 L / 100 km; Ville 6,7 L / 100 km) / l'Elantra L 2013, boite manuelle 6 rapports (Autoroute 4,9 L / 100 km; Ville 6,8 L / 100 km) est basée sur les données du manufacturier. Les consommations réelles peuvent varier selon les conditions de conduite et l'ajout de certains accessoires automobiles. Les données sont présentées aux fins de comparaison uniquement. ♦◊ Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Voir un concessionnaire pour tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule. †† La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien. Contactez votre concessionnaire pour tous les détails.